

## Paris désavoue le commandant français des « casques bleus » à Sarajevo

LES AUTORITÉS françaises se sont démarquées, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, des propos très critiques envers l'accord de paix de Dayton tenus par le général Bachelet, responsable de la Forprou pour le secteur de Sarajevo. Le général, reflétant le sentiment d'une partie des officiers français dans la capitale bosniaque, estimait que les dispositions prévoyant la réunification de Sarajevo, rejetées par les Serbes, voulaient le plan de paix à l'échec (*Le Monde* du 2 décembre).

Le ministre de la défense, Charles Millon, envisagerait de demander le rappel en France du général Bachelet. Ses services ont publié un communiqué réaffirmant le « respect scrupuleux » par la France de l'accord de Dayton. A l'Elysée, on expliquait, vendredi, que la France souhaite la restauration d'une Bosnie « pluriculturelle et démocratique » et que c'est pour cela que Jacques Chirac avait suggéré, dans une lettre adressée il y a quelques jours à Bill Clinton, des « garanties » pour la population serbe de Sarajevo.

Lire page 3

## Homme de presse et collectionneur



DANIEL FILIPACCHI

A SOIXANTE-SEPT ANS, ce n'est pas seulement le responsable d'un puissant groupe de presse : il passe pour un des grands collectionneurs français d'art du XX<sup>e</sup> siècle, avec une prédilection pour le surréalisme. Daniel Filipacchi suit en cela l'exemple de son père, un des créateurs de la Pléiade et du Livre de poche, lui-même collectionneur enragé. Au milieu des années 80, Daniel Filipacchi avait acquis auprès de René Char vingt-huit manuscrits que le poète avait fait illustrer par ses amis peintres, Miro, Braque, Picasso... Des œuvres exceptionnelles, dédiées à Yvonne Zervos, la directrice des *Cahiers d'art*. Que Daniel Filipacchi décide de vendre à son tour. Le 1<sup>er</sup> décembre, cet ensemble devait être dispersé aux enchères. Mais la veuve de René Char ne supportait pas l'idée de les voir partir aux quatre coins du monde. Elle plaida sa cause auprès du collectionneur et du ministre de la culture. Le premier a accepté l'offre du second : il vend l'essentiel de ses manuscrits à la Bibliothèque de France.

Lire page 21

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 5 S ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 16 DKR ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,25 £ ; Italie, 2.000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 3 DH ; Norvège, 100 NOK ; Pays-Bas, 3 Fl. ; Portugal, 200 PTE ; République, 100 F ; Suède, 100 S ; Suisse, 2,30 F ; Tunisie, 1 Din. ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,00 \$.

M 0146 - 1203 - 7.00 F

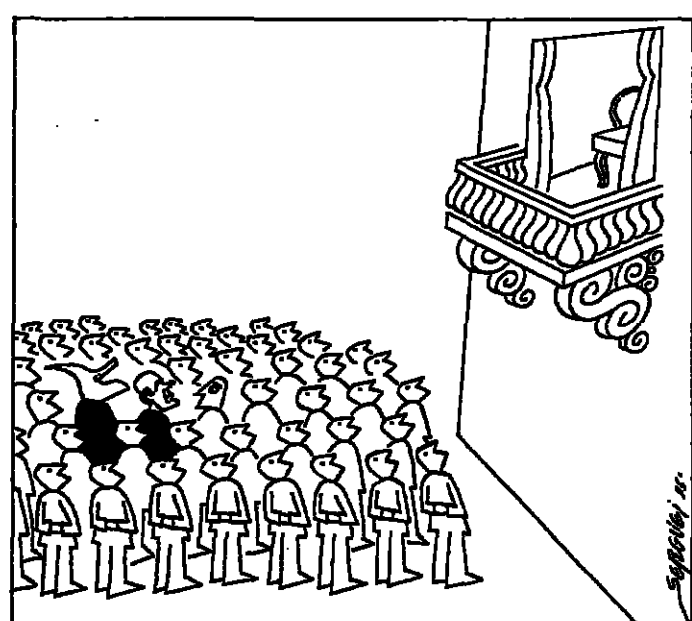
## La CGT et Force ouvrière appellent à la généralisation de la grève

Etudiants et agents de l'Etat veulent faire de la journée de mardi un nouveau temps fort

LA PARALYSIE des chemins de fer et des transports parisiens, qui demeurait totale durant le week-end des 2 et 3 décembre et devait se prolonger lundi 4 décembre, pourrait s'étendre à La Poste, dont quatre-vingts centres de tri sur cent trente étaient en grève samedi matin, et à EDF-GDF, dont le tiers des personnels avaient cessé le travail selon les directions.

La CGT, dont le congrès devait s'ouvrir dimanche 3 décembre, a appelé à un « puissant temps fort de l'action » le 5 décembre, tandis que Force ouvrière pourrait appeler à une grève générale illimitée à partir du 4. Plusieurs fédérations FO - dont celle des personnels hospitaliers - se sont prononcées en ce sens avant la réunion, samedi, de la commission exécutive confédérale. Dans l'éducation nationale, le SGEN (CFDT) de Paris a appelé à la grève dans les écoles, tandis que la FEN consulte ses adhérents.

La coordination nationale des étudiants mise en place dans la nuit de vendredi à samedi appelle à une manifestation le 5 décembre. Elle réclame au ministre



de l'éducation nationale une loi de programmation de 50 milliards de francs sur cinq ans et la création de 25 000 postes d'enseignants chercheurs ainsi que 20 000 em-

plois de non enseignants. Une coordination de lycéens est en voie de constitution sur le thème de la sécurité et de la surcharge des classes.

L'initiative du RPR d'organiser des comités d'usagers, préparant une manifestation nationale de soutien au gouvernement le 7 décembre, a été dénoncée par l'opposition de gauche. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a reproché à Alain Juppé de se comporter davantage en président du RPR qu'en premier ministre. La démarche du principal parti au pouvoir est diversement appréciée par ses propres députés et par ceux de l'UDF. Nombre de parlementaires refusent de « jeter de l'huile sur le feu », et les élus de province, principalement, estiment que l'opinion n'est pas hostile aux grévistes. Un sondage CSA pour RTL et *Le Parisien*, publié samedi, indique que 30 % seulement des personnes interrogées sont opposées ou hostiles aux mouvements sociaux actuels.

Le Front national, dont le conseil national se réunissait samedi, dénonce la responsabilité du RPR dans la situation sociale et taxe d'« incompétence » le parti de Jacques Chirac et d'Alain Juppé.

Lire pages 6 à 9 et 24

## Un nouveau secrétaire général pour l'OTAN

Javier Solana Madariaga a été désigné, après six semaines d'intermèdes, comme nouveau secrétaire général de l'OTAN. Ministre espagnol des affaires étrangères, M. Solana est l'homme de confiance de Felipe Gonzalez, président du gouvernement espagnol.

p. 2 et notre éditorial p. 14

## Une loi-cadre contre l'exclusion

Piloté par Jacques Barrot et Xavier Emmanuelli, un projet de loi d'orientation contre la grande pauvreté devrait être présenté au Parlement au printemps. Les exclus craignent d'être les laissés-pour-compte de l'actuel mouvement social.

p. 10

## L'avenir de la Navigation mixte

André Launois, président de la Compagnie de navigation mixte, a écarté, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, l'hypothèse d'un démantèlement du groupe à court terme.

p. 15

## Mick Jagger hors du temps



Mick Jagger par Andy Warhol (détail)

Trois concerts « intimes » à l'Olympia à Paris, à Amsterdam et à Brixton, ont fourni aux Rolling Stones la matière de leur dernier disque : *Stripped*. Un retour aux sources.

p. 12

## Un demi-siècle d'exception bancaire

En décembre 1945, le général de Gaulle nationalisait les quatre principales banques de dépôt. En 1981, la gauche lui emboîtait le pas. Depuis, la tendance est à la privatisation.

p. 13

## « Styles »

Chaque semaine dans *Le Monde* daté dimanche-lundi, une page « Aujourd'hui-Styles ». Dans ce numéro : les bonsais ; comment les abonnés au système de radio-téléphone SFR peuvent éviter les embouteillages ; Inno-Montparnasse ; les ex-soixante-huitards, cibles des publicitaires.

p. 19

## Jacques Barrot au « Grand Jury »

Le ministre du travail et des affaires sociales est l'invité du « Grand Jury RTL-*Le Monde* », dimanche 3 décembre, à partir de 18 h 30. L'émission est également diffusée en direct sur la chaîne câblée RTL-9.

International	2	Aujourd'hui	19
France	6	Agenda	20
Société	10	Abonnements	20
Carnet	11	Météorologie	20
Horizons	12	Mots croisés	20
Entreprises	15	Culture	21
Finances/Marchés	16	Guide culturel	22
Communication	18	Radio-Télévision	23

## Les Etats-Unis virent au centre

WASHINGTON de notre correspondante

A droite, l'Amérique ? Au royaume du show-business, les apparences peuvent être trompeuses. Un an après le raz-de-marée républicain qui a fait basculer le Congrès, plongé le pays dans une profonde introspection sur « la colère de l'homme blanc » et érigé Newt Gingrich en « leader de la révolution », le balancier est revenu au centre. Les grands débats de société lancés à l'automne 1994 ont en fait révélé une opinion publique foncièrement modérée et n'ont pas permis de véritable changement de cap.

L'exemple le plus spectaculaire est celui de l'*affirmative action*, cette pratique officiellement instituée il y a trente ans pour remédier aux discriminations raciales dans l'emploi et l'enseignement supérieur. Il y a un an, cible d'attaques sans précédent, elle paraissait condamnée.

Depuis un sous-sol de Berkeley, deux universitaires californiens organisaient une campagne de signatures pour soumettre son arrêt de mort au vote populaire en novembre 1996. Bob Dole, le chef de la majorité républicaine au Sénat, qui, en d'autres temps avait dé-

fendu l'*affirmative action*, opérait un virage à 180 degrés pour dénoncer ce vestige d'un égalitarisme anachronique. Sentant le vent tourner, le président Clinton commençait à exprimer ses propres doutes.

Aujourd'hui, le débat a pratiquement disparu des colonnes des journaux : les deux universitaires californiens n'ont toujours pas réuni les signatures nécessaires ; des projets de loi visant à abolir l'*affirmative action* ont échoué devant les Parlements d'une bonne douzaine d'Etats et la Maison Blanche a finalement opté pour un simple ravalement cosmétique. Quant à Bob Dole, désormais candidat à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle de 1996, il est remarquablement discret sur la question, d'autant que cet automne le pays est tombé follement amoureux d'un homme qui se dit lui-même une preuve vivante des bienfaits de l'*affirmative action* : le général Colin Powell.

Un autre thème du grand coup de barre à droite de novembre 1994 fut l'immigration.

Sylvie Kauffmann

Lire la suite page 14

Collection « Liens de Chaumet »  
Pendentif cœur à partir de 4 000 F  
Bague à partir de 7 400 F

**CHAUMET**

12, PLACE VENDÔME - PARIS - (1) 44 77 24 00  
PRINTEMPS HAUSSMANN - PARIS - (1) 48 74 60 95

**DÉFENSE** La nomination, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, de Javier Solana comme secrétaire général de l'OTAN, arrive au moment où l'organisation atlantique se prépare à l'envoi de ses

forces en Bosnie. ● LE NOUVEAU secrétaire général est présenté comme un négociateur habile et scrupuleux. Sa nomination permettra aussi à l'OTAN d'approfondir ses relations

avec les pays du sud de la Méditerranée. ● FELIPE GONZALEZ pourrait tirer parti de cette victoire diplomatique et de la récente dissolution de la commission parlementaire sur les GAL pour

mener une nouvelle fois son parti lors des élections générales de mars. ● LE SOMMET de Madrid, qui réunira le 3 décembre Bill Clinton et les responsables de l'Union européenne, risque

de voir ressortir les dissensions entre Washington et certaines capitales européennes sur la libéralisation du commerce entre les deux continents. (Lire aussi notre éditorial page 14)

## L'Espagnol Javier Solana devient le nouveau secrétaire général de l'OTAN

Américains et Européens n'ont pas voulu prolonger leurs dissensions à propos de la nomination du successeur de Willy Claes, alors que l'Alliance Atlantique lance en Bosnie la plus forte opération militaire de son histoire

BRUXELLES (OTAN)

Après plusieurs semaines de tractations, consécutives à la démission de Willy Claes, compromis dans l'affaire Agusta en Belgique, les seize ambassadeurs des alliés du Conseil atlantique se sont mis d'accord, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, sur le nom du nouveau secrétaire général de l'OTAN : Javier Solana, ministre espagnol des affaires étrangères. Cette décision par consensus doit être confirmée formellement lors d'une conférence des ministres des affaires étrangères de l'Alliance, prévue de longue date pour le 5 décembre à Bruxelles.

Ainsi prennent fin des divergences entre Américains et Européens qui, si elles s'étaient prolon-

gées, auraient pu nuire à la crédibilité de l'Alliance au moment où celle-ci s'apprête à lancer la plus grande opération militaire de son histoire avec le déploiement de la force de mise en œuvre des accords de paix en Bosnie (IFOR).

Quelques heures avant de choisir M. Solana, le Conseil atlantique avait ainsi autorisé les militaires à envoyer immédiatement 2 600 hommes à Zagreb et à Sarajevo. Il ne s'agit pas encore d'unités de combat mais d'éléments pré-curseurs chargés de résoudre les problèmes logistiques avant l'arrivée du gros des troupes. Présidé par le secrétaire général, le Conseil atlantique devra assurer le contrôle politique d'opérations militaires fort complexes dans les jours à venir. Une intense activité diploma-

tique va de pair avec l'opération « Effort concerté », par exemple pour formaliser avec les Russes l'accord de principe intervenu récemment quant à leur participation à l'IFOR. Ce qui demande encore beaucoup de travail, indique-t-on à l'OTAN.

URGENCE

Agé de soixante-trois ans, le diplomate italien Silvio Balanzino, assurant l'intérim de M. Claes. Lors de la conférence des ministres de la défense, le 28 novembre, il s'était déclaré prêt à continuer « jusqu'à Noël », si le désaccord pour la succession persistait, mais tout en soulignant qu'il aurait du mal à combiner longtemps la charge du numéro un de l'Alliance et sa fonction ordinaire de secrétaire général délégué.

Il devenait urgent pour les alliés soit de trouver un successeur définitif, soit de confirmer M. Balanzino, ce qui eût été rompre avec l'usage de confier le poste de secrétaire général à un homme ayant assumé des responsabilités ministérielles dans son pays.

Le malaise existait depuis que les États-Unis avaient opposé leur veto à la candidature de l'ancien premier ministre néerlandais Ruud Lubbers, soutenu par la majorité des Européens. Après que celui-ci fut venu à Washington pour ce qu'un porte-parole appelait un « entretien d'embauche », les responsables américains de la diplomatie et de la défense étaient apparemment parvenus à la conclusion qu'il ne ferait pas assez bonne impression au Congrès pour que ce-

lui-ci se laisse convaincre d'envoyer des hommes en Bosnie.

AUTRE POSTULANT

Il y avait un autre postulant officiel, le Danois Uffe Ellemann-Jensen, présenté comme un « candidat solide » par le secrétaire à la défense, William Perry. Mais Paris n'en voulait pas, à cause de ses prises de positions contre les essais nucléaires, et parce qu'il ne parle pas français.

Alors que Copenhague espérait « exprimer la sensibilité nordique » dans une fonction où le Danemark, l'Islande et la Norvège n'ont jamais été représentés, c'est un Méditerranéen qui l'emporte. Un homme sans doute idoine, puisque, une fois réglée l'affaire bosniaque, l'OTAN entend approfondir un dia-

logue déjà amorcé avec l'Égypte, Israël, le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie et la Jordanie, pays que les Seize tiennent pour « capables d'apporter leur contribution à la paix et à la sécurité » sur leur flanc sud.

Entrée dans l'Alliance seulement en 1982, l'Espagne participe aux réunions des ministres de la défense de l'OTAN, mais elle est absente des grands commandements intégrés. Ce n'est pas une situation semblable à celle de la France, en principe sortie des structures militaires depuis 1966, mais cela fait quand même de Madrid un allié pas tout à fait à part entière. L'argument fut avancé par certains à l'encontre de M. Solana. L'heure n'était plus à ces subtilités.

Jean de la Guévière

## Felipe Gonzalez a de nouveau le vent en poupe

La nomination d'un fidèle à Bruxelles et un rebondissement dans l'affaire des GAL le confortent

MADRID

A peine la commission d'enquête parlementaire sur les GAL (Groupes antiterroristes de libération) avait-elle commencé ses travaux au début de cette semaine qu'elle a été contrainte de se saborder. Alors qu'elle a été constituée par le Sénat le 18 octobre, le harcèlement s'est imposé en raison de l'impossibilité de convoquer une bonne majorité des personnes citées et tout particulièrement celles qui sont considérées comme les protagonistes principaux de cette affaire d'État (Le Monde du 20 octobre). Les premiers appels à comparaître se sont d'abord réfugiés derrière le secret professionnel tandis que d'autres virent leur intervention limitée par les autorités judiciaires qui instruisent le dossier au niveau du Tribunal suprême. Ensuite, les nationalistes catalans ont décidé de changer leur fusil d'épaule et de s'allier aux membres socialistes de la commission pour faire obstacle à certaines comparutions. A cela s'est ajoutée une véritable cacophonie au sein même de la commission.

Son rôle de mort était donc pratiquement signé et son principal instigateur, le Parti populaire (PP, droite), a été contraint de demander son autodissolution, ce qui constitue un véritable revers pour le principal parti d'opposition, qui comptait faire de cette instance une machine de guerre

contre le pouvoir socialiste. Sa constitution, à la suite d'un vote à une courte voix de majorité, avait pourtant constitué une victoire, la première mise en minorité des socialistes au Sénat. Elle s'est transformée en déroute et en perte d'un outil de torture contre le pouvoir puisqu'elle disposait de la possibilité de faire citer n'importe quelle personne utile aux investigations, y compris le chef du gouvernement, Felipe Gonzalez.

ERREUR DE DÉBUTANTS

Cette mort prématurée, même s'il était douteux que la commission puisse aboutir à des conclusions satisfaisantes avant les élections de mars prochain, constitue une belle revanche pour le chef du gouvernement, qui avait qualifié la formation de cette commission d'« erreur de débutants ». Son fonctionnement aurait néanmoins permis de harceler certains hauts fonctionnaires du régime et de jeter la suspicion sur certains agissements passés. Sa disparition est donc un succès pour les socialistes.

D'autant qu'il survient le jour même où Javier Solana, ministre des affaires étrangères, est assuré de devenir, le 5 décembre prochain, le secrétaire général de l'OTAN. De quoi faire taire les critiques selon lesquelles tout est pourri au royaume des socialistes et que ces derniers jettent le discrédit sur l'Espagne.

Felipe Gonzalez a donc réussi, quelques jours après le succès de la conférence euro-méditerranéenne de Barcelone, à remporter un beau succès international et à dédramatiser l'opposition qui s'est emparée dans une commission jugée dès le départ comme une affaire politique, d'autant que ses éventuelles conclusions n'auraient aucunement lié les tribunaux qui mènent leur propre instruction. Ces trois événements illustrent la faculté de rebondir de l'actuel chef du gouvernement qui, après treize années au pouvoir, parvient encore à manœuvrer et se profile comme le très probable candidat à sa succession puisque son éventuel remplaçant, Javier Solana, est désormais promis à une autre destinée.

Officiellement, Felipe Gonzalez fera connaître sa réponse le 18 décembre, c'est-à-dire après le sommet européen de Madrid des 15 et 16 décembre pour lequel tout sera mis en œuvre afin qu'il soit un succès. Il n'y aura donc pas de véritable rampe de lancement pour la cinquième candidature du secrétaire général du PSOE depuis vingt et un ans, et qui entend bien le rester jusqu'à l'an 2000, même s'il demeure encore un léger doute sur sa décision de mener la dernière bataille pour freiner l'arrivée de la droite au pouvoir.

Michel Bole-Richard

## L'homme de confiance du président

MADRID

Javier Solana est partagé. D'un côté, le ministre espagnol des affaires étrangères est triste de quitter la politique nationale et le gouvernement. De l'autre, il est heureux de pouvoir œuvrer pour la paix mondiale.

Portrait en tant que secrétaire général de l'OTAN, il héritait des deux sentiments qui devaient cet homme de cinquant-huit ans quelques heures après avoir appris que son nom avait fait l'objet d'un consensus unanime pour présider aux destinées d'une organisation à la tête de laquelle il n'a jamais postulé et qu'il ne s'est pas privé de critiquer par le passé.

C'est vrai que le Parti socialiste, où il militait depuis 1964, va lui manquer. Tout autant que ses amis politiques et le premier d'entre eux, Felipe Gonzalez, dont il fut pendant si longtemps le fidèle second. Éternel compagnon, confident et homme de confiance du président du gouvernement, Javier Solana Madariaga a toujours été présent et complice. Lors de la séance de clôture de la conférence euro-méditerranéenne de Barcelone mardi dernier, la chaleureuse étreinte entre les deux hommes après le succès difficile de l'entreprise illustre parfaitement les liens qui les unissent. Il est d'ailleurs le seul de tous les ministres de Felipe Gonzalez à avoir été membre du gouvernement sans discontinuité depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1982. D'abord à la culture, puis à l'éducation et aux sciences avant d'être nommé en juin 1992 aux affaires étrangères, cet « historique » du parti avait donc toutes les chances de succéder à son chef vénéré au cas où celui-ci déciderait de ne pas conduire la liste du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) aux élections générales de mars prochain.

Le dauphin potentiel s'en ira donc à Bruxelles, offrant par la même occasion une victoire personnelle à Felipe Gonzalez sur la scène internationale et une belle revanche sur l'histoire. L'appartenance de l'Espagne à l'OTAN fut toujours une question controversée depuis son adhésion en 1981. Les socialistes firent longtemps et énergiquement campagne pour le retrait en raison des liens unissant le régime franquiste au pouvoir américain. Jusqu'au jour où Felipe Gonzalez changea d'avis et offrit en 1986 à une opinion publique divisée le référendum promettant que les urnes trancheraient. Ce fut l'une des plus dures batailles des socialistes, d'autant qu'au sein même du gouvernement les avis étaient partagés. Javier Solana lui-même hésitait entre le cœur et la raison et dut

avaler « la pilule amère » du « oui ». Finalement, neuf ans après, Felipe Gonzalez obtint le couronnement de ses efforts de 1986 qui faillirent lui coûter cher politiquement. Aujourd'hui, les Espagnols ne sont pas peu fiers de ce choix qui, selon Javier Solana, est « une preuve de confiance » à l'égard du pays.

Partisan d'un socialisme démocratique, après avoir flirté dans sa jeunesse avec le marxisme, ce madrilène d'origine, syndicaliste militant, membre du comité exécutif du PSOE de 1976 à 1984, est un scientifique, docteur en physique dont la formation fut complétée à l'université de Virginie, aux États-Unis. Ce séjour lui permit de perfectionner son anglais, qu'il parle bien mieux que le français, mais ne lui servira guère par la suite pour exercer ses talents de professeur. En homme du séail socialiste, ses talents de négociateur seront rapidement utilisés, notamment pour établir le dialogue tant avec les étudiants, lorsqu'il sera ministre de l'éducation, qu'avec les syndicats après la rupture historique avec l'UGT (Union générale des travailleurs) en 1988.

D'un caractère réservé, d'une honnêteté exemplaire, il a toujours supporté sans protester les revers de la vie politique

Personnage prudent s'il en est, sachant se taire derrière un sourire ouvert et fréquent, d'un caractère réservé en dépit d'un allant trompeur, d'une honnêteté exemplaire et d'une nature plutôt spartiate, il a toujours supporté sans protester les revers de la vie politique. Jamais, ou presque, il ne s'est départi de son humeur égale dans son opposition à Alfonso Guerra, l'ancien numéro deux du pouvoir, puis à son successeur Narcís Serra qui lui a ravi la place de vice-président du gouvernement. Les récentes déconvenues survenues aux candidats à la succession de Willy Claes ont propulsé hors de l'orbite nationale ce coureur de fond de la politique espagnole, qui, dans sa jeunesse, avait rêvé d'être conducteur de tramway ou Ptit Nobel. Pour ce bon connaisseur des lois de la gravitation dans l'univers, cette nouvelle trajectoire est une surprise. Peut-être un tremplin pour rebondir sur un destin national qui fut toujours sa vraie préoccupation.

M. B.-R.

## Plusieurs pays européens inquiets de la libéralisation des échanges avec les États-Unis

BRUXELLES

(Union européenne) de notre correspondant

« Nous voulons créer un espace économique transatlantique en réduisant ou [en] éliminant les barrières qui freinent les flux de marchandises, de services et de capitaux », lit-on dans le projet de « Plan d'action conjoint États-Unis/Union européenne », que Bill Clinton, Felipe Gonzalez, le président en exercice du Conseil européen, et Jacques Santer, président de la Commission, s'apprêtent à signer lors du « sommet » qui se tiendra le dimanche 3 décembre à Madrid. Vaste programme, dont on ne voit guère en quoi il se distingue de l'idée de créer une zone de libre-échange transatlantique, suggérée, il y a plusieurs mois, par Warren Christopher, le secrétaire d'État américain, et reprise en Europe par Sir Leon Brittan, le commissaire chargé de la politique commerciale, mais écartée par le conseil des ministres des Quinze.

PLAN D'ACTION

« L'habitude prise par Leon Brittan de nous faire avaler par la bande des projets que nous récusons devient insupportable », rouspète un diplomate français. De fait, M. Brittan - qui sera présent à Madrid - au vu de la fraîcheur de l'accueil du conseil de l'UE, avait essayé de faire passer l'idée en organisant à Séville, les 10 et 11 novembre, une réunion rassemblant des dirigeants d'entreprise des deux rives de l'Atlantique. Le CNPF avait fait savoir qu'il trouvait l'initiative peu opportune, mais s'était déplacé. Les hommes d'affaires se prononcèrent pour une libéralisation ac-

crue mais progressive des échanges industriels, au-delà des engagements pris dans le cadre de l'Uruguay Round.

Les thèmes du plan d'action euro-américain couvrent l'essentiel de l'activité économique. S'en dégage l'intention d'accélérer les réductions tarifaires déjà décidées et d'étudier, lors de la prochaine réunion ministérielle de l'OMC (Orga-

vers la zone de libre-échange est en train de s'opérer, l'Europe subit la mondialisation des échanges, elle ne la maîtrise pas », estime un haut fonctionnaire.

Au demeurant, selon lui, il est peu probable que, du côté communautaire, on aborde à Madrid les vrais problèmes : le commerce global de l'UE avec les États-Unis est quasi rééquilibré, ce qui témoigne

conduit à soulever les problèmes posés par la sous-évaluation du dollar. Un sujet apparemment tabou, que ni les Américains ni bon nombre des pays de l'Union ne veulent discuter. Leon Brittan est exaspéré dès qu'on lui dit que les mouvements de Yo-Yo du dollar font s'interroger sur l'opportunité de nouvelles réductions tarifaires. « Pour lui, toute élimination des entraves aux échanges est bonne, même si elle est déséquilibrée », note le haut fonctionnaire bruxellois.

Les Allemands, les Anglais ne veulent pas que la monnaie figure à l'ordre du jour de Madrid. Membres du G7, le club des pays les plus riches de la planète, ils préfèrent en parler dans cette enceinte. Et refusent de voir le dossier - sensible entre tous - tomber entre les mains de la Commission. Vu de Paris, le résultat n'est guère satisfaisant : les Français ont réussi à faire introduire dans le projet de texte une phrase emperlée d'une portée pratique limitée et dont il n'est même pas certain que les Américains acceptent qu'elle y soit maintenue.

Autre sujet tabou, la sécurité. Le joint action plan oublie que la politique de sécurité est partie intégrante du traité de Maastricht et qu'une redistribution des rôles a été esquissée. Il est vrai sans suite, lors du Sommet de l'OTAN en janvier 1994. Plusieurs pays membres (les neutres en particulier) ne veulent pas qu'on débâte de ces dossiers au niveau de l'Union. Sans compter que celle-ci, dans un domaine aussi sérieux, n'existe pas encore.

Philippe Lemaître

nisation mondiale du commerce), à Singapour, un nouveau « paquet » de réductions tarifaires. Aux yeux des Français, la course à la libéralisation du commerce de bloc à bloc conduit à s'interroger sur ce qui subsistera du multilatéralisme et de la toute jeune OMC. Ils notent que cette frénésie libéralisatrice érode les régimes préférentiels que l'Union accorde à ses anciennes colonies, ainsi qu'à ses voisins d'Europe centrale. « Brittan a gagné, le glissement sémantique

de la bonne compétitivité des entreprises de l'Union, mais des pans entiers de l'industrie, tels l'aéronautique et, plus encore, l'armement, sont gravement menacés. « Les États-Unis s'en cachent à peine, ils veulent la faire disparaître. » Face à ce péril, les réflexions de ce côté de l'Atlantique sur une politique de défense commune et sur la création d'une Agence européenne de l'armement sont au niveau zéro. Evoquer ces secteurs menacés



## Paris récuse le parti pris pro-serbe de certains officiers français à Sarajevo

La France réaffirme qu'elle souhaite « le respect scrupuleux de l'accord de Dayton »

Le ministère français de la défense a publié vendredi 1<sup>er</sup> décembre un communiqué désavouant les propos tenus par le général Bachelet,

commandant de la Forpronu pour Sarajevo. Le général, ainsi que d'autres « casques bleus » français avaient paru prendre le parti des extré-

mistes serbes de Sarajevo, qui refusent la réunification de la capitale et réclament la révision de l'accord de Dayton.

PARIS. A désavoué, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, le général Bachelet, commandant de la Forpronu pour la capitale bosnienne, qui avait mis en cause l'accord de Dayton en raison du sort qu'il réserve aux Serbes de Sarajevo (*Le Monde* du 2 décembre). Ses propos « ne reflètent pas la position du gouvernement français », dit un communiqué publié par le ministère de la défense : la position de la France est fondée sur le respect scrupuleux de l'accord de Dayton auquel elle a pris toute sa part, et qui sera signé solennellement le 14 décembre à Paris.

La mise au point méritait d'être faite de la part du pays qui a tout fait pour accueillir cette cérémonie de signature de l'accord sur l'ex-Yugoslavie. Mais elle devait être surtout parce que les propos du général Bachelet avaient fait naître un grave soupçon sur la politique de la France en Bosnie. Certains officiers français à Sarajevo paraissent depuis quelque temps avoir pris fait et cause pour les leaders serbes séparatistes qui refusent que les quartiers dont ils ont pris le contrôle soient rattachés au reste de la capitale, sous administration bosniaque. Or, il y a quelques jours, Jacques Chirac écrivait à Bill Clinton que l'accord de Dayton ne comportait pas suffisamment de « garanties » pour les Serbes de Sarajevo. De là à supposer que la France, sous l'influence de ses militaires, vole au secours de ceux qui ont assiégé Sarajevo pendant trois ans et demi, il n'y avait qu'un pas.

« Nous ne défendons évidemment pas les chefs de guerre d'Albanie l'un de ces quartiers serbes », déclarait vendredi un membre de l'entou-

rage de M. Chirac. Le communiqué du ministère de la défense s'efforce lui aussi de briser cet amalgame, en rappelant le sens de la politique française en Bosnie : « La France, est-elle dit, est plus que jamais déterminée à affirmer l'identité d'une Bosnie-Herzégovine unitaire, pluriculturelle et démocratique. C'est dans ce cadre que s'inscrivent nos efforts pour donner les garanties nécessaires afin que les communautés concernées puissent engager un processus de réconciliation et de paix ».

### CHANCE PRÉCÉDENTE

Paris veut croire que l'accord de Dayton offre une chance de faire revivre ensemble trois communautés qui se sont déchirées dans la guerre. C'est pour préserver cette chance – précieuse – que la diplomatie française s'est efforcée ces dernières semaines de faire contre-poids aux Américains dans les négociations. Or, dit-on à l'Elysée, « c'est à Sarajevo que cela se jouera, parce que Sarajevo est l'un des rares endroits de Bosnie où peut encore exister une vie démocratique et pluriculturelle ». Le message que M. Chirac adressait à M. Clinton n'a pas d'autre sens que celui-ci, affirme-t-on : « Il n'est pas question de renégocier quoi que ce soit avec les chefs militaires serbes ; mais on ne peut assimiler tous les habitants des quartiers serbes de Sarajevo à des criminels de guerre. Il faut trouver parmi eux des interlocuteurs démocratiques et il faut aussi que les autorités bosniaques fassent des gestes envers eux ».

Il y a sans doute, dans ces secteurs, une population serbe qui pense qu'elle ne survivra pas si on la livre sans protection aux autori-

tés bosniaques de Sarajevo. Il y a aussi ses chefs, ceux qui ont « nettoyé » ces quartiers pour les investisseurs et ont organisé le siège meurtrier du reste de la ville. Ceux qui menacent aujourd'hui de reprendre les armes ou bien d'organiser, sous les yeux des « casques bleus » français, le dernier grand exode de population en Bosnie : les militaires, les militaires serbes, les militaires français à Sarajevo. A Paris, le président de la République, plus qu'aucun de ses homologues occidentaux, prête l'oreille à tous ceux qui plaident pour la survie d'une certaine idée de la Bosnie, contre le fait accompli du « nettoyage ethnique » ; mais il prête aussi l'oreille à ses militaires, sans toujours s'apercevoir assez tôt de leurs dévies.

Vendredi, le discours que l'on tenait à l'Elysée était catégorique : c'est Paris qui impose sa ligne aux militaires et pas l'inverse. Si l'on ne nie pas un haut lieu que certains membres de la Forpronu aient une notoire tendance pro-serbe, on affirme qu'ils n'influencent pas la politique de la France et l'on souligne que les « casques bleus » français font un travail remarquable, dont l'essentiel profite aux Bosniaques. On dit comprendre aussi que les soldats sur place aient envie d'éviter « d'avoir un jour à castagner » si les forces serbes de Sarajevo s'opposent par les armes à l'entrée en vigueur de l'accord de Dayton qui prévoit leur retrait. Mais on soulignait vendredi que c'est « la démarche politique qui prévaut », c'est-à-dire l'idée que Sarajevo ne sera véritablement la capitale réunifiée de la Bosnie que si elle

compte encore une population serbe.

Une approche exactement inverse de celle du général Bachelet, qui a paru plaider contre la réunification de Sarajevo. Ses propos ont été mal accueillis par d'autres responsables de la Forpronu et, naturellement, par le gouvernement bosniaque, dont un membre suggère vendredi à l'officier français de « céder la place à quelqu'un de plus compétent ». Le président Iztetbegovic a de son côté répondu, dans une lettre à M. Chirac, au message que le chef de l'Etat français avait adressé à M. Clinton et rendu public. Il rappelle que « les quartiers serbes de Sarajevo » étaient en 1991 ceux où vivaient des minorités serbes, aux côtés de Croates et de Musulmans. Il écarte tout désir de vengeance contre des civils : « Nous avons toujours trouvé la force d'habiller une différence entre le peuple serbe et l'armée de Karadzic, et nous continuerons à le faire. » Il n'est pas certain cependant que ce type de déclaration suffise à rassurer les Serbes de Sarajevo.

Quant à Radovan Karadzic, il a jugé vendredi que la France était mise pour un chantage sur ses deux pilotes disparus, en suggérant que « ceux qui les détiennent » pourraient être sensibles à une action de Paris pour modifier le statut de Sarajevo prévu par l'accord de Dayton. La France a répondu une fois de plus qu'elle exigeait la libération sans condition des pilotes, et que M. Karadzic ne peut pas à la fois prétendre tout ignorer des deux hommes et poser les conditions de leur libération.

C. T.

## La laborieuse démocratisation turque

Yachar Kemal, poursuivi pour un article sur la question kurde, a été acquitté grâce à la modification de la loi antiterroriste

### ISTANBUL

de notre correspondant

L'acquiescement, vendredi 1<sup>er</sup> décembre (*Le Monde* du 2 décembre) de l'écrivain turc Yachar Kemal par la Cour de sûreté de l'Etat sera probablement salué dans les capitales européennes comme un signe positif, un petit pas en avant dans la lente progression vers une Turquie plus démocratique. Les parlementaires européens, qui devront se prononcer le 13 décembre sur l'entrée en vigueur d'une union douanière entre la Turquie et l'Europe, ont imposé un certain nombre de conditions préalables pour entériner cet accord. Ils ont déjà obtenu la modification de l'article 8 de la loi antiterroriste, ce qui a permis l'acquiescement de l'écrivain et la libération de cent vingt-trois détenus.

Si les restrictions à la liberté d'expression restent nombreuses et si des dizaines d'intellectuels demeurent en prison, le plus souvent du fait de leur prise de position sur la question kurde, le niveau du débat dans la société évolue considérablement. La presse turque, malgré ses lacunes, évoque maintenant les évacuations de villages kurdes et les excès des forces de sécurité. Sur les chaînes de télévision privées, la question kurde fait l'objet de débats marathon qui peuvent durer jusqu'à l'aube.

### ANACHRONISMES

Les trois cent soixante mille personnes qui ont récemment visité la foire annuelle du livre à Istanbul ont été reçues par des dizaines d'employés vêtus de T-shirts noirs réclamant la « liberté d'expression, tout de suite, pour tous ». Les deux cent quarante-deux stands de la foire offraient aux acheteurs des ouvrages variés allant des traductions de romans étrangers aux livres sur le problème kurde, y compris certains ouvrages publiés par des intellectuels ayant été emprisonnés comme, par exemple, Haluk Gerger.

Dans un coin, des volontaires récoltaient des signatures : plus de vingt mille personnes se sont déjà déclarées coéditrices d'un nouveau livre sur la liberté d'opinion qui devrait paraître prochainement. Après avoir interrogé cent des mille quatre-vingts intellectuels qui avaient participé à une

initiative similaire au printemps, le procureur, accablé par l'immensité de sa tâche, avait demandé à la Cour constitutionnelle de se prononcer sur la nécessité de poursuivre la procédure judiciaire.

Il serait dès lors faux de conclure que les lois anachroniques encore en vigueur ont réduit la Turquie au silence. Les autorités judiciaires ont beau multiplier les procès, elles ne parviennent pas à endiguer le flot d'informations. Les procès d'écrivains, de journalistes, paradoxalement ne font souvent que relever le prestige des condamnés qui utilisent le temps qu'ils passent en prison pour préparer leur prochain ouvrage.

« Ceux qui défendent l'idée d'une division du pays sont interpellés. C'est une question d'interprétation des juges », explique Ilkay Ozdemir, directrice des éditions Can, qui avait publié le texte controversé de Yachar Kemal dans un recueil d'essais sur la liberté de pensée.

Certains intellectuels, perçus comme étant une menace pour l'unité du pays, tels par exemple le sociologue turc Ismail Besikci, qui détiennent le triste record des condamnations avec un total de deux cents ans de prison pour ses publications sur la question kurde, sont jugés autant sur leurs intentions présumées que sur les termes utilisés. « Même si Ismail Besikci écrivait un livre de géographie, il aurait des problèmes », explique Ayse Nur Zarakoglu, des éditions Belge, elle-même impliquée dans une quinzaine de procès. D'autres peuvent apparemment exprimer leur désaccord avec la ligne officielle impunément, pour autant que leur loyauté à la nation ne soit pas mise en doute.

Éditeurs et intellectuels se plaignent de la « paranoïa » des autorités. Comment expliquer autrement l'ouverture du procès contre Yachar Kemal ? L'article qu'il avait publié était, certes, critique à l'égard de la politique du gouvernement, mais le doyen des lettres turques – parfois décrit comme « le plus dur des écrivains kurdes, le plus dur des écrivains turcs » – a toujours milité pour la résolution du conflit et la cohabitation pacifique des Turcs et des Kurdes sur le territoire national.

Nicole Pope

## M. Millon envisage de demander le retour en France du général Bachelet

COMMANDANT les « casques bleus » du secteur de Sarajevo, le général de brigade Jean-René Bachelet a été désavoué par Charles Millon pour avoir critiqué l'accord de Dayton devant quelques journalistes. On considère, en effet, au ministère de la défense, que l'officier est sorti de son devoir de réserve. A l'un des journalistes avec lequel il s'était entretenu en privé et qui a néanmoins rapporté ses propos, le général Bachelet a affirmé que l'accord en question avait été signé « quel que soit son prix » pour « servir les intérêts électoraux d'un candidat [Bill Clinton] est rééligible en 1996 » à la présidence des États-Unis et a ajouté que « le général de Gaulle aurait claqué la porte ». A Dayton, dans l'entourage de M. Millon, on prête l'intention au ministre de la défense d'obtenir des Nations unies le retour en France du général Bachelet.

Saint-Cyrien et spécialiste de haute montagne, Jean-René Bachelet a notamment commandé le 27<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins

en 1987-1989. Avant d'être appelé à la tête du secteur de la Forpronu à Sarajevo, il a été, jusqu'au début de 1995, sous-chef d'état-major de l'armée de terre en charge des études, de la planification et des finances. Un poste où il s'est illustré par ses réflexions sur « une nouvelle architecture » des forces terrestres en termes de doctrine d'emploi et d'organisation.

A cinquante et un ans, le général Bachelet n'a jamais caché sa fierté de commander le contingent de la Forpronu à Sarajevo et, plus particulièrement, les bataillons français. En novembre, il confiait à des proches que « les négociateurs américains [à Dayton] savent ce qui revient à l'action des forces françaises sans laquelle rien de ce qui a été réalisé ce jour-là – en matière de retrait des armes lourdes des Serbes, d'ouverture des accès à Sarajevo et Gorazde, de rétablissement des services publics et de réalisation des conditions d'un cessez-le-feu – n'aurait pu l'être ».

J. J.

## Le père d'un des deux pilotes disparus porte plainte pour séquestration

### NANCY

de notre correspondant

« Depuis quatre-vingt-deux jours, je n'ai aucune nouvelle de mon fils et de son camarade. Depuis quatre-vingt-deux jours, j'attends des informations et aussi leur retour. Il suffit que je suis prêt à aller jusqu'au bout quel que soit le prix. Je veux qu'ils soient libérés et rapidement libérés. » Jeudi 30 novembre, Jean-Louis Chiffot, père du capitaine Frédéric Chiffot, retenu en Bosnie, a déposé une plainte contre X... pour séquestration, auprès du procureur de la République de Nancy. Le capitaine Frédéric Chiffot et le lieutenant José Souvignat sont tombés au cours d'une mission aérienne au-dessus de la Bosnie, il y a trois mois. « Le ministre de la défense, qui détient des informations et a évoqué l'acte de "bandes inorganisées", devra être entendu le plus vite possible », déclarait M. Joël Lagrange, avocat du père du pilote. « Des photos ont été publiées dans Paris-Match, on ne sait pas d'où elles venaient. Sur place, les journalistes et les militaires ont des infor-

mations. Nous voulons y accéder. » Le procureur de la République, M. Finiez, a confirmé qu'il ouvrirait une information judiciaire. « La procédure vise à obtenir des renseignements sur la situation actuelle des pilotes. Leur libération n'est pas de la compétence de la justice », a-t-il déclaré.

### OPACITÉ

La succession d'informations contradictoires sur le sort des deux pilotes est jugée insupportable par les familles. Tendus mais déterminés, Jean-Louis Chiffot, militaire comme son fils, en retraite à la fin de l'année, a décidé d'agir pour dissiper l'opacité qui entoure l'affaire. « La plainte délivre deux messages, le premier aux pouvoirs publics, qui ont un devoir de résultat. Le second aux ravisseurs pour qu'ils sachent qu'ils sont dans la ligne de mire de la justice française », soulignait M. Alain Behr, second avocat de la famille Chiffot.

Monique Raux

## Bill Clinton, le cousin d'Amérique, fait un triomphe en Irlande

### DUBLIN

de notre envoyé spécial

La visite du président américain dans les deux parties de l'Irlande s'est achevée en triomphe, vendredi 1<sup>er</sup> décembre. Après avoir été fêté par les foules de Belfast et de Londonderry comme l'architecte de la paix retrouvée, comme celui qui, derrière la scène, a négocié et multiplié les pressions depuis trois ans sur toutes les parties au conflit, Bill Clinton a été accueilli un peu comme l'enfant du pays à Dublin. Tout semblait s'être arrêté pour sa visite. Pour les Dublinais, c'était un peu comme le retour d'un autre Irlandais, John Kennedy, il y a trente-deux ans. M. Clinton ne s'y est pas trompé qui, parapsychisme ? J. F. K. » à Berlin, s'est exclamé : « Je me sens comme un vrai Dublinais ! »

Vedette d'un concert qui a électrisé une foule de près de cent mille personnes, cousin d'Amé-

rique venu avec une promesse de paix dans la poche, mais aussi enfant prodige qui n'avait plus foulé le sol de Dublin depuis 1968, alors qu'il était étudiant, M. Clinton était tout cela à la fois pour les Irlandais. Après avoir joué les écrivains et chanteurs de l'Ile – de James Joyce à U2 et aux Cranberries –, il a encouragé les Irlandais, du Nord et du Sud, à la réconciliation : « Votre route est la nôtre, nous voulons la parcourir ensemble. L'Amérique sera avec vous sur le chemin de la paix – que vous voulez et que vous aurez », leur a-t-il dit avant de les « remercier pour ce qu'ils ont fait pour la cause de la paix » : « Si l'Irlande n'est pas en Irlande du Nord, c'est aussi votre victoire ».

Après cette victoire, les Irlandais doivent continuer à bâtir la paix entre eux. « Réaliser combien c'est difficile pour eux, au Nord, après avoir vécu opposés les uns aux

autres. Aidez-les à franchir les prochains passages difficiles, cela en vaut la peine », leur a demandé M. Clinton. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le courant passe merveilleusement entre le président américain et les Irlandais, du premier ministre, John Bruton, à l'homme et à la femme de la rue ou au chef du Sinn Féin, Gerry Adams, invité au banquet officiel de vendredi soir. « Bill » a su trouver les mots pour toucher au cœur les gens de Dublin comme de Belfast, sans paraître prendre position pour l'un ou l'autre camp. Au contraire des dirigeants de Londres qui semblent aux Irlandais si éloignés de leurs préoccupations et trop froids.

Après le grand meeting de College Green et entre deux obligations officielles, M. Clinton a tenu à boire une pinte de bière locale dans un pub dublois, Cassidy's, qui porte le nom de la mère du

président. Ce fut le seul symbole des lointaines racines irlandaises du président. Lié à l'Irlande par sa mère et par son beau-père, Clinton, dont il a pris le nom, il n'a pas été à même de retrouver sur le terrain un parent incontestable, au contraire de Kennedy ou de Ronald Reagan.

D'un cottage en ruine du Fermanagh – juste au nord de la frontière –, au village d'Ardee, dont des habitants déployaient un accueil affirmant qu'il était « la patrie du clan Clinton », nombreux ici sont ceux qui se voudraient apparentés au localitaire de la Maison Blanche. Car Bill Clinton est aujourd'hui l'homme politique le plus populaire d'Irlande. A un an de l'élection présidentielle, il lui reste à convaincre ses compatriotes qui ne sont pas d'origine irlandaise.

Patrice de Beer



## L'opposition égyptienne n'a pas eu d'élu au premier tour des législatives

LE CAIRE. Pour la première fois depuis l'accession du président Hosni Moubarak au pouvoir, en 1981, aucun des quelque 500 candidats de l'opposition n'a pu entrer au Parlement, au terme du premier tour des élections législatives en Egypte, marquées, selon l'opposition, par « des fraudes massives ». Avec 123 candidats élus, le Parti national démocratique (PND du président Moubarak) a remporté 90,4 % des sièges pourvus au premier tour, contre 13 « indépendants » élus. Ce résultat portait sur 439 des 444 sièges à pourvoir au total. Un deuxième tour est prévu mercredi 6 décembre entre 606 candidats qui se disputent 303 sièges. Le principal parti libéral égyptien, le Wafd (opposition), a accusé le gouvernement de ne plus vouloir « supporter » la présence de l'opposition au Parlement. — (AFP)

### AMÉRIQUES

■ **MEXIQUE** : après l'enregistrement par le Parlement d'une demande d'ouverture de procès contre l'ancien président Carlos Salinas pour fraude et trahison, les autorités ont découvert, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, que son frère Raul disposait d'un compte de 20 millions de dollars (100 millions de francs) à Londres. L'épouse de Raul Salinas a été récemment arrêtée en Suisse, alors qu'elle s'apprêtait à retirer près de 84 millions de dollars d'un autre compte. — (Reuters)

■ **PÉROU** : Miguel Kincon, numéro deux du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, d'obédience guérilliste, ainsi qu'une dizaine de ses guérilleros se sont rendus, à l'aube du vendredi 1<sup>er</sup> décembre, aux forces de l'ordre qui assiégeaient la maison où ils s'étaient retranchés à Lima. Victor Polay, fondateur et idéologue du MRTA, a été arrêté en 1992 et condamné à la prison à perpétuité. — (Corresp.)

### PROCHE-ORIENT

■ **ISRAËL** : une jeune colon soupçonnée d'avoir aidé l'assassin d'Yitzhak Rabin, a été libérée, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, et placée en résidence surveillée pour sept jours. Margalit Har-Shefi s'est vu confisquer son passeport et interdire tout contact avec des journalistes ou des personnes impliquées dans le meurtre. — (AFP)

### AFRIQUE

■ **CÔTE-D'IVOIRE** : les élections municipales ont été reportées au début de 1996, a annoncé, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, le gouvernement ivoirien. Ce scrutin, qui était fixé au 17 décembre, aurait été la troisième consultation en moins de deux mois, après l'élection présidentielle du 22 octobre et les législatives du 26 novembre. — (AFP)

■ **LIBÉRIA** : une zone démilitarisée sera créée entre les fiefs des deux factions armées, le Front national patriotique libérien (NPFL) de Charles Taylor et le Mouvement uni de libération (ULIMO) de Alhaji Kromah, a annoncé, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, le gouvernement. Cette zone s'étendrait sur quinze kilomètres au nord de Gbarnga, la « capitale » de M. Taylor. — (AFP)

### ASIE-PACIFIQUE

■ **AUSTRALIE** : l'un des incendiaires du consulat de France à Perth, le 17 juin, a été condamné vendredi 1<sup>er</sup> décembre à un an de prison. Il s'agit d'une femme de vingt-deux ans, Maya Catts, de nationalité israélienne, résidant en Australie depuis un an. Elle était accusée d'avoir confectionné puis lancé des cocktails Molotov pour protester contre l'annonce de la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique. Un complice, Bosco Bosovich, étudiant âgé de vingt ans, avait été condamné à trois ans de prison en août. — (AFP)

■ **PHILIPPINES** : un accord préliminaire avec les rebelles musulmans a été signé par Manille, le vendredi 1<sup>er</sup> décembre, à Djakarta. Le gouvernement et le Front de libération Moro (FMLN), qui a lancé une insurrection au début des années 70, étaient réunis depuis le 27 novembre. Ils sont parvenus à des solutions dans les domaines de l'éducation, de l'économie et de la justice, mais n'ont pu conclure sur la mise en place d'un gouvernement provisoire pour la forte minorité musulmane de Mindanao, île du sud de l'archipel. — (Reuters)

### ENVIRONNEMENT

■ **OZONE** : la réunion d'experts gouvernementaux de 120 pays et de l'ONU, tenue du 28 novembre au 1<sup>er</sup> décembre à Vienne, pour discuter des moyens de freiner la destruction de la couche d'ozone s'est soldée par un échec. Les experts devaient adopter des recommandations sur les moyens d'accélérer l'interdiction des substances anti-ozone. — (AFP)

### ÉCONOMIE

■ **ÉTATS-UNIS** : l'indice de confiance des consommateurs calculé par la Conférence Board a fortement augmenté en novembre, atteignant 101,4 points, contre 96,3 points en octobre. Les ventes de biens d'équipements non militaires - meilleur indicateur de la conjoncture dans l'industrie - n'ont baissé que de 0,2 % en octobre (après 3 % de hausse en septembre). — (AFP)

■ **UNION EUROPÉENNE** : l'inflation est revenue à 3 % par an en octobre, une légère baisse par rapport à septembre, selon les statistiques publiées par Eurostat. La Finlande a le taux le plus faible, la Grèce le plus élevé.

■ **VIETNAM** : les bailleurs de fonds réunis à Paris ont octroyé, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, 2,3 milliards de dollars d'assistance au Vietnam pour 1996 (après 2 milliards en 1994). Vingt pays et seize organisations participaient à la négociation. Les bailleurs ont encouragé Hanoi à accélérer ses réformes administratives et structurelles, en particulier son programme de privatisation, actuellement en panne. — (AFP)

## Le président Caldera estime que le Venezuela est « disposé à accepter quelques sacrifices »

Socialement, le pays reste un volcan prêt à exploser

Elu président du Venezuela en 1993, au pire d'une crise bancaire sans précédent, Rafael Caldera voulait prendre ses distances avec la poli-

tique néolibérale de son prédécesseur, orchestrée par le FMI. Les négociations avec cet organisme international accusé de « négliger le

facteur social » avancent cependant pas à pas. L'objectif de M. Caldera est de contrôler une grave crise aux multiples aspects.

### CARACAS

Deux ans après son retour à la présidence du Venezuela - « deux ans de problèmes et de souffrance », dit-il -, Rafael Caldera amorce avec beaucoup de prudence un virage spectaculaire pour affronter la crise la plus grave de l'histoire contemporaine du pays, selon tous les experts. « On ne comprend rien à la situation actuelle, estime le président, si l'on oublie la dramatique crise bancaire dont nous avons hérité en 1993. Nous étions au bord du krach. Mon gouvernement a sauvé la mise à plus de trois millions de petits épargnants. C'est un exploit. Autre héritage : les séquelles de l'épouvantable corruption des gouvernements précédents. »

Rafael Caldera ne nie pas que sa victoire de 1993 est apparue comme une remise en cause d'une politique économique néolibérale, mise en route en 1989 par l'ex-président Carlos Andrés Pérez, et orchestrée par le Fonds monétaire international (FMI). Lui-même se flatte, pendant sa campagne, de vouloir signer une « lettre d'intention » avec le peuple vénézuélien, allusion claire à une certaine distance prise avec l'organisme international.

Pourtant, ce gouvernement vient d'engager des négociations avec le FMI pour un prêt de quelque 35 milliards de francs en échange d'un plan d'austérité impliquant des mesures draconiennes : dévaluation du bolivar, abandon du contrôle des changes et des prix, réduction de l'inflation (environ 70 % en 1995) et du très lourd déficit budgétaire (8 % du PIB), relance des privatisations. Le président nuance : « Je n'ai jamais dit que nous ne négocierions pas avec les organismes internationaux de financement. J'espère que nous allons vers un accord avec le

FMI, mais rien n'est jamais sûr. C'est une équipe de techniciens compétents, mais qui a, de mon point de vue, une vision trop monétariste et donc limitée. Il néglige le facteur social. Ce qui n'est pas le cas de la Banque interaméricaine de développement (BID), par exemple. »

### SCEPTICISME

Manifestement, Rafael Caldera ne souhaite pas accélérer le mouvement. Il préconise un accord « graduel » lui permettant de contrôler une crise qui impose pourtant, de l'avis de nombreux secteurs de la société et du FMI lui-même, des « décisions rapides »

zou 1996. Pour le Vénézuélien moyen, il impliquera récession, chômage, hausse du coût de la vie, prévoit Roosevelt Velasquez, membre de la mission de négociations du FMI à Caracas. Il estime toutefois que « la dévaluation ne devrait pas être trop forte ». L'instauration depuis fin octobre d'un taux de change préférentiel pour les touristes étrangers et les non-résidents, amorce en fait cette dévaluation inévitable.

Le gouvernement a remporté récemment une petite victoire en réussissant à augmenter le prix du super à la pompe sans provoquer de remous sociaux. L'essence ordi-

est aussi à la hausse, particulièrement à Caracas, où le bilan de fin de semaine atteint régulièrement une cinquantaine de morts violentes.

« Après accord avec le FMI, le plan de privatisation pourrait nous rapporter 6 milliards de dollars en deux ans », affirme Carlos Bernardes, président du Fonds d'investissement (FIV). L'électricité, ce qui reste des téléphones, la corporation de Guyane sont en ligne de mire. Cette dernière devrait pourtant d'abord apurer ses comptes (7 milliards de francs de dette). Et le pétrole, qui a rapporté quelque 1 500 milliards de francs à l'État depuis vingt ans ? Le docteur Chisti, patron de la Société nationale des pétroles vénézuéliens (PAVSA), est optimiste. Il estime que la « croissance est une nécessité » et prévoit « une demande interne d'un million de barils par jour en 1996 ». Pas question, selon lui, d'envisager une « garantie pré-

### Accord de principe entre Caracas et le FMI

Le gouvernement vénézuélien est parvenu, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, à un accord de principe avec le Fonds monétaire international concernant la discipline fiscale et une libération progressive du contrôle des changes en vigueur. Le ministre vénézuélien chargé de la planification, Edgar Paredes Pisaní, a admis que l'augmentation des prix des carburants et de certains autres produits sont les principales entraves à un accord sans réserve. Les discussions achoppent aussi sur la réduction du déficit budgétaire dans un délai de deux ans, les taux d'intérêt, et le contrôle de l'inflation, qui a atteint 39,9 % au cours des dix premiers mois de 1995.

faute d'aller à la catastrophe. Champion de la lutte anticorruption, le président, qui doit fêter ses quatre-vingts ans en février 1996, continue sans doute d'échapper aux critiques de la rue dans ce domaine, mais le scepticisme a gagné l'opinion. De nombreux directeurs de banque impliqués dans la crise de 1993 sont partis à Miami en emportant la caisse, et l'État a poursuivi quelque 35 milliards de francs pour colmater les brèches. La rue est amère, désemparée et inquiète. Les files d'attente d'épargnants s'allongent devant les postes d'une banque soupçonnée d'être en difficulté.

Le plan d'austérité est à l'hor-

naire - un tabou dans un pays qui a longtemps cru être l'Arabie saoudite de l'Amérique latine - n'a pas été touché. En février 1989, une hausse du carburant avait déclenché des émeutes ayant fait un millier de morts, selon un bilan officiel. « Je crois, dit le président Caldera, que l'opinion est davantage disposée maintenant à accepter quelques sacrifices. » Mais, socialement, le Venezuela reste un volcan qui peut exploser à tout moment. Le taux de chômage officiel est de 25 % ; et le secteur informel ne cesse de croître. Selon l'Unicef, 71 % des Vénézuéliens vivent dans des conditions de pauvreté. Conséquence : l'insécurité

Marcel Niedergang

## POUR UNE REFORME DE FOND DE LA SECURITE SOCIALE

En prenant clairement parti en faveur d'un plan de réforme de la sécurité sociale, qui s'engage dans « la mise en place d'un régime universel d'assurance maladie financé par l'ensemble des revenus » comme l'a dit Nicole Notat, la CFDT a fait preuve de courage et d'indépendance d'esprit.

Chacun sait que la situation de la sécurité sociale ne pouvait plus s'accommoder de replâtrages qui se soldaient en définitive par une hausse des cotisations et une baisse des prestations. En s'engageant sur la voie d'une cotisation étendue à tous les revenus, pas seulement salariaux, le plan Juppé a pris acte de l'archaïsme d'un système qui pénalisait l'emploi et dont la philosophie était restrictive en termes d'accès aux soins. En proposant de développer la maîtrise médicalisée des dépenses de santé et d'aller vers un suivi individuel des patients, il engage une inflexion de la politique de santé vers une action davantage préventive. Enfin, en proposant de modifier la gestion des systèmes de santé par le vote du budget de la sécurité sociale par le Parlement, il peut ouvrir la voie à un véritable débat sur les options de la politique sanitaire et sociale et sur les rôles respectifs du parlement et des partenaires sociaux. Sur ces trois points, la réforme est une réforme de fond qui va dans le sens de la justice sociale.

Bien entendu, le plan gouvernemental comporte des aspects contestables : ceux-ci concernent la politique familiale, l'avenir des systèmes de retraites et en filigrane la politique fiscale qui peuvent susciter de légitimes inquiétudes sur leurs principes et leur mise en œuvre. Ils mériteraient une démarche d'analyse et de concertation de même nature que celle du Livre blanc sur les retraites. Notre engagement en faveur des mesures de fond prises concernant l'assurance maladie vaut engagement de vigilance accrue sur ces autres points. Mais, vu les attermoissements de la gauche politique sur ces questions, nous, intellectuels, militants associatifs, responsables ou experts, nous entendons nous aussi prendre nos responsabilités et nous engager à défendre des options qui visent à sauvegarder un système qui garantisse à la fois la solidarité et la justice sociale.

### LISTE DES PREMIERS SIGNATAIRES

Gilles ACHACHE, Claude ALPHANDÉRY, Elie ARIÉ, Guy AZNAR, Jacqueline AZNAR, Jean BEAUVILLE, Pascale BECK, Daniel BEHAR, Alain BLANC, Pierre BOURRETZ, Dominique BOURG, Rony BRAUMAN, Guy BROUËT, Pascal BRUCKNER, Bernard BRUNHES, André BRUSTON, Henri BUSSEY, Jean-Yves CALVEZ, Bernard CASSAGNE, Roland CAYROL, Gilbert CETTE, Louis CHAUVEL, Jacques CHÉRIQUE, Daniel COHEN, Henry COLOMBANI, Jeanette COLOMBEL, Guy COQ, Daniel CROQUETTE, Simone DARET, Daniel DEFERT, André DELVAUX, André DEMICHEL, Françoise DEMICHEL, Michel DESSAIGNE, Jean-Philippe DOMERGÉ, Jacques DONZELOT, Brigitte DORMONT, François DUBET, Nicolas DUFOURCO, ECHANGES ET PROJETS, Alain EHRENBURG, Corinne EHRENBURG, Bernard EME, Philippe ESSIG, Hughes FELTESSE, Alain FINKELKRAUT, Jean-Paul FITOUSSI, Jean-Baptiste DE FOUCAULD, Patrick GAGNAIRE, Marc GAGNIÈRE, Antoine GARAPON, Jean-Pierre GATTÉANO, Xavier GAULLIER, François GÉZE, Jacques LE GOFF, Yvon GRAÏC, Benoit GRANGER, Alred GROSSER, Jean-Yves GUÉRIN, Jean-Paul GUISLAIN, Hervé HAMON, Pierre HASSNER, Jean-Paul JEAN, Isabelle JEGOUZO, Marie-Eve JOËL, Jacques JULIARD, Sylvain KAHN, Pierre KAHN, Serge KARSSENTY, Antoine KERRUEL, Jean DE KERVAUDOUÉ, Jean-François LAÉ, Jean-Louis LAVILLE, Antoine LAZARUS, Marie-France LECUR, Claude LEFORT, Jean LE GAC, Thierry LEHNESBACH, Antoine LEJAY, Jean-Claude LE MAIRE, Christian LE PAPE, Maximilienne LEVET, Jacques LEVY, Yves LICHTENBERGER, Daniel LINDENBERG, Claude LLAEBRES, Michel LUCAS, Henri MADELIN, Philippe MADINIER, Marie MAES, Nicole MAESTRACCI, Michel MARIAN, Jean MARQUET, Frédéric MARTIN, Antoine MARTIN, Hélène MATHIEU, Marie MATHIEU, Christian MELLON, Pierre-Michel MENGER, Christine MEYER-MEURET, Martine MICHELLAND-BIDEGAIN, Dany MILLET, Georges MINZIERE, Najet MIZOUNI, Thierry MONEL, Olivier MONGIN, Francis MONTES, Jacques MOREAU, Daniel MOTHÉ, Olivier NORA, Denis OLIVENNES, Erik ORSENNIA, Maurice PAGAT, Serge PAUGAM, Luc PAREYDT, Marie-Claire PICARD, Bernard PERRET, Michèle PERROT, Guy PEYRONNET, Philippe PIBAROT, Jean-Pierre PILLON, Françoise PIOTET, Jean-Claude POMPOUGNAC, René PUCHEU, Hughes PUEL, Yves RAYNOUARD, Gilles-Laurent RAYSSAC, Gilles RENAUDIN, Paul RICOEUR, Jacques RIGAUDIAT, Robert ROCHEFORT, Joël ROMAN, Pierre ROSANVALLON, Guy ROUSTANG, Denis SALAS, Gérard SARAZIN, Michel SCHNEIDER, Isabelle SEGUIN, André SERIK, Alfred SIMON, Merlijn SPITZ, François-Xavier STASSE, Henri-Jacques STIKER, Serge TER OVANESSIAN, Irène THIÉRY, Henri THIÉRY, Marie-Olga THIÉRY, Michel THIÉRY, Paul THIBAUD, Véronique THIEBAUT, Alain THOMASSET, Guy TISSIER, Sylvie TOPALOFF, Armand TOUATI, Jean-Claude TOUBON, Alain TOURAINE, Henri VACQUIN, Louis-André VALLET, François VIDAL, Georges VIGARELLO, Jérôme VIGNON, Bertrand WALLON, Michel WIEVIORKA, Michel WINOCK, Jean-Pierre WORMS, André WORMSER, Gérard WORMSER.

Signature à adresser à Olivier Mongin ou Joël Roman

Esprit, 212, rue Saint Martin, 75003 Paris - Tél : 48.04.92.90 - Fax : 48.04.50.53

A Stockholm  
la fête est une tradition



Week-ends à partir de 2830 F.  
chez votre agent de voyages.  
Documentation gratuite :  
Office Suédois du Tourisme,  
11, rue Payenne, 75003 Paris.  
Tél. (1) 42 72 58 77.

**STOCKHOLM**  
**SUEDE**

Nom : ..... Adresse : .....



## M. Boutros-Ghali « approuve la dimension politique que se donne la francophonie »

Le secrétaire général de l'ONU s'oppose à des sanctions contre le Nigeria

Le 6<sup>e</sup> sommet des pays « ayant le français en partage » devait s'ouvrir, samedi 2 décembre, à Cotonou, au Bénin, où Jacques Chirac était arrivé, la veille, sommet auquel assiste le secrétaire général des Nations unies. Le président français a déclaré que Paris « ne banalisera pas » ses relations avec l'Afrique.

**COTONOU**  
de notre envoyé spécial  
Boutros Boutros-Ghali est un habitué des sommets francophones, naguère comme délégué de l'Égypte, aujourd'hui invité en tant que secrétaire général des Nations unies. Il a profité de sa venue au Bénin pour se rendre au Ghana, en Sierra Leone et au Libéria, ces deux derniers pays étant le théâtre de « crises orphelines », oubliées par l'opinion mondiale, estime, dans un entretien au Monde, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, M. Boutros-Ghali qui, à l'issue du sommet de Cotonou, ira en Côte-d'Ivoire pour la remise du prix Houphouët-Boigny au roi d'Espagne et à l'ancien président Carter.

À Abidjan, le secrétaire général de l'ONU pourrait évoquer le soutien dont cette capitale est créditée par certains à l'égard de l'opposition armée au Sierra Leone. A Freetown, il a « encouragé » les autorités locales à organiser « sans coup férir » les élections générales, fixées, en principe, au 26 février 1996, « même si des opposants en armes occupent encore certaines régions. C'est ce qui fut fait au Cambodge, malgré l'existence des Khmers rouges, et cela a finalement profité au règlement politique, sans lequel l'aide économique occi-

le Conseil de sécurité de l'ONU s'apprête à adopter une résolution qui vise à simplifier les procédures d'identification des électeurs en vue du référendum d'autodétermination prévu de longue date. Si le Maroc et le Front Polisario rejettent la nouvelle résolution, « l'ONU pourrait alors cesser de s'occuper de ce dossier », menace M. Boutros-Ghali, qui se félicite, en revanche, de l'évolution du climat politique en Angola. « Dans ce pays, explique-t-il, le succès est en vue, comme il a été atteint déjà au Mozambique et en Afrique du Sud ».

S'agissant enfin des rumeurs qui ont circulé récemment sur sa possible reconversion en « secrétaire général de la francophonie », poste politique dont la création doit être décidée par le sommet de Cotonou et qui sera pourvu d'un titulaire en

1997, M. Boutros-Ghali fait remarquer qu'il a « encore un an à accomplir à l'ONU et [qu'il n'a] encore pris aucune décision au sujet de la poursuite de sa mission à New York ou non ». Il approuve cependant « la nouvelle dimension politique que se donne la francophonie, car elle ne peut qu'être bénéfique à la démocratisation et à la diversité des relations internationales ».

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

■ La chaîne francophone TV 5 doit diffuser, en collaboration avec Le Monde, dimanche 3 décembre à 18 h 30, des entretiens avec Jacques Chirac, Nicéphore Soglo et Boutros Boutros-Ghali à partir de Cotonou, à l'occasion du sixième sommet des pays « ayant le français en partage ».

## Jacques Chirac affirme que le ministère de la coopération restera « indépendant »

Le président français semble démentir les projets de « rapprochement » avec le Quai d'Orsay, un moment envisagés par Hervé de Charette, pour rassurer les gouvernements africains

JACQUES CHIRAC a assuré, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, que tant qu'il serait président, il y aurait « un ministère de la Coopération indépendant ». Dans une allocution prononcée à Cotonou au cours du dîner offert en son honneur par le président béninois, Nicéphore Soglo, à la veille de l'ouverture du sommet de la francophonie, M. Chirac s'est ainsi inscrit en faux contre ceux qui préconisent le rattachement du ministère de la rue Monsieur à celui des affaires étrangères. En septembre, le chef de la diplomatie française, Hervé de Charette, avait provoqué une certaine surprise et des remous en déclarant que les deux ministères ne feraient « plus qu'un », d'ici à deux ans. Devant l'embarras causé - notamment à l'Élysée - par cette annonce, qui semblait annoncer la

fusion et, à terme, la disparition du ministère de la coopération, le Quai d'Orsay avait alors corrigé le tir en précisant qu'il ne s'agissait que d'un « rapprochement ».

En réaffirmant l'indépendance du ministère de la coopération, le président français a voulu manifester rassurer les pays africains, qui voyaient dans le projet de rattachement un signe de désintérêt de la France à leur égard. « Nous avions des inquiétudes, vous m'avez apporté un certain nombre d'apaisements », a déclaré le président Soglo à M. Chirac, après que celui-ci eut martelé que « la France n'a aucune intention de se désengager dans le domaine du développement, ni de modifier le caractère privilégié de ses relations avec un certain nombre de pays africains ». Ces relations privilégiées se maintien-

dont, « contrairement aux analyses que j'entends ici ou là », a ajouté M. Chirac, qui a tenu à « parler avec cœur », en renonçant au discours qu'il avait préparé, pour improviser son allocution.

Les propos de M. Chirac sont d'autant plus surprenants que les restrictions budgétaires en France portent aussi sur l'aide publique extérieure. M. Jacques Godfrain, qui est « ministre délégué à la coopération auprès du ministre des affaires étrangères » et qui accompagne le président de la République au Bénin, avait souligné, mercredi, en présentant au Sénat son budget 1996, que l'aide publique au développement serait en diminution par rapport à 1995. Baisse de 1,6 %, selon lui, mais nettement plus importante selon divers experts. — (AFP/Reuters)

### Le Boul'Mich à Cotonou

« Ici, le Boul'Mich va jusqu'à la mer », ont lancé à Jacques Chirac des collégiens de Cotonou, venus assister, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, à l'inauguration par le président français et son homologue béninois, Nicéphore Soglo, d'un boulevard Saint-Michel rénové. La cérémonie avait lieu à l'occasion de la visite officielle de M. Chirac au Bénin et de l'ouverture du sommet de la francophonie. Le boulevard a été aménagé aux frais de l'Association des maires francophones, que présida longtemps l'ancien maire de Paris. Le vieux rêve parisien de prolonger le Boul'Mich jusqu'à la mer a donc été réalisé à... Cotonou, où la longue artère aboutit à la lagune océanique qui baigne la capitale économique du Bénin.

dentale ne reviendra pas au Sierra Leone ».

Au Libéria, « où la capitale est complètement détruite et où il y a eu plus de morts qu'en ex-Yugoslavie », le secrétaire général s'est entretenu avec les membres de l'autorité collégiale transitoire et a constaté leur « réelle volonté d'aboutir à une solution politique ». Le nombre des observateurs militaires de l'ONU (Monu) va passer de soixante-dix à cent soixante, mais la force interafricaine (Ecomog) n'est encore « déployée que sur 15 % du territoire libérien ».

La mise au ban du Nigeria après la récente pendaison de neuf militants ogonis n'arrange pas la situation au Libéria, car l'Ecomog est composée en majorité de soldats nigériens : 7 000 hommes sur 9 000. Après avoir vigoureusement condamné ces pendaisons d'opposants politiques, M. Boutros-Ghali ne paraît pas favorable à des sanctions internationales contre la junte d'Abuja, mesure qui, à ses yeux, risquerait d'aggraver les tensions en Afrique et de « retarder en tout cas la solution de la question libérienne ».

Le sort des réfugiés rwandais, « qui sont au moins un million et demi » éparpillés dans les États voisins, continue d'inquiéter le « patron » des Nations unies, qui a approuvé, vendredi, le retrait échelonné, sur deux à trois mois, des deux mille « casques bleus » de la Minuar encore présents sur place. Si ces personnes déplacées continuent, pour la plupart, de ne pas oser rentrer chez elles par peur de représailles, M. Boutros-Ghali craint que les donateurs étrangers, qui alimentent les camps de réfugiés, ne finissent par se lasser de cette situation. Au Burundi, « l'action diplomatique à petits pas » paraît toujours, à l'en croire, « la seule voie » pour atténuer les différends entre Hutus et Tutsis.

L'avenir du Sahara occidental est « de nouveau d'actualité » puisque

Les prochains jours  
vous pourriez être part  
du mouvement Pechiney.

Groupe industriel, Pechiney a décidé de se recentrer sur ses deux grands métiers : l'aluminium et l'emballage. Son programme de désendettement lui donne de nouvelles marges de manœuvre. Ces choix stratégiques se traduiront également par une nouvelle politique d'investissement.

# Pourquoi acheter du Pechiney ?

## Deux métiers

Pechiney occupe sur ses deux grands métiers des positions de tout premier plan : 1<sup>er</sup> producteur européen d'aluminium et 4<sup>e</sup> mondial, il est aussi l'un des premiers industriels mondiaux de l'emballage. La recherche et le développement, indispensables au maintien de la compétitivité, sont au cœur de la stratégie du Groupe.

## Désendettement

Pechiney a décidé de céder quatre activités de grande qualité mais sans synergie avec le reste du Groupe : Boilage Métal et Spécialités Amérique du Nord, Boisson Verre Amérique du Nord, Composants et Systèmes, Éléments de Turbomoteurs. Ce programme de cessions, qui porte sur environ 10 milliards de francs, est réalisé. Il va permettre à Pechiney de retrouver les marges de manœuvre nécessaires à son développement. Elles seront accrues par l'augmentation de capital qui accompagne la privatisation.

## Investissement

La nouvelle stratégie, en favorisant un choix sélectif d'investissement, va permettre d'améliorer les positions concurrentielles de Pechiney et d'orienter la politique de croissance, tant interne qu'externe, sur les secteurs en forte progression. Dans l'aluminium, les applications se multiplient : automobile, bateaux, aéronautique... Dans l'emballage, des marchés s'ouvrent dans de nouvelles zones géographiques comme l'Amérique latine et l'Extrême-Orient.

**Privatisation.** La dernière cession qui concerne les Éléments de Turbomoteurs, annoncée le 13.10.1995, est soumise à l'approbation des autorités nationales compétentes. Des mandats d'achat d'actions sont disponibles auprès de votre banque, des Caisses d'Épargne, de La Poste, du Trésor Public et de votre société de bourse. Ils sont révocables à tout moment jusqu'à la fin du quatrième jour de bourse de l'offre publique de vente. Un document de référence enregistré avec un avis d'opération préliminaire visé par la CGP sont à votre disposition auprès des différents intermédiaires financiers et de Pechiney. Une note d'opération définitive sera disponible le jour de l'ouverture de l'offre publique de vente dans les mêmes lieux. Pour toute information sur Pechiney, adressez-vous à votre interlocuteur privilégié ou appelez le 01 69 20 20 20 (appel gratuit) ou composez le 3614 Chif (1,29 F la minute). Adresse Internet : <http://www.pechiney.fr>

Vous n'investirez pas sans raisons.

**PECHINEY**

**MOUVEMENTS SOCIAUX**  
La CGT, dont le quarante-cinquième congrès s'ouvre dimanche 3 décembre, a appelé, vendredi, à « un nouveau et puissant temps fort de

l'action » mardi 5 décembre. La commission exécutive de FO, réunie samedi 2 décembre, pourrait appeler à étendre le mouvement, voire à une « grève générale illimitée ».

● **ÉTUDIANTS** : François Bayrou devait recevoir, samedi 2 décembre, la coordination nationale, qui réclame une loi de programmation de 50 milliards de francs (page 7).

● **MOBILISATION**. Blocage à la SNCF et à la RATP. Prudence de la CGT chez Renault. Hésitations à La Poste. Trois syndicats de médecins pour une journée d'action (page 8).

● **LA PROVINCE** est moins affectée que l'Île-de-France, les transports publics étant le plus souvent assurés. Les entreprises s'inquiètent du conflit à La Poste (page 9).

## La CGT et Force ouvrière veulent élargir le mouvement de grève

Réunie en congrès pour six jours à partir de dimanche 3 décembre, la centrale à direction communiste est en pointe dans les conflits du secteur public, qu'elle voudrait élargir au privé. Cible du plan Juppé pour la Sécurité sociale, Marc Blondel durcit l'épreuve de force avec le premier ministre

**SUR FOND** de durcissement et d'amplification du mouvement social, la fracture syndicale s'aggrave entre ceux qui, comme la CGT et FO et, dans leurs secteurs, le Groupe des dix et la FSU, jouent la carte de l'extension, et ceux qui, comme la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC, jouent celle de l'apaisement. Alors que, dans l'enseignement, la FEN consulte ses adhérents, l'UNSA s'interroge sur son maintien dans l'intersyndicale de la fonction publique. Tant à travers la dénonciation du plan Juppé sur la Sécurité sociale — avec la montée de la demande, comme dans l'appel commun des unions départementales CGT et FO de Loire-Atlantique pour une « grève générale reconductible » à partir de mardi 5 décembre, d'un « retour aux trente-sept annuités et demi » pour les retraités du régime général — que sur l'inclusion dans les cahiers revendicatifs des salaires, de l'emploi ou des privatisations, les revendications s'élargissent. Les syndicats ne maîtrisent pas toujours cette explosion des revendications, mais, si le mouvement s'emballe, il ne touche pas encore le secteur privé ou nationalisé concurrentiel, malgré des tentatives chez Renault et dans les banques.

En pointe, la CGT, dont le congrès s'ouvre dimanche 3 décembre, a proposé, vendredi, à FO, à la CFDT, à l'UNSA et à tous les

autres syndicats de « faire de la journée du 5 décembre un nouveau et puissant temps fort de l'action, avec l'objectif de renforcer l'unité, de développer encore plus de combativité, détermination, volonté de rassembler ». Alors que ses fédérations de la fonction publique ont déjà appelé à une « généralisation de la grève », la CGT veut « obliger » le gouvernement à « ouvrir des négociations ».

La CGT a l'avantage sur les autres d'être partout à la tête du mouvement, pesant d'un poids déterminant à la SNCF, à EDF-GDF, mais aussi à la Poste ou à la RATP et de ne pas subir de concurrence, contrairement à la grève de la fin 1986 à la SNCF, où elle avait été mise hors jeu, comme les autres syndicats, par deux coordinations de cheminots. Elle multiplie d'autant plus les appels à la grève qu'elle ne veut pas être dépassée par des mouvements plus ou moins spontanés. Elle semble ainsi maîtriser la plupart des grèves et paraît « incontournable », à la SNCF notamment, pour la recherche d'une porte de sortie.

Force ouvrière est dans une situation moins favorable, étant justement dépendante, sur le terrain, de l'unité avec la CGT pour pouvoir mener des actions visibles, même si, au sommet, Marc Blondel, après avoir défilé aux côtés de Louis Vian-

net le 28 novembre, a, pour l'instant, refusé de renouveler l'exercice le 5 décembre. « Lancer un appel unitaire, expliquait M. Blondel, vendredi sur France-Info, c'est un peu comme si, ensemble, nous définissions un programme et que nous voulions ensuite la réalisation de ce programme ».

### Une majorité de Français soutiennent les grévistes

39 % des Français soutiennent les actuels mouvements sociaux et 23 % ont pour eux de la « sympathie », alors qu'ils ne sont que 30 % à y être « opposés » ou « hostiles ». C'est ce qu'indique un sondage CSA rendu public, samedi 2 décembre, par RTL et Le Parisien-Aujourd'hui et réalisé les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 personnes. Lorsqu'ils sont interrogés sur la mise en place d'un service minimum dans les services publics, 70 % des sondés s'y disent « plutôt favorables » et 25 % « plutôt opposés ». D'après cette enquête, 35 % des Français ne font « pas du tout confiance » et 30 % font « peu confiance » au gouvernement pour « trouver des solutions satisfaisantes aux conflits sociaux dans les services publics » ; ils ne sont que 31 % à faire « très confiance » ou « assez confiance » au gouvernement pour trouver des solutions.

La commission exécutive de FO, réunie samedi 2 décembre, pourrait appeler à une grève générale illimitée ou reconductible ou, du moins, à une extension du mouvement à partir du 4 décembre. Plusieurs fédérations ont lancé des appels en ce sens, dès vendredi, dans la fonction publique, à la Sécurité sociale, dans les hôpitaux, à la défense, à EDF, ou

dans plusieurs unions départementales. La Fédération FO des employés et cadres a même choisi la date du 1<sup>er</sup> décembre pour une « grève générale illimitée ».

Cependant, FO souffre de sa dépendance vis-à-vis de la CGT dans une grande partie du secteur public, et de sa faiblesse dans le secteur

M. Huc, qui pense que les salariés du privé sont « solidaires » des mouvements en cours, mais peu décidés à se lancer dans une grève illimitée, devait plaider pour que le mouvement « n'apparaisse pas comme un « conflit personnel » entre M. Blondel et M. Juppé, au risque d'entraîner FO « dans la voie d'une opposition politique ». Vendredi, pourtant, M. Blondel s'en est pris au silence du premier ministre sur la lettre qu'il lui a adressée sur la Sécurité sociale, considérant que son désintérêt « s'apparente à du mépris vis-à-vis des salariés et de leurs représentants ».

La CFDT est très mal à l'aise. En apportant un soutien « critique » au plan Juppé, la confédération s'est privée d'être l'interlocuteur du gouvernement pour négocier l'issue d'un conflit dans lequel elle n'est pas directement partie prenante. Nicole Notat soutient ses organisations dans les entreprises publiques, mais ce sont généralement des fédérations oppositionnelles qui sont engagées dans les grèves en cours, à la SNCF, à la RATP ou dans les finances. Alors que, dans les entreprises, les militants CFDT sont en butte aux critiques des salariés pour leur « caution » au plan Juppé, la CFDT tente, avec succès pour l'instant, de résister aux « pressions unitaires » dans certains secteurs comme La Poste ou EDF (où elle a

lancé une action pour le 13 décembre).

Néanmoins, des participations oisives sont inévitables dans les manifestations FO, le 4, ou CGT, le 5 décembre. M<sup>me</sup> Notat, qui sait qu'elle devra attendre l'après-conflit pour jouer de nouveau sa carte d'un syndicat « responsable », est pourtant amenée à hausser le ton, prévenant, vendredi, sur France-Info, qu'elle pourrait « réagir fort » si le remboursement de la dette sociale n'était pas déductible du revenu imposable.

Même si elle est engagée dans la grève à la SNCF — où elle a demandé sans succès un médiateur —, à la RATP et dans certains centres de tri, la CFTC a choisi de plaider pour une issue négociée, Alain Delu, son président, dénonçant la « chienlit » organisée par des « syndicats politisés » qui rêvent d'un « troisième tour social ». Tout en se défendant de revoir en imagination le film de mai 1968, M. Delu a demandé à MM. Chirac et Juppé de réunir pendant le week-end « une table ronde avec les partenaires sociaux pour éteindre le chaos ».

Cette demande est vouée à l'échec, comme la proposition de « sommet réformiste » (CFDT, CFTC, CFE-CGC), que la CFDT juge, pour l'instant, prématurée.

Michel Noblecourt

## Les députés hésitent entre le dialogue et la stratégie de la tension

LE 15 NOVEMBRE, ils étaient heureux, rassurés, mobilisés. Pour la première fois depuis le mois de mai, les députés de la majorité s'étaient levés d'un même mouvement pour applaudir chaleureusement Alain Juppé, qui venait de présenter à l'Assemblée nationale son plan de sauvetage de la Sécurité sociale. La réforme, enfin, prenait corps. Quinze jours plus tard, grèves et manifestations ont douché ce bel enthousiasme. Les voilà inquiets, décidés à faire face, mais incertains sur la meilleure manière de sortir de ce bras de fer entre syndicats et gouvernement, hésitants sur le choix entre le dialogue et la stratégie de la tension.

Rares, en effet, sont les parlementaires de droite qui, comme Yvon Jacob, affichent une réelle sérénité. « On entend parler de mai 1968. Je n'y crois pas du tout et pas davantage à la montée d'un mouvement de grande ampleur. Dans ma circonscription, cela reste limité aux cheminots de Rennes et au centre de tri postal. La population n'a pas été entraînée », assure le député RPR d'Ille-et-Vilaine, dont l'optimisme n'est guère partagé. « Ce mouvement a un côté irrationnel, imprévisible et par conséquent inquiétant », estime Bruno Bourg-Broc (RPR,

Marne), président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale. « Moi aussi, j'ai été syndicaliste, je sais ce que je voulais. Là, on ne sait pas vraiment ce qu'ils veulent », observe François Guillaume, ancien président de la FNSEA et député (RPR) de Meurthe-et-Moselle.

Si beaucoup de parlementaires assurent, comme Denis Jacquot (UDF, Moselle), que « la grève n'est pas très populaire », ils reconnaissent, pour la plupart, que la situation est incertaine et mouvante. « Le sentiment est partagé dans l'opinion publique. Il y a une irritation contre les grèves, mais cela n'exclut pas une certaine sympathie, du fait d'une inquiétude sourde », selon Thierry Mariani (RPR, Vaucluse). « On est à un moment charnière. Les gens sont hésitants, ni fondamentalement pour, ni radicalement contre ce mouvement. Beaucoup pensent que les fonctionnaires sont quand même des privilégiés, mais ils se disent qu'ils pourront peut-être profiter des revendications de la fonction publique », analyse Jean-Paul Ancaix (RPR, Saône-et-Loire).

Le sentiment unanime, cependant, est que la situation s'est tendue depuis jeudi ou vendredi. « Jusqu'au début de cette semaine, dans une circonscription rurale comme la mienne, les gens ne voyaient encore dans cette agitation qu'un épiphénomène. Aujourd'hui, l'inquiétude est réelle », affirme Dominique Bussereau (UDF-

PPDF). Tout y contribue : la paralysie des transports, brutale en Île-de-France, devient chaque jour plus pesante en province, notamment pour les entreprises, privées d'approvisionnement, comme le remarquent aussi bien Bernard Accoyer (RPR, Haute-Savoie) que Simone Rignault (RPR, Nièvre). Tous soulignent que la paralysie progressive de La Poste constitue une menace de plus en plus sérieuse. Dans l'immédiat, enfin, chacun dénonce la « politisation » du mouvement et assure que la CGT est passée à la vitesse supérieure, multipliant les délégations et les pressions, durcissant le mouvement, de crainte d'être débordé.

### « TENIR » ET « EXPLIQUER »

Reste la manière de gérer cette crise et d'en sortir. Dans l'ensemble, elle tient en deux mots : « tenir » et « expliquer ». « Juppé ne doit rien lâcher sur le fond, même si l'on peut négocier sur la mise en œuvre. Si l'on recule cette fois-ci, on aura des manifestations n'importe quelle réforme », affirme Yves Nicolini (UDF-PR, Loire). Quant à la communication, la plupart se raccroche à la conviction qu'elle permettra, petit à petit, de convaincre du bien-fondé de la réforme. « Le projet a peut-être été mal vendu », reconnaît Yvon Jacob, pourtant enthousiaste dans les couloirs du Palais-Bourbon le 15 novembre.

Alain Marsaud (RPR, Haute-Vienne) estime que le dialogue « se heurte à la recherche de l'affrontement et au rejet brutal ». Ce que Jean-Michel Fourgous (RPR, Yvelines) traduit de façon beaucoup plus radicale : « Il n'est pas question de continuer à négocier avec des gens qui ont montré dans quel mépris ils tiennent le pays. C'est une question de morale. Il va falloir que ces gens-là nous expliquent à quelle race ils appartiennent ». Partagés entre l'espoir du dialogue et le constat que le message ne passe pas, les députés de la majorité jonglent avec toutes les hypothèses.

Christian Vanneste (RPR, Nord) a écrit à Alain Juppé, vendredi, pour lui demander de recourir au référendum. « C'est prématuré », estime Jean-François Copé (RPR, Seine-et-Marne), résumant le sentiment général.

La dissolution de l'Assemblée pour renouveler le contrat de gouvernement ? « Le risque est trop grand, et ça ne résoudrait aucun problème », assure Jean-Paul Ancaix. « S'il y avait des élections demain, on se retrouverait avec cent ou cent cinquante députés du Front national », redoute, de son côté, Pierre Bédier (RPR, Yvelines), avant d'en appeler à des négociations rapides.

Quant à la mobilisation des usagers et à l'éventualité d'une contre-manifestation le 7 décembre, elle est loin de soulever l'en-

thousiasme, en tout cas en province. « Ce n'est pas notre rôle », estime François Guillaume. « Il faut être ferme, mais pas va-t-en-guerre », ajoute Jean Roselot (RPR, Territoire de Belfort). Pour Denis Jacquot, « ce serait une opération risquée, qui peut mettre de l'huile sur le feu ». « Une manifestation contre la grève, ça peut être une bonne chose vu de Paris, mais, en province, on ne mobilisera pas, car le mouvement ne passe pas encore fortement sur la vie quotidienne », précise Alain Marsaud.

Il est vrai que la tonalité est très différente en Île-de-France. Jean-François Copé, qui a été l'un des premiers à lancer un « comité pour la liberté du travail » et la défense des usagers dans sa ville de Meaux, assure que « le moteur premier, dans cette affaire, c'est l'exaspération des usagers qui nous assaillent d'appels à la mairie, réclament des transports alternatifs ». En Seine-Saint-Denis, l'ancien député Christian Demmyk, aujourd'hui sénateur, a tiré 80 000 pétitions de défense des usagers.

Jean de Gaulle (RPR, Paris) est lui aussi inondé d'appels de gens qui en ont « ras-le-bol ». Il entend pourtant calmer le jeu. « Je suis partisan de la fermeté, dit-il, mais il faut préserver la cohésion sociale, et il serait dangereux de dresser une catégorie de Français contre une autre ».

Récit du service France

## Le conflit gagne de nouveaux secteurs d'activité

LE TRAFIC ferroviaire demeure paralysé sur l'ensemble du territoire samedi 2 décembre, tandis qu'à Paris la RATP était toujours dans l'incapacité d'assurer les transports publics. De multiples appels à la continuation de la grève, à son extension, ou à des rencontres entre syndicats ont été lancés vendredi dans la plupart des secteurs (banques, commerce, impôts, routiers, médecins, avions, enseignants, postiers...).

● **SNCF** : aucun train ne devait circuler samedi sur les lignes nationales. La SNCF prévoyait quelques liaisons sur Londres et Bruxelles. « Pratiquement aucune desserte », selon la direction, ne devait être assurée sur les services régionaux de voyageurs (TER-Trans express régionaux). Un service de renseignements pour les usagers a été mis en place : 45-82-50-50, 40-45-42-87 (téléphone) ou 3615 code SNCF (Minitel).

● **RATP** : le trafic en banlieue parisienne était nul samedi dans le métro et le RER et « quasiment inexistant » pour les autobus, se-

lon la RATP. Pour dimanche, la RATP prévoyait une situation identique. Renseignements au numéro vert (05-15-11-11) sur l'Info centre RATP (36-68-77-14) sur le répondeur RATP (43-46-14-14) ou sur Minitel (3615 code RATP).

● **TRAFFIC AÉRIEN** : le trafic aérien a été interrompu pendant près de deux heures vendredi en raison de l'occupation des pistes par des grévistes de la direction du matériel d'Air France.

● **POSTE** : le mouvement de grève dans les centres de tri postal, qui touchait « de l'ordre de la moitié » des 130 centres vendredi, selon la direction, devrait déboucher sur un « mouvement massif » lundi à La Poste et à France Télécom, selon les syndicats. Vendredi en fin de journée, la CGT, majoritaire, et SUD-PTT affirmaient que FO (22 % des voix) faisait état de 80 centres touchés. Le mouvement s'étendait également aux centres de camions jaunes de la région parisienne, mais semblait

limité dans les bureaux de poste, ouverts dans leur « quasi-totalité », selon la direction de La Poste. Le pourcentage de grévistes se situe « en dessous de 2 % », selon la direction.

● **POLICE-PRISONS** : la CGT-police invite « toutes les organisations syndicales » de policiers à rejoindre l'action revendicative dans la fonction et le secteur publics. Dans le secteur pénitentiaire, l'UFAP, syndicat majoritaire des gardiens de prison, se déclare favorable à la « généralisation de la grève dans la fonction publique » et à une manifestation nationale unitaire le 17 décembre. La CGT annonce qu'à son initiative, une rencontre avec l'UFAP et une troisième organisation syndicale, l'USP, est prévue lundi à Fleury-Mérogis afin de débattre « des actions à proposer aux personnels ».

● **INDUSTRIE** : les fédérations industrie chimique CGT et CGT-FO demandent à leurs adhérents de décider des actions, « y compris la grève ».

## La semaine sociale du 4 au 10 décembre

● **LUNDI 4 DÉCEMBRE**. La grève continue à la SNCF et à la RATP à l'appel de la quasi-totalité des syndicats. L'UAPF-FO (fonctionnaires, agents d'hôpitaux et PTT) appelle « tous les fonctionnaires à développer l'action afin de paralyser les services y compris par la grève reconductible ». La Fédération des employés et cadres Force Ouvrière, une des plus importantes fédérations de FO, appelle à une grève générale illimitée. Appel commun des fédérations CGT et FO de l'équipement à la grève générale « pour sauver la Sécurité sociale » et « pour le retrait du plan Juppé ». La section parisienne du Syndicat national unitaire des instituteurs professeurs d'écoles et professeurs de collèges (SNUipp-FSU) ainsi que le SGEN-CFDT appellent à la grève dans les écoles de la capitale. Les Fédérations FO-CGT-CFDT de la Banque appellent leurs organisations syndicales à « développer l'action revendicative par des assemblées générales de personnel ».

La Fédération FO Santé a déposé « un préavis de grève générale reconductible à partir de lundi » dans les hôpitaux.

Une assemblée générale du personnel de la centrale nucléaire de Penly (Seine-Maritime) a décidé d'appeler à un nouvel arrêt de travail de 24 heures, lundi, avec interruption de la fourniture de courant. Le syndicat FO d'Aéroports de Paris appelle à « une grève immédiate » pour « le retrait du plan Juppé et des directives de remise en cause du service public ».

La Fédération FO de la défense et des industries de l'armement appelle à continuer la lutte contre le plan Juppé « y compris par la grève reconductible ».

● **MARDI 5 DÉCEMBRE**. La CGT propose « un nouveau et puissant temps fort de l'action », mardi 5 décembre, « avec l'objectif de renforcer l'unité, de développer encore plus combativité, détermination, volonté de rassembler » dans les secteurs public et privé. Une manifestation

est envisagée à Paris. Manifestation nationale de la coordination des étudiants.

● **VENDREDI 6 DÉCEMBRE**. A Air France et Air Inter, deux syndicats du personnel navigant commercial (hôtesses et stewards), le SNPNC et l'UNAC, ont déposé un préavis de grève pour le 7 décembre. D'autre part, les syndicats CGT, USPNT (pilotes et mécaniciens navigants), SNPNAC (pilotes), UGICF et CFTC ont déposé un préavis de grève de 24 heures reconductible pour le 7 décembre à Air Inter.

Chez Renault, la CGT appelle à une seconde journée d'action (après le 3) sur l'ensemble des sites du constructeur automobile. « Ces journées doivent se dérouler sous forme de grèves et de manifestations », a déclaré la CGT. L'intersyndicale CFDT, CGT, FO, SIC (indépendants et cadres) et SNA (autonomes) de la Banque de France appelle les salariés à tenir des assemblées générales et propose deux jours de grève les 7 et 8 décembre.

27/12/1995



150 000

CHERS COMPAGNONS USAGERS, LAISSEZ-MOI TOUT D'ABORD  
VOUS RAPELER CE QU'EST LE MÉTRO...



## François Bayrou ouvre les négociations

« MA PORTE EST OUVERTE. J'attends la coordination, même à 3 heures du matin, je suis prêt. » Pour sa première journée de consultations, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, aura patienté en pure perte. L'assemblée générale des deux cents délégués, réunie depuis vendredi 1<sup>er</sup> décembre dans la matinée à Censier (Paris-III), n'est parvenue à mettre en place une coordination nationale que tard dans la nuit de vendredi à samedi (lire ci-contre). Les entretiens avec les étudiants, que le ministre considère comme prioritaires, devaient donc débuter dans la journée de samedi.

Pour autant, M. Bayrou n'a pas perdu son temps. Tout à tour, il a rencontré les délégués de la Conférence des présidents d'université (CPU) puis les représentants des enseignants et des personnels, la Fédération syndicale unifiée (FSU), le SNE-Sup, la FEN, le SGEN-CFDT, FO et la FERC-CGT. A aucun d'eux, il n'a laissé percevoir le contenu de ses propositions. Elles seront présentées à l'issue de ce premier tour de piste, puis commentées dimanche 3 décembre lors de l'émission télévisée « 7 sur 7 » sur TF1. Reçu par le premier ministre, Alain Juppé, vendredi vers 20 heures, le ministre de l'éducation s'est gardé de

tout commentaire. Cette première négociation avec les représentants de l'enseignement supérieur apparaît comme un test de la volonté d'ouverture du gouvernement et de sa capacité à apaiser un conflit qui dure depuis huit semaines.

Le bureau de la Conférence des présidents d'université affichait une certaine satisfaction au terme d'un entretien d'une heure trente minutes qualifié d'« encourageant ». A la tête de la délégation de la Fédération syndicale unifiée (FSU), Michel Deschamps, son secrétaire général, était en revanche beaucoup plus circonspect : « M. Bayrou et le gouvernement n'ont pas pris la mesure de l'ampleur de la crise. On ne sait toujours pas quels moyens ils entendent consacrer à l'enseignement supérieur. Le ministre de l'éducation ne peut guère rendre son plan crédible auprès des étudiants s'il pense s'en tirer avec des expédients, comme le transfert des agrégés du secondaire ou le recours aux réserves des universités. »

Même tonalité au SGEN-CFDT : reçus pendant cinquante minutes, ses responsables ont développé leurs arguments devant un ministre peu bavard sur ses intentions, sauf pour parler de son projet d'états généraux de la « rénovation de l'université ». Accusé par la FSU « d'avoir laissé pourrir le conflit », François Bayrou

doit maintenant répondre aux revendications des personnels hostiles à la réforme de la Sécurité sociale. Des appels à la grève ont été lancés dès lundi par les syndicats parisiens du Snuipp, le syndicat des instituteurs de la FSU, et du SGEN-CFDT, ainsi que par la FERC-CGT, tandis que le SNE-Sup envisage des actions concertées avec les étudiants.

Dans les universités, la situation reste contrastée. La fin de la grève a été votée à la faculté des lettres d'Orléans, ainsi qu'à la faculté des sciences de Nice. En revanche, elle a démarré à la faculté des sciences de Montpellier et à celle d'Aix-Marseille, bloquée par près de huit cents personnels non enseignants. Tandis qu'une coordination lycéenne relayée par la Fédération indépendante et démocratique des lycéens (FIDL) est en voie de constitution sur le thème de la sécurité, des classes surchargées, une autre coordination, formée d'étudiants handicapés, relève que « beaucoup d'universités continuent à pratiquer l'exclusion par manque de moyens » : manque d'accessibilité des facs anciennes, économie d'ascenseurs des facs nouvelles, absence d'équipements pédagogiques adaptés et personnel IATOS insuffisant pour les examens.

M. D.

## La coordination des étudiants appelle à manifester mardi 5 décembre

CE FUT UNE JOURNÉE et presque une nuit de dures. Seize longues heures de palabres dans un « amphi » survolté et enfumé, émaillé de coups de gueule et d'horions, de crises de nerfs et de bousculades, de slogans martelés et de fréquents rappels à l'ordre. Ce fut un grand moment de happening ininterrompu comme savent le mettre en scène les spécialistes des manipulations de salle et des tractions tronquées, redoutables experts de la procédure en votes répétitifs pour savoir comment on vote et sur quoi on vote.

A 2 h 15, samedi 2 décembre, l'assemblée générale des deux cents délégués d'une cinquantaine d'universités, ouverte la veille à 10 h 30, avait enfin accouché d'une coordination et désigné ses 22 représentants. A ce stade, peu importait que François Bayrou attendît dans son bureau de la rue de Grenelle dans l'espoir vain de rencontrer des étudiants « représentatifs » après huit semaines de conflit. L'enjeu était ailleurs. Dans chaque camp, on faisait les comptes.

A ce jeu subtil, l'UNEF-ID, principale force syndicale, a perdu la partie, la délégation étant essentiellement composée de membres de sa rive, l'UNEF. Ses responsables ont été contraints d'admettre leur défaite après l'élection d'une délégation composée en grande partie d'une alliance d'ex-ennemis : les communistes et les trotskistes, ceux de la Ligue et de lutte ouvrière, les anarchistes de la CNT et les autonomes. Ils ont raté l'essentiel des sept sièges dévolus aux universités parisiennes et une bonne partie des quinze réservés à ceux de province en ne laissant que des inconnus au syndicat majoritaire. Ce n'est pas faute d'avoir tout tenté pour éviter cette « coord. surréaliste », comme l'avait aussitôt baptisée un membre de la LCR.

« Ça me fait mal au cul de voir ça. Je me casse. Notre chance est d'être uni. Faites du bon boulot. » Vers 16 heures, le délégué d'Agen avait

hurlé son exaspération. Les problèmes de fond, les revendications, n'avaient pas encore été abordés et déjà se mettait en place un scénario prévisible. « Vous allez voir. Certains ont intérêt à faire durer le plaisir pour qu'à la fin, il ne reste plus que des Parisiens », s'était écrié un délégué de Créteil. Vers 21 heures, ceux de Nancy, harassés et résignés, avaient délaissé le champ de bataille, sans donner une quelconque consigne de vote. Deux heures auparavant, ceux de Grenoble avaient été gentiment rappelés à l'ordre par le président de séance : « Votre car va bientôt partir, n'oubliez pas de laisser vos procurations. » En ce jour de grève, si l'essentiel des conclusions devait leur échapper, ils avaient au moins un moyen de transport. Toute la journée l'unique cabine de téléphone du couloir avait été assaillie par les étudiants qui se débattaient avec leurs problèmes d'avion, de voiture... et d'argent.

### « 150 000 EN PROVINCE »

Dès le matin, l'entrée dans la salle constituait un véritable enjeu. « Je suis maître de conf', laissez-moi rentrer, vous allez vous faire enculer par Bayrou et des délégués bidon ! », criait un professeur. Interdit de vote, un groupe d'étudiants « observateurs », noyauté par les « tutos » (les autonomes, dans la mouvance anarchiste), avait réussi à pénétrer dans l'« amphi ». Durant des heures, l'essentiel des débats s'est enfilé sur la façon de représenter chaque faculté. Quelle place entre Paris et la province ? Un délégué par université ou un délégué par site ? Faut-il faire voter les universités médiocrement mobilisées comme celles qui ont mené le « mouvement » ? Procurations ou pas ? « Nice a treize délégués, c'est du délire ! » s'indignait quelqu'un. Le délégué de Nice, justement : « Les facs parisiennes ne font rigoler. Hier on était 20 000 à la manif à Paris, alors qu'on était 150 000 en province. » Débat tranché : « Une fac, un vote. » Dans une assemblée indécise, les

manceuvres d'appareil ont été déjouées dès lors qu'elles sont apparues trop voyantes. A Censier, Marie-Pierre Vieu, présidente de l'UNEF, prenait le pouls de ses troupes, tandis que d'un café voisin Pouria Amirshahi, président de l'UNEF-ID, percevait les échos tumultueux de l'« amphi ».

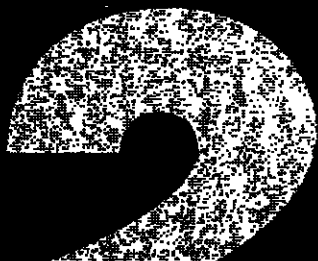
Sans s'être concertées, ces deux organisations partageaient la même volonté de mettre en place une structure appuyée par un Livre blanc de revendications opposables au ministre. L'accord fut près d'aboutir après la rédaction d'un appel de la coordination nationale adopté à une très large majorité. Balayant d'un revers le chiffrage de la Conférence des présidents d'université, avec qui l'UNEF-ID avait préparé une « plate-forme » commune, le nouveau texte ne fait pas dans la nuance : une loi de programmation de 50 milliards de francs sur cinq ans, la création de 25 000 postes d'enseignants-chercheurs et de 20 000 emplois IATOS (personnels non enseignants), l'arrêt des discriminations à l'égard des étudiants étrangers, la réquisition des facultés privées, un statut social de l'étudiant... un inventaire de la surenchère avec, en point d'orgue, un appel à une nouvelle manifestation nationale, mardi 5 décembre à Paris et l'association à celle du 17 décembre avec l'ensemble des salariés.

Par un renversement de tendance dû autant à la fatigue qu'à la nervosité ambiante, les délégués se montrèrent plus sensibles aux perspectives d'extension du mouvement social qu'à l'idée d'aller négocier pied à pied « trois sous chez Bayrou ». Dès lors, Ormeau, délégué de Saint-Denis (Paris-VIII), nouvel élu de la coordination, n'eut guère de peine à faire acclamer un « appel à la grève générale, le pouvoir aux assemblées souveraines et le refus des négociateurs imposteurs ».

Michel Delberghe  
et Béatrice Gurrey

Une production  
Christine  
Gouze-Renal

Le chef-d'œuvre de Joseph Roth  
Lundi 4 et mardi 5 décembre à 20h50



# LA MARCHÉ DE RADETSKY

Un film d'Axel Corti



La littérature a ses chefs-d'œuvre, la télévision aussi.

Adaptation : Georges Conchon, Erik Orsenna, Louis Gardel. Musique : Zbigniew Preisner.

(Une production PROCEFI / FRANCE 2 / GROUPE KIRCH / SATEL / ORF-BR / RAI 1)

## Médecins : trois organisations appellent à une journée d'action

Tout en se préparant à manifester le 17 décembre contre le plan gouvernemental sur la protection sociale, les professions de santé ne veulent pas se mêler aux fonctionnaires

Sous la pression de leur base, trois syndicats de médecins ont décidé de traduire leur opposition au plan du premier ministre sur la protection sociale, en appelant les professions de santé et les assurés sociaux à une

journée nationale d'action le 17 décembre. Ils n'entendent pourtant pas manifester en commun avec les fonctionnaires et les agents de l'Etat, dont certains syndicats avaient envisagé d'organiser, ce même jour, une grande

manifestation nationale. La Confédération des syndicats médicaux français, un des organisateurs de ce mouvement, reproche au « plan Juppé » d'organiser un « rationnement des soins ». En revanche, MG-France,

particulièrement bien implanté chez les généralistes, si elle juge « inacceptable » les pénalités financières imposées aux médecins, se refuse à condamner l'ensemble du projet du chef du gouvernement.

LES « TOUBIBS » entrent dans la danse, mais à petits pas ! La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), le Syndicat des médecins libéraux (SML) et la Fédération des médecins de France (FMF) ont appelé, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, « tous les professionnels de santé et les assurés sociaux à participer à une journée nationale d'action » le 17 décembre. Elles organiseront, à Paris, une manifestation de protestation contre la réforme de la Sécurité sociale. Elles refusent, notamment, l'instauration d'un taux annuel d'évolution des dépenses d'assurance-maladie.

Jusqu'à présent, seul le SML s'était mobilisé. Cette organisation très minoritaire avait appelé ses adhérents à participer à la journée de grèves et de manifestations organisée le 28 novembre

par FO. Le réveil de la CSMF, la plus importante organisation médicale, n'est pas surprenant. Son président, Claude Maffioli, avait sévèrement critiqué le plan Juppé, mais s'était montré hésitant sur la démarche à suivre (*Le Monde* du 29 novembre). Certains syndicats départementaux ont jugé son attitude trop complaisante à l'égard du gouvernement et ont réclamé une protestation plus vigoureuse.

Les trois organisations médicales ont joué, vendredi, au cours d'une conférence de presse commune, sur un registre alarmiste. « Si le plan se met en place, c'est à terme le rationnement des soins », a prévenu M. Maffioli. Sur la fibre sociale aussi. « Ce rationnement touchera surtout les plus démunis et augmentera la fracture sociale », a-t-il ajouté. Il n'a pas

oublié d'agiter le spectre d'une étatisation, synonyme de pénurie. « Est-ce que les Français sont prêts à s'inscrire sur des listes d'attente pour se faire opérer, comme en Grande-Bretagne ? », s'est encore interrogé le président de la CSMF. Actuellement, les dépenses de santé par habitant sont supérieures de 25 % en France à ce qu'elles sont outre-Manche.

### CHACUN DE SON CÔTÉ

MG-France, qui devait réunir son assemblée générale samedi et dimanche à Paris, ne s'est pas associé au mouvement. « Je n'exclus pas une action, mais ce sera alors sur un point particulier », précise son président, Richard Bouton.

A la tête d'un syndicat bien implanté chez les généralistes, il ne sent pas naître « un véritable mouvement au sein du corps médi-

cal ». MG-France juge certes « inacceptables » les pénalités financières imposées aux médecins pour non-respect des objectifs fixés en 1995. « Nous ne rejetons pas pour autant l'ensemble du plan Juppé », rappelle M. Bouton. Nous approuvons totalement le principe d'une assurance-maladie universelle, l'élargissement de son financement à tous les revenus et l'intervention du Parlement pour fixer des objectifs de dépenses et de santé publique.

Il retrouve même, dans ce plan, l'esprit d'une de ses propositions : inciter les assurés à consulter en priorité un généraliste en améliorant leurs remboursements. MG-France est cependant hostile à l'« expérimentation » proposée par M. Juppé. « L'expérimentation n'a de sens que si on veut rendre ce dispositif obliga-

toire, explique M. Bouton. Nous préférons un système volontaire pour le patient et le médecin. »

Le rendez-vous du 17 décembre aura-t-il le succès du dernier défilé des professions de santé, qui avait jeté 200 000 personnes dans les rues de Paris, avec le soutien des partis de droite, en novembre 1992 ? Une chose est sûre : les médecins n'entendent pas, selon M. Maffioli, se joindre au mouvement des fonctionnaires et des employés des entreprises publiques, ni défilé aux côtés de la CGT ou de FO, comme en 1980. Le président de la CSMF assure que si les fonctionnaires et des salariés du privé manifestaient le 17 décembre, les médecins organiseraient « une manifestation séparée ».

Jean-Michel Bezat

## Renault : la CGT adopte une stratégie prudente

ROUEN

de notre correspondant  
Les délégués CGT d'une dizaine d'établissements de Renault ont lancé, vendredi 1<sup>er</sup> décembre au matin, à Cléon, un appel pour que les salariés du groupe rejoignent le mouvement d'opposition au plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale « par des arrêts de travail et des participations aux manifestations ».

Réuni dans un gymnase du comité d'établissement de l'usine de Cléon, où sont fabriqués des moteurs et des boîtes de vitesses, l'état-major CGT de Renault avait choisi la Normandie « pour des raisons pratiques », la province étant plus aisément accessible que Paris et sa région.

Au terme d'un tour de table pour mesurer le niveau de mobilisation dans les principaux sites, le syndicat a adopté une stratégie prudente en fixant deux rendez-vous. Mardi 5 décembre, il appelle à participer à la journée d'action nationale « pour la défense de la sécu et contre le plan Juppé ».

## « Des départs pour tous à trente-sept ans et demi de cotisations au lieu de quarante »

Jeudi 7 décembre, il lancera une revendication spécifique au groupe Renault, « la signature d'un contrat de solidarité qui permettra des départs des plus de quarante-cinq ans pour embaucher des jeunes à la place. Comme en 1982 ! », a annoncé Daniel Sanchez, délégué central CGT du groupe Renault. Selon ses calculs, 3 500 salariés sur les 50 000 du « cartel » Renault seraient concernés. Le mot d'ordre sera « Des départs pour tous à trente-sept ans et demi de cotisations au lieu de quarante ».

Sollicitée jeudi 30 novembre par trois cents cheminots en grève du dépôt voisin de Sotteville-lès-Rouen venus aux gilles de l'usine de Cléon, la CGT de Renault se déclare prête « à donner rendez-vous à tous ceux qui veulent opposer le public au privé ».

Des assemblées générales organisées par les équipes du matin, de la journée et du soir ont réuni jeudi à Cléon un millier de personnes, selon la CGT, la moitié selon la direction, sur 5 500 salariés. Ce test a paru suffisamment concluant pour que soient « menées des actions assez rapidement et que l'on rejoigne d'autres entreprises », avançant vendredi un élu CGT de Cléon, pour qui la journée du jeudi 4 décembre servirait de véritable test.

« Il s'agit de traduire sous la forme la plus appropriée le mécontentement des salariés de Renault », l'initiative sera lancée à chaque usine, où les autres organisations syndicales seront consultées, « quelle que soit la position de leur confédération ». Daniel Sanchez a fixé l'objectif sans en faire un véritable mot d'ordre : « On est prêt à aller jusqu'au bout, y compris jusqu'à la grève générale. » Mais pas question pour lui, cependant, de laisser Renault se fonder dans un mouvement aux thèmes trop généraux : « On conservera notre propre dynamique. C'est la meilleure forme de solidarité que l'on peut apporter aux autres secteurs ».

Les usines de l'ex-Régie ont aussi leurs propres problèmes à régler. Les mauvais chiffres des ventes d'automobiles sont venus en cette fin d'année amplifier une réelle inquiétude dans les ateliers. Deux indices en témoignent : la fermeture des usines de Cléon et de Sandouville, près du Havre, pendant la dernière semaine de 1995 et le maintien à un niveau très bas de l'interim.

Etienne Banzet

## La Poste : les agents hésitent à faire grève

A MI-CHEMIN des grèves massives dans les transports publics et des mouvements ponctuels à EDF-GDF, les postiers hésitent. Vendredi 1<sup>er</sup> décembre, la direction dénombrait « moins de 2 % de grévistes », 3 500 personnes sur 220 000. Dans un communiqué, elle affirmait que « de l'ordre de la moitié des centres de tri sont concernés par ce conflit. Toutefois, près de la quasi-totalité des bureaux restent ouverts et les tournées de distribution sont assurées ».

Les deux syndicats les plus actifs dans ce mouvement, la CGT et SUD, se félicitaient de la mobilisation des postiers. Dans un communiqué publié jeudi, SUD ne cache pas sa volonté de politiser le mouvement : « Des dizaines de centres PTT sont en grève (...). Juppé annonçait qu'il démissionnerait si deux millions de salariés manifestaient à Paris. A deux millions de grévistes, soyons persuadés qu'il reculera ! »

La mobilisation des centres de tri s'explique aisément. Souvent situés près des gares, ces établissements sont les plus influencés par les cheminots. De plus, chacun sait que les équipes de nuit sont davantage enclines à faire grève que celles de jour. Dans la plus grande discrétion, quelques centres auraient même repris le travail dans la journée de vendredi.

Les postiers n'ont pas de raison spécifique de se mettre en grève. Ni contrat de plan, ni changement de statut ne les menacent. Les précédents mouvements sociaux ont toujours été davantage suivis à France Télécom qu'à La Poste. Deux autres raisons expliquent le peu de succès, pour l'instant, du mouvement : les centres de tri parallèles quasi systématiquement réduisent l'impact des grèves et la période de vente des calendriers particulièrement peu propice à la mobilisation des postiers.

Mais rien ne dit que cette situation va durer. Après les déclarations de François Fillon, ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace, semblant accélérer le changement de statut (*Le Monde* du 2 décembre), le personnel de France Télécom pourrait décider lundi de se mobiliser. Conscient du danger, l'Hôtel Matignon a atténué vendredi les propos ministériels : « Les échéances qui résultent de l'ouverture à la concurrence du marché des télécommunications le 1<sup>er</sup> janvier 1998 ont été fixées par un communiqué du 30 août dernier », affirme un communiqué qui rappelle que le capital de France Télécom « demeurera majoritairement public et que les agents qui sont fonctionnaires conserveront leur statut ». En raison des liens historiques entre France Télécom et La Poste, un mouvement dans la première entreprise pourrait inciter les postiers à durcir le leur.

Frédéric Lemaître

## « Le personnel hospitalier a basculé dans la catégorie des pauvres »

UNE VOITURE de police devant l'entrée. Deux ambulances. Des gens pressés. Des regards hagards ou simplement inquiets. Deux vieilles dames sur des civières : l'une gémait ; l'autre a les yeux fermés, une main sur le cœur. Un homme, prostré, observe la goutte-à-goutte qui irrigue son bras. Des froissements de blouses blanches, le balancement de portes mobiles, le cliquetis d'un lit à roulettes qui s'enfonce dans le couloir, une touffe de cheveux blancs sous une couverture crème, des milliers de pas silencieux qui tournoient, qui trottent, courent d'une pièce à l'autre. Médicaments. Radios. Dossiers.

Le service des urgences de l'hôpital Saint-Antoine, à Paris, contraste avec la paralysie d'une capitale en panne. Ici, on ne chôme ni ne ralentit. Ici, « c'est de la vie et de la mort que l'on traite ».

« Impossible », la grève. Le mot d'ordre de débrayage des syndicats ? « Parfait ! Juste inapplicable ! ». Question d'« éthique », dit un jeune médecin. « Jour de grève ou pas, il faut que l'infarcissement qui arrive en urgence y reçoive le meilleur traitement du monde. » De deux choses l'une, explique un aide-soignant : « Ou bien on se déclare gréviste, et on est immédiatement réquisitionné pour un service minimal. Ou on laisse des copains se débrouiller seuls pour assurer le travail d'une dizaine de personnes, et il n'y a pas de quoi être fiers... »

Donc, ils ne feront pas grève. Mais ils la soutiendront. Presque tous. Ils poseront à l'entrée du hall une banderole et porteront un brassard : « En grève ».

C'est en coulisses - une kitchenette de 5 mètres carrés, réservée au personnel qui ne s'y

pose jamais plus de trois minutes - que les uns et les autres ont tenté d'expliquer les raisons de leurs velléités de rébellion. « Un vrai gâchis, ce plan Juppé ! estime le jeune docteur. C'était le moment de mettre à plat le financement du système de santé ; de s'attaquer courageusement au lobby des médecins, de comprendre que leur trop grand nombre est directement responsable de la surconsommation médicale ! (...) Ce projet est à la fois incomplet, coward, et mal communiqué. »

### « RAS-L'BOL GIGANTESQUE »

Il est surtout « injuste », dénonce une surveillante du service. « On s'attaque aux faibles ! Comment ne pas voir, quand les boursicoteurs s'enrichissent, qu'une part importante de la population - dont le personnel hospitalier - a basculé dans la catégorie des pauvres, et que bien des anciens pauvres ont totalement sombré dans le monde des exclus ? » Elle les rencontre chaque jour, aux urgences, largués, de plus en plus marginaux.

« Juppé n'a aucune idée de la détresse de ce pays ! Il est d'une autre planète. Son incapacité à comprendre la nôtre va faire échouer une réforme que je sais urgente et nécessaire. C'est trop bête ! Sécu, pauvreté, chômage, sida, impôts... Tout s'amalgame dans un ras-l'bol gigantesque. » Elle pense à 68. Mais c'est bien plus triste que 68. « Car on débouche sur une impasse. »

Trois aide-soignants prennent un repas sur le pouce, interrompus dix fois. « Le coup de la retraite, ça c'est inadmissible ! Comme si, d'un coup, on baissait des salaires qui sont déjà minables ! Un coup bas qui anéantit des années de combat ! »

Un infirmier n'est pas d'accord. Il n'avait rien

contre Mitterrand, il n'a rien contre Chirac. Mais il soutient la grève car il veut « plus d'égalité » en France : « Tant de mal pour que ma grand-mère bien française obtienne une assistance médicale, alors que Roumains, Africains, Tunisiens se font soigner gratuitement et cumulent les avantages ! »

La petite infirmière blonde qui vient d'entrer dans la pièce n'a pas voté Chirac, ne fait donc pas partie des « déçus », et rejette toute idée de grève. « Je suis la seule et je m'en moque ! On est des fonctionnaires. On est bourré de privilèges dans une société dévastée par le chômage. Alors on se la ferme ! »

— Mais je rêve ! dit l'aide-soignant anti-Juppé.

Quels avantages ?

— La sécurité de l'emploi.

— Et quoi d'autre ?

— Aujourd'hui, cette sécurité-là vaut de l'or.

— Mais, dis-moi, tu es contente de prendre parfois des vacances... ?

— Evidemment.

— Eh bien, si des syndicats se l'étaient fermée, comme tu dis, tu n'aurais jamais acquis un droit aux vacances... ?

— C'était en d'autres temps. C'est quoi, ton ambition, en soutenant cette grève, qui ennuie tant de gens moins chanceux que nous le sommes ?

— Défendre notre régime de retraite.

— Je pense qu'un ouvrier, un artisan ou un mineur qui bosse douze plombes par jour est aussi pompé que moi ! Au nom de quoi continuerais-je à revendiquer un régime de faveur ? De toute façon, quand l'heure viendra, il n'y aura plus personne qui cōtissera pour moi... »

Annick Cojane

## SNCF : Bernard Pons laisse sa porte ouverte aux syndicats

BERNARD PONS, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, a reçu successivement vendredi 1<sup>er</sup> décembre des syndicats de la SNCF et de la RATP à l'issue de leur entrevue avec le ministre, la quasi-totalité des syndicats de l'entreprise ferroviaire et de la Régie des transports parisiens ont appelé leurs adhérents à se prononcer sur la poursuite du mouvement de grève, dans le cadre des différentes assemblées générales qui devaient avoir lieu sur les lieux de travail samedi matin.

Les syndicats CGT, FO, Autonome, CFDT, CFTC et indépendants de la RATP ont établi une déclaration commune dans laquelle ils ont affirmé que le ministre n'avait pas voulu entendre le mécontentement des 39 000 agents de la RATP et qu'il persistait à vouloir remettre en cause « la protection sociale et le régime de retraite de la RATP ». Ils ont donc appelé leurs adhérents à « continuer et amplifier l'action ».

La CGT a expliqué que « l'entrevue avec le ministre avait été pire que ce qu'on pouvait attendre ». Le syndicat a expliqué que l'allongement des durées de cotisation pénalisait notamment l'embauche des jeunes. La CFDT a mis en avant la spécificité du régime maladie de la RATP - les médecins sont directement rattachés à la caisse - en suggérant qu'« il pourrait servir de modèle au régime général ».

Les syndicats de la SNCF ont rappelé au ministre leur attachement à leur régime de retraite mais aussi leurs inquiétudes quant au futur contrat de plan. Ils ont expliqué que le ministre leur avait apporté « deux réponses négatives » et que le gouvernement voulait manifestement « prendre les usagers en otage ».

ment à leur régime de retraite mais aussi leurs inquiétudes quant au futur contrat de plan. Ils ont expliqué que le ministre leur avait apporté « deux réponses négatives » et que le gouvernement voulait manifestement « prendre les usagers en otage ».

### « LA HACHE DE GUERRE »

La CGT a déclaré qu'« ainsi le gouvernement avait déterré la hache de guerre ». Les syndicats se sont dit « persuadés que les usagers pouvaient comprendre leur mobilisation pour la défense du service public et que la mise en place du contrat de plan de la SNCF se traduirait par une hausse des tarifs de 6 % par an ». Ils ont « conseillé au gouvernement de les revoir avant le comité central d'entreprise prévu le 12 décembre, à la veille du conseil d'administration qui doit approuver la signature du contrat de plan ».

Bernard Pons a déclaré qu'il avait expliqué aux syndicats que le gouvernement avait constaté que certains régimes de retraite étaient en difficulté et qu'il avait donc mis en place une commission indépendante, composée d'hommes venant d'horizons différents. Il a ajouté qu'il avait invité les syndicats à se rendre devant cette commission pour expliquer les spécificités de chacun de leur métier qui justifient la spécificité de chacun de leur régime de retraite. Il a conclu en affirmant qu'il laissait sa « porte ouverte » aux syndicats.

Christophe Jakubyszyn

**“GRAND JURY”**  
**RTL - Le Monde**

**JACQUES BARROT**

ANIMÉ PAR  
**OLIVIER MAZEROLLE**

AVEC  
**JEAN-MICHEL BEZAT (LE MONDE)**

ET  
**JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)**

**DIMANCHE 18 H 30**

**RTL**

**DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9**

27 Dec 1995



# En province, la grève des transports publics perturbe moins l'activité qu'en Ile-de-France

Les entreprises s'inquiètent du mouvement à La Poste

La situation provoquée par les conflits sociaux n'est pas perçue de la même façon en Ile-de-France et dans les agglomérations de province.

L'AGITATION sociale affecte essentiellement l'Ile-de-France où la grève des transports a des conséquences directes sur le déplacement quotidien de plus de dix millions de personnes et sur l'activité des entreprises. En province la situation est plus contrastée.

A Marseille, les cheminots restent très mobilisés et recourent parfois à des « opérations surprise », en allumant des feux de bois et chantant des airs de Jean Ferrat. A Nantes, on commente largement les graves échouages de jeudi. La condamnation des saccages est unanime, mais, dans les cafés, les avis sur la grève des services publics sont plus modérés. « On sent monter une revendication de remise à plat de l'ensemble des revendications et privilèges des uns et des autres », explique Loïc Francheteau, patron du Flesselles, en ajoutant : « L'heure est au partage solidaire, oui, mais aussi au partage des déficits. Les chômeurs et les RMistes voudraient bien que ceux qui manifestent pour défendre leurs acquis les écoutent aussi. »

Lyon coulerait presque des jours tranquilles. Certes le courrier a tendance à se raréfier, mais les transports en commun fonctionnent. Comme les trains sont

aux abonnés absents, l'aéroport de Satolas ne désemplit pas. Pour la seule journée du 1<sup>er</sup> décembre, l'offre de sièges aériens a été augmentée de 91 %. Certaines entreprises font preuve d'opportunisme commercial : un transporteur privé, Jet Services, dont le siège est à Lyon, propose « un service de distribution de documents et de petit colis urgents pour tous ceux qui sont actuellement démunis ».

L'Alsace, qui est restée plutôt calme sur le front des manifestations, voit cependant se durcir la grève des cheminots. Les ateliers de Bischheim, qui entretiennent les TGV, sont bloqués par des piquets de grève. L'université de Strasbourg, qui était restée en marge, bouge : vendredi des étudiants ont investi les bâtiments de la faculté des sciences humaines. A Mulhouse, FO, syndicat majoritaire dans les transports publics de l'agglomération, a déposé un préavis de grève pour lundi 4 décembre.

Dijon semble vivre dans une parenthèse. Les jeudi, traditionnellement, sont particulièrement studieux sur le campus de l'université de Bourgogne, les « jeudis de l'entreprise » réunissant patrons et étudiants pour dialoguer sur les métiers de demain. Le 30 novembre n'a pas déroge à la règle.

La mobilisation étudiante et lycéenne n'a pas eu la même ampleur dans la capitale que dans d'autres villes comme Toulouse, Nantes, Strasbourg ou Dijon. L'initiative du RPR de susciter la création de comités d'usagers n'a, pour l'heure, recueilli que des échos limités.

Ils étaient 150 étudiants à s'installer à l'industrie de l'emballage et à la grande distribution. Le matin, guère plus de 800 étudiants et quelques lycéens étaient descendus en ville pour réclamer, du côté de FIUT, machines-outils, ordinateurs et professeurs.

## LA ROUTINE BORDELAISE

Bordeaux, depuis qu'Alain Juppé en est maire, a eu le temps de s'installer dans la contestation. Une routine. La ville n'a jamais eu tant le sentiment d'être devenue le bureau des pleurs de la nation. « Un premier ministre, ça n'a pas que des avantages », disent les Bordelais, qui complètent maintenant par : « Un premier ministre, ça présente pas mal d'inconvénients... ». Les embouteillages, on connaît depuis longtemps ! Les vraies inquiétudes ont commencé avec la grève de la SNCF qui pénalise les entreprises utilisant à la fois le rail et le port. Si le fret d'un cargo ne peut être évacué par le rail, il faut trouver en remplacement cinquante camions.

L'initiative du RPR de susciter la création de comités d'usagers n'a pas encore rencontré ici et là un écho manifeste. Cependant Louis de Broissia, député RPR de la Côte-d'Or, dit qu'il reçoit de nombreuses lettres et appels de pro-

testation des usagers. Membre du bureau exécutif du RPR, il « accompagne la création de ces comités car cette grève n'est pas un troisième tour social mais prend une tournure politique ».

A Lyon les rédactions des quotidiens ont reçu un fax d'un « comité pour la liberté du travail » dont les coordonnées de l'expéditeur ont été volontairement effacées. On laisse entendre dans l'entourage de Marc Frayssé, autre député RPR du Rhône qu'un comité serait en cours de création. « Ce ne sont pas trois syndicalistes qui vont bloquer le pays », fait observer l'un de ses collaborateurs.

Secrétaire départemental ad-joint du RPR des Bouches-du-Rhône Gérard Jouve veut organiser une manifestation prochaine. « Nous serons 50 000 sur la Canebière, paysans, artisans, chefs d'entreprises, braves gens. » Quant à André Tameza, militant et pilier du mouvement néo-gaulliste de Loire-Atlantique, sa stratégie est claire : « On descendra dans la rue pour redonner l'expression à la majorité silencieuse. Il faudra bien choisir le moment, pas trop tôt pour ne pas provoquer de contre-émeute et attendre que le mouvement s'épuise, comme en 1965. »

de nos correspondants

## Sous les mots, les fantasmes de mai 1968

IL Y AVAIT « Sous les pavés, la plage », et Jacques Chirac était déjà là. Le 3 mai 1968, celui qui n'était encore qu'un jeune secrétaire d'Etat à l'emploi attend au square d'Anvers, un revolver en poche, qu'un inconnu le conduise jusqu'au troisième étage d'un immeuble de la rue Chapalot, selon le récit qu'en a fait Philippe Alexandre (L'Elysée en péril, Fayard, 1969), deux responsables cégétistes, Georges Séguin et Henri Krassoulis, sont prêts à l'entendre.

Ce sont là les prémices clandestines des accords de Grenelle, qui se traduiront peu après par un armistice, jugé plutôt bienvenu, entre le premier ministre de l'époque, Georges Pompidou, et les fauteurs de troubles, auteurs de la « chienlit », comme a dit le général de Gaulle, inopinément rabelaisien. Cet épisode donne aussi une idée des relations discrètes qui peuvent

exister, de tout temps, entre pouvoir et syndicats. Vingt-sept ans plus tard, un jeune député RPR des Yvelines, Pierre Bédier, espère, pareillement, que « des émissaires se verront pendant le week-end » pour éviter le pire - la « chienlit » que déclare précisément redouter Alain Deleu, président de la CFTC.

Sous les mots, les fantasmes. La dramatisation recherchée par le RPR - dont le secrétaire général évoquait l'hypothèse d'une « contre-manifestation », tandis que le mouvement commençait à diffuser à ses cadres des conseils précis afin d'organiser la grève des usagers des services publics (Le Monde du 2 décembre) - n'a rien de fortuit. La formation de comités d'usagers n'est pas sans rappeler celle des Comités pour la défense de la République (CDR), créés en mai 1968 par Charles Pasqua pour que, selon le vœu de de Gaulle,

« partout et tout de suite s'organise l'action civique ».

A gauche, le secrétaire national du PSU, Michel Rocard, proposait alors d'organiser des « comités d'action ouvriers-étudiants ». A l'Assemblée nationale, le 22 mai 1968, le débat de censure n'intéressait guère que les habitués. Un député, François Mitterrand, réclama la dissolution de l'Assemblée nationale en lançant à l'adresse du premier ministre en place : « Il faut d'abord que vous partiez ! » Le surlendemain, un cortège d'étudiants passa devant le Palais-Bourbon sans un regard pour l'Assemblée souveraine.

Les députés pourraient discuter le 8 ou le 9 décembre de la motion de censure que le PS a décidé de déposer.

Jean-Louis Saux

## Autocars privés, bateaux-bus et réduction dans les hôtels...

L'IMAGINATION ou l'entraide ne suffisent pas. Dans les rues embouteillées de la capitale, de plus en plus de parisiens circulent à pied, à vélo, en patins à roulettes, ou tendent le pouce. Dans les administrations comme dans les entreprises, le système D va bon train. Des listes d'automobilistes et de motocyclistes en partance circulent. Afin de ne pas pénaliser les usagers des transports en commun qui ont, par nécessité, pris leur véhicule personnel, la préfecture de police de Paris a décidé, jeudi 28 novembre, de suspendre les contraventions et les mises en fourrière. Une décision reconduite vendredi 1<sup>er</sup> décembre et étendue à

l'ensemble de l'Ile-de-France. Malgré les contestations de plusieurs organisations syndicales, la préfecture de police de Paris envisage également d'autoriser l'ouverture des commerces tous les dimanches jusqu'à la fin du mois.

Le Syndicat des transports parisiens (STP) mettrait par ailleurs la dernière main à un plan pour que des sociétés d'autocars privés transportent les Franciliens jusqu'aux portes de Paris dès lundi 4 décembre. Entre 1 000 et 1 500 autocars pourraient être « réquisitionnés », dans ses éditions du 2 décembre, Le Parisien publie la carte des quarante et une communes de la banlieue parisienne d'où devraient partir ces cars, ainsi que leur quatorze terminus parisiens.

Mercredi 29 novembre, Michel Giraud, président RPR du conseil régional d'Ile-de-France, proposait d'utiliser « les 2 200 autobus disponibles des entreprises de transport privées ». Une dizaine de bateaux-bus devaient compléter le dispositif.

Dans les Hauts-de-Seine, à Châtenay-Malabry, la mairie a loué un car pour le ramassage scolaire et, à Bois-Colombes, le maire a affrété trois navettes pour la gare Saint-Lazare. Dès lundi, les habitants de Neuilly-Plaisance (Seine-Saint-Denis) pourront prendre une navette gratuite à destination de la Nation ou du Châtelet. Dans les Yvelines, la ville de Houilles a mis en place un service d'auto-stop. Ainsi, trois « points de rencontre » ont été installés. Dans le Val-de-Marne, afin de pallier la grève des postiers, les chômeurs ont été conviés à venir pointer à l'ANPE directement au guichet, à partir de lundi 4 décembre. L'Unedc invite tous les chômeurs à faire de même.

Les compagnies aériennes Air France et Air Liberté ont d'autre

part augmenté leurs services de bus et la compagnie AOM propose des tarifs réduits aux détenteurs de billets de train non utilisés (lire aussi page 20). Les hôtels ibis et Sofitel Saint-Jacques offrent quant à eux des réductions aux banlieusards, sur présentation d'un justificatif de domicile. A Lyon, l'association France-Voyageurs organise une descente vers Paris ou d'autres villes de province avec l'aide d'un transporteur privé. De nombreux centres de tri postaux « parallèles » ont par ailleurs été installés. A

Caen, la direction de La Poste du Calvados a mis en place sa plateforme parallèle dans un hangar glaciaire, un court de tennis loué pour l'occasion. Quelques agents auxiliaires ont été recrutés par l'intermédiaire d'entreprises d'intérim. Une soixantaine de véhicules, dont environ vingt camions de transporteurs privés, chargent et déchargent les sacs à longueur de journée. A Strasbourg ou à Carcassonne, des systèmes similaires fonctionnent.

L. F.

Lire aussi pages 16, 17 et 24

## Les maires de Nice et de Toulon ferment les Bourses du travail

JEAN-MARIE LE CHEVALLIER, maire (FN) de Toulon, et Jacques Peyrat, maire (div. droite) de Nice, sont entrés en conflit avec les syndicats qu'ils veulent chasser de leurs Bourses du travail en invoquant des raisons de sécurité. A Toulon, M. Le Chevallier envisage de restaurer le bâtiment de la Bourse, dont les syndicats avaient dénoncé l'état de délabrement depuis des années, pour en faire un théâtre à l'italienne, et a pris un arrêté de fermeture qui donne quinze jours à une vingtaine d'organisations syndicales et associatives pour évacuer l'immeuble où elles sont hébergées depuis 1928.

A Nice, M. Peyrat a pris deux arrêtés de fermeture au public de la Bourse du travail CGT, créée en 1893 dans un bâtiment datant du XVI<sup>e</sup> siècle. La CGT craint que M. Peyrat, qui n'a pas caché son intention d'y créer un musée des traditions niçoises, n'expulse définitivement la soixantaine de syndicats professionnels et d'associations, auxquels il a proposé un logement provisoire. (Corresp.)

## Après les incidents de Nantes, neuf personnes présentées au parquet

NEUF PERSONNES sur les vingt-six interpellées, jeudi 30 novembre, à Nantes, au cours des affrontements entre forces de l'ordre et manifestants, ont été présentées vendredi soir au parquet du tribunal de grande instance de Nantes aux fins de mises en examen. Ces jeunes gens - quelques étudiants et lycéens, mais aussi des sans-domicile fixe et des chômeurs - devraient être poursuivis pour violences sur agents de la force publique, dégradations de bâtiments d'utilité publique ou vol. Le montant des dégâts sur le domaine public est évalué à au moins 1,1 million de francs. De plus, une vingtaine de magasins ont été endommagés et une demi-douzaine de voitures incendiées.

## DÉPÊCHES

■ COMMISSION LE VERT : Bernard Brunhes, membre de la commission Le Vert chargée de la réforme des régimes spéciaux de retraite, estime dans La Croix (datée 3-4 décembre) que l'avenir du plan Juppé est « gravement handicapé par une erreur de méthode ». « Le premier ministre a décidé d'administrer sa réforme comme on administre une purge, déclare l'ancien conseiller social de Pierre Mauroy à Matignon. (...) Le fait d'être pressé par les déficits ne justifie pas la méthode adoptée par le gouvernement. » M. Brunhes est pourtant l'un des signataires de l'appel d'une centaine d'experts de gauche lancé par la revue Esprit en soutien du plan Juppé et en solidarité avec Nicole Notat.

■ SOCIALISTES : Lionel Jospin s'est déclaré « préoccupé et très surpris », vendredi 1<sup>er</sup> décembre, sur France-Info, par l'initiative « absurde » du RPR visant à encourager la création de comités d'usagers contre les grévistes. « J'ai besoin de savoir aussi si nous avons bien toujours à Matignon un premier ministre ou bien si le gouvernement est désormais dirigé par le président du RPR », a ajouté le premier secrétaire du PS, qui a mis garde le gouvernement contre « la tentation de l'épreuve de force et de la politisation » du conflit social.

■ COMMUNISTES : le PCF a condamné, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, dans une déclaration, les « manœuvres irresponsables et irréalistes » du RPR, qui « cherche à présent l'affrontement entre usagers et grévistes ». Les communistes se disent favorables « à toute initiative permettant d'élargir le soutien du mouvement social afin d'amener le gouvernement à retirer son plan ». Le secrétaire national du PCF, Robert Hue, a déclaré, le même jour à Argenteuil (Val-d'Oise), « que toute alternance sans changement réel de la politique de ces quinze dernières années est totalement vouée à l'échec et surtout serait un facteur de désespérance offrant un boulevard au Front national ».

■ UNIVERSITÉS : après les incidents survenus à Jussieu (Paris-VII), au soir de la manifestation du 30 novembre, Jean-Pierre Dedonder, président de cette université, a fait part de son amertume devant l'absence d'intervention des forces de l'ordre. « Compte tenu des risques, il a été de mon devoir de demander une intervention (...). Or, pour des raisons qui sont les leurs, les pouvoirs publics ont décidé de ne pas intervenir » a-t-il déclaré. « Cela aurait pu être très grave », a conclu M. Dedonder, qui estime les dégâts à plusieurs millions de francs.

■ ORLY : Une quinzaine de vols ont été détournés vers Roissy, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, et quelques vols ont été annulés. Vers 11 heures, quelques centaines de salariés de la division maintenance d'Air France ont en effet envahi et bloqué les trois pistes de l'aéroport, prenant par surprise des forces de police mobilisées à Paris. La piste principale a été dégagée vers 13 heures. Selon la direction d'Aéroport de Paris, le trafic n'a été interrompu que durant « une heure quinze ».

■ MUSÉES : l'absence d'une partie du personnel, à cause des grèves dans les transports ont conduit le Louvre à fermer ses salles consacrées aux collections permanentes à l'exception du « circuit chefs-d'œuvre ». Le Grand Palais n'ouvre l'exposition Cézanne que jusqu'à 15 heures. Au Musée d'Orsay, les salles des collections permanentes sont fermées, à l'exception de l'exposition des chefs-d'œuvre de Copenhague. Au Centre-Pompidou, les salles contemporaines du Musée national d'art moderne sont fermées, comme, parmi les autres musées parisiens, le Musée des arts d'Afrique et d'Océanie, le Musée Guimet, le Musée des monuments français, l'Orangerie des Tuileries, et le Petit Palais.

## Aucun moyen militaire requis à ce jour

Le ministère de la défense examine, sans décision à ce jour, samedi 2 décembre, l'opportunité d'assurer par des moyens militaires les besoins en transport collectif dans les grandes villes touchées par la grève. Dans le passé, une telle solution n'avait été retenue qu'après plusieurs semaines de crise. La difficulté est double : d'une part, ces moyens militaires doivent être requis par une autorité civile compétente, et le service rendu n'est pas gratuit ; d'autre part, les armées, qui n'apprécient pas toujours de jouer les « briseurs de grève », ne sont pas spécialement favorables à une solution qui revient à ce que l'Etat se substitue à la mise en place de dispositifs privés. Le recours à l'armée, dit-on au ministère de la défense, n'est que l'un des moyens disponibles pour maîtriser une « montée de crise ».

# -10%

## SUR TOUT LE MAGASIN

### DERNIER JOUR

### DIMANCHE 3

BHV, 100, RUE DE LA PINE, ROSNY 2, FLANDRE.  
MONTFERMEY, VILLENEUVE-LA-GARENNE

\* avec la carte BHV Cofinoga  
sauf points verts, services  
et dispositions légales

**SOLIDARITÉ** L'Hôtel Matignon a tranché : Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, et Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence,

piloteront le projet de loi d'orientation contre l'exclusion, que les associations de solidarité craignent de voir retarder sine die. ● SELON M. EMMANUELLI, ce texte sera pré-

senté « au printemps 1996 », après une nouvelle consultation du mouvement associatif. Les contraintes budgétaires actuelles n'ont pas permis, pour l'instant, d'en déterminer

le contenu. ● EN DÉPIT DE CE FLOTTEMENT dans l'action gouvernementale, les associations continuent inlassablement leur travail. A Paris, tout près de la gare d'Austerlitz,

Irène a trouvé refuge dans l'une d'entre elles, Cœur de femmes. Elle raconte ses années de galère, sa solitude et cette petite lueur d'espoir qui, malgré tout, subsiste.

## Le gouvernement s'engage à présenter une loi-cadre contre l'exclusion

Piloté par Jacques Barrot et Xavier Emmanuelli, un projet de loi d'orientation contre la grande pauvreté devrait être présenté au Parlement au printemps. Les plus démunis craignent d'être les laissés-pour-compte de l'actuel mouvement social

LES SANS-ABRI n'ont pas à descendre dans la rue : ils y sont. Les plus démunis n'ont pas à manifester pour défendre leurs droits : ils n'en ont plus. Les sans-emploi n'ont pas à faire grève : ils n'ont pas de travail. Bref, les exclus, inorganisés par nature, non syndiqués par la force des choses, sont... exclus des actuels mouvements sociaux, si l'on excepte des groupes de chômeurs remarqués dans des cortèges provinciaux.

Certains s'estiment même visés par les mécontentements catégoriels actuels, craignant que le soit battu en brèche l'effort de solidarité nationale contenu dans le plan de réforme de la protection sociale qui prévoit, en particulier, la Sécurité sociale universelle pour tous. En l'état actuel du conflit et des revendications qu'il exprime, l'opinion de l'homme à la rue ne peut qu'être sévère envers des fonctionnaires arc-boutés sur leurs « acquis ». L'Unioypp, qui regroupe tout le secteur associatif d'action sociale et de santé, approuve les grandes lignes de cette réforme, qui, dit-elle dans un communiqué, « paraît marquée par un souci d'équité et d'efficacité ». Il n'en reste pas moins que cette exigence de solidarité et de partage, sans laquelle il est vain d'essayer de réduire une « fracture sociale » pourtant dénoncée de toutes parts, le gouvernement ne sait pas l'expliquer à un pays qui n'a pas, de surcroît, un engagement spontané pour l'intérêt général. Il ne sait pas définir le champ des injustices sociales, passant d'une priorité à l'autre au gré de mouvements d'humeur de toute nature.

De ce point de vue, il est significatif que le premier ministre, Alain Juppé, n'évoque plus, dans ses in-

terventions, ne serait-ce que « pour mémoire », le thème de l'exclusion, central dans la campagne présidentielle de Jacques Chirac. Présentant, le 7 novembre, son deuxième gouvernement, M. Juppé avait défini « quatre grands chantiers prioritaires » (Sécurité sociale, réforme de l'Etat et réduction des déficits publics, réforme fiscale, politique d'intégration urbaine), parmi lesquels ne figurait pas le combat contre la grande pauvreté. L'expression « lutte contre l'exclusion » disparaissait même des frontons ministériels. Quel membre du gouvernement allait prendre en charge ce dossier ? Les décrets d'attribution, parus au Journal officiel du 16 no-

vembre, n'ont pas clairement tranché entre Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, et Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration. Les associations de solidarité ont pu croire que le projet de loi d'orientation contre l'exclusion était, sinon abandonné, du moins repoussé, comme la prestation autonome en faveur des personnes âgées, dont le report à un an est « déploré » par l'Unioypp.

Ce projet de loi, annoncé « pour l'automne » par le premier gouvernement Juppé, est effectivement retardé... Mais, en attendant, le 29 novembre devant la presse, qu'il avait « espoir de [le] présenter au premier

trimestre 1996 », Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, a, en quelque sorte, « relancé » cette machine anti-exclusion, son cabinet précisant ensuite : « Au printemps 1996 ».

Il est aujourd'hui acquis, Matignon ayant tranché, que M. Barrot et M. Emmanuelli piloteront ce projet de loi.

### REVISION A LA BAISSE

Pour combattre la grande pauvreté, certains auraient préféré, au lieu d'une loi-cadre, un programme pluridimensionnel global, budgété et assorti de mesures législatives. La crainte, en effet, est de voir le gouvernement, face à l'ampleur et à la

complexité du phénomène, « tronçonner » la lutte contre l'exclusion. C'est ce qui se passe déjà avec l'élaboration du plan national d'intégration urbaine (PNIU) en faveur des banlieues. La révision à la baisse, faute de moyens financiers, de ce qui devait être à l'origine un « plan Marshall », ne peut qu'aggraver le mouvement associatif pour la suite des opérations.

Certes, le gouvernement argue que l'instauration du contrat initiative-emploi, l'extension des SAMU sociaux ou la mise en œuvre de 10 000 logements d'urgence sont des mesures anti-exclusion. Mais on est encore loin des espoirs suscités par la campagne présidentielle.

Dans un entretien à l'hebdomadaire La Vie (numéro daté 30 novembre-6 décembre), René Lenoir, chargé de mission auprès du président de la République et président de l'Unioypp, affirme : « Pour réussir la lutte contre l'exclusion, il faut la conjonction de deux choses. D'abord, que le gouvernement montre le plan d'ensemble, dit clairement : voilà où nous allons. (...) Et puis, montrer (...) qu'il y a une multitude de gens, anonymes, qui se mobilisent [contre la pauvreté]. » Autrement dit, une volonté politique et une solidarité populaire qui aujourd'hui, pour l'essentiel, font défaut.

Michel Castaigne

## Irène, tous les exclus du monde dans un cœur de femme

AU FOYER de l'association Cœur de femmes, on l'appelle « le clown ». Un nom qu'Irène a gagné à la force des zygomatics, dans ce pavillon blotti entre voie ferrée et voie sur berge, à 200 mètres de la gare d'Austerlitz, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Arrivée il y a six mois dans cet abri pour « femmes en mille morceaux », comme on dit ici, elle a vite trouvé sa place. Dans les cours de danse, de théâtre, de dessin, où ses facéties sont légendaires. « J'aime bien faire rire les autres, sourit-elle. Et puis, comme ça je suis sûre de ne pas les ennuier. »



Portrait

Irène a alors vingt-cinq ans. Sans diplôme ni expérience professionnelle, la jeune femme s'accroche. La formation professionnelle d'auxiliaire en gériatrie n'est pas bien rémunérée, mais avec l'aide des allocations elle peut payer sa

gardiennage d'immeuble, dans le 8<sup>e</sup> arrondissement. J'avais ma fille, mon mari, j'étais heureuse. Ça a duré quatre ans, quatre ans de bonheur. Et puis, je ne sais pas pourquoi, il est devenu violent. Un peu d'abord, puis beaucoup. J'ai tenu plusieurs années. Je l'aimais encore. Je pensais qu'il allait changer. Et puis il y avait les enfants, la grande et puis ensuite la petite. Je me disais que pour elle, un père, ça comptait. Même s'il les frappait aussi. Autour de moi, je ne disais rien. Et puis, un jour, j'ai eu trop peur. J'ai décidé de partir.

Irène a alors vingt-cinq ans. Sans diplôme ni expérience professionnelle, la jeune femme s'accroche. La formation professionnelle d'auxiliaire en gériatrie n'est pas bien rémunérée, mais avec l'aide des allocations elle peut payer sa

chambre meublée et nourrir ses filles. « J'ai même trouvé un boulot, dans une maison de retraite. C'était formidable. Les personnes âgées, elles ne peuvent pas vous faire de mal. Si vous les aimez, elles vous aiment. C'est simple. »

Trop simple, sans doute. Les premiers symptômes de l'épilepsie la prennent par surprise. Licenciée, elle cherche un autre emploi. « Mais ce n'était pas l'époque », soupire-t-elle. Alors Irène plonge. « L'assistance sociale m'a envoyée dans un hôtel social où l'Etat payait la moitié de la chambre. Mais, pour les filles, je ne pouvais plus. » Irène est convoquée par un premier juge des enfants. « Une femme extraordinaire, je lui ai expliqué que je voulais mettre la grande en sécurité, qu'elle puisse étudier, j'avais honte. Je pensais qu'elle m'accuserait de l'abandonner. Mais elle n'a jamais voulu me retirer l'autorité parentale. Quand j'ai placé la seconde, l'autre juge aussi a compris. Elle a fait un effort et l'a mise près de sa sœur, que je puisse leur rendre visite ensemble. Je crois que les juges ont vu que je les aimais vraiment. Que je ne les avais jamais utilisées pour la mendicité. »

Cat depuis quelques mois Irène fait la manche. A ses filles, elle parle de ménages, s'invente des employeurs, se fabrique un emploi du temps. Mais elle passe en réalité ses journées à tondre la main dans le métro. « J'en pouvais plus de mentir. Je suis chrétienne, après tout. » Alors un soir, au téléphone, elle raconte tout à l'aidée. Au bout du fil, l'adolescente la traite de chache et racroche. Pour Irène, la dégringolade continue. Elle fait une tentative de suicide avant d'opter pour l'autodestruction progressive : « Le jour, je maudissais ces bourgeois qui ne me donnaient rien, qui remontaient chez eux et retrouvaient leur confort et leurs enfants. Le soir, je me saoulais et je fumais du haschich, beaucoup, jusqu'à ce que je m'effondre. J'imaginais une maison, avec mes filles. Je déirais. Tous les soirs comme ça, pendant deux ans. Jusqu'à en devenir folle. Finalement, je suis allée voir une assistante sociale. J'avais juré que j'irais plus tellement elles étaient méchantes. Jamais droit à rien. Même 50 francs pour m'aider à payer une carte orange, c'était non. «Toujours les mêmes», elles disaient. «Désolée, c'est trop tard, on doit fermer»... Cette fois, on m'a envoyée au centre pour femmes de la rue de Crimée. C'était horrible, mais je m'en fichais. De toute façon, je me détestais. J'y suis restée un mois. Et puis ils m'ont dit que je devais partir, qu'il restait l'Armée du Salut. Là, ça m'a fait comme un choc. L'Armée du Salut, c'était pour les cloches ! Moi, je dormais pas dehors ! J'ai dit non. Et quelqu'un m'a parlé de Cœur de femmes, je ne sais même plus qui. »

C'était il y a six mois. Les yeux gonflés et le visage boursif par l'alcool, Irène s'est présentée devant Mona Chasserio. « Elle m'a dit qu'elle était prête à me prendre, se souvient Irène, mais que ça dépendait de moi. Je devais arrêter l'alcool, la drogue. Travailler sur moi-même. Tout reprendre au début. »

Irène est donc entrée dans la « famille ». Non sans quelques difficultés. « Les premiers temps, je me battais avec les autres. C'était l'habitude. Je me haïssais, alors je les haïssais. Et puis j'ai découvert que je n'étais pas si nulle. Que je pouvais écrire sans faire une faute par mot. Que j'avais des capacités au théâtre. Que j'aimais même la danse et la natation. Je me suis mise à m'intéresser aux choses, moi qui ne m'intéressais plus à rien. A écouter les autres filles. Aujourd'hui, on s'entraîne. Quand une d'entre nous craque, les autres lui remontent le moral. Trois fois, je suis revenue saouler. On m'a toujours soutenue. Et Mona m'a redonné ma chance. »

« Le soir, je me saoulais et je fumais du haschich, beaucoup, jusqu'à ce que je m'effondre. J'imaginais une maison, avec mes filles. Je déirais »

Les traits tirés, Irène décrit ses efforts. Les Alcooliques anonymes, où elle livre, chaque semaine, son expérience et ses doutes. Les séances de méditation, dans lesquelles elle se plonge quand la tension devient trop lourde : « Aujourd'hui, je sais que je vais m'en sortir. Ça prendra encore un peu de temps, mais j'y arriverai. La seule chose qui m'inquiète, ce sont mes filles. Mona me dit souvent qu'elles ne m'appartiennent pas, que je dois les aimer, c'est tout. Mais il n'y a rien à faire. Je me dis qu'aujourd'hui elles grandissent sans moi. Elles ont sept et quinze ans. Je voudrais pouvoir les embrasser, les câliner, les border. Comme une mère. Je suis bien qu'une adolescente, ça ne se borde plus, mais moi je voudrais tellement pouvoir le faire... La grande a accepté de me revoir depuis que je suis ici. C'était incroyable. Un jour, on m'a appelé au téléphone et c'était elle. Mona lui avait parlé. Depuis, on s'entend bien, mais comme des copines. Ce qui me fait pleurer parfois. Tout ce temps perdu. »

Du côté de la manche, Irène esquisse ses yeux. Renifle. « Vous savez, je me suis inscrite à l'ANPE. Je vais aller à la mairie, aussi, pour demander un logement. Etre indépendante. Ça me fait un peu peur, de me retrouver seule, j'ai pas honte de le dire. Mais, avec un peu de chance, tout ce que j'ai vécu m'aidera pour conseiller mes enfants. » Un sourire éclaire son visage, qui instantanément se couvre de larmes. Irène plonge la tête dans ses mains. Et lâche, en riant : « Désolée, c'est pas le soir. Une autre fois, c'est promis, je vous ferai rire. Vous savez, ici, on m'appelle le clown. »

Nathaniel Herzberg



## MANIFESTE DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

ÉLU LOCAL, JE M'ENGAGE A :

- sensibiliser mes concitoyens sur la nécessité de la prévention contre le sida et sur la solidarité à l'égard des personnes séropositives ou ayant déclaré la maladie ;
- œuvrer à la mise en œuvre d'une politique planifiée sur la durée de mon mandat et dans la collectivité locale dont je suis l'élu. Cette politique sera définie en concertation avec les pouvoirs publics, les intervenants locaux, les associations nationales et locales de lutte contre le sida.

Fait à ..... le

Signature :

NOM :

Prénom :

Mandat(s) électif(s) :

Parti politique :

Collectivité locale :

Tel. :

Fax :

A retourner à Jean-Luc ROMERO : 81, rue d'Odessa - 93000 BOBIGNY - Tél. : 40-63-79-55 - Fax : 40-63-74-96

L'adhésion à ELCS est possible par chèque à l'ordre d'ELCS : (100 F élus non indemnisés - 200 F élus indemnisés - 300 F membres bien-faiteurs et non élus)

### Manifeste lancé par l'association ELCS

**PRÉSIDENT :**

Jean-Luc ROMERO, (93).

**VICE-PRÉSIDENTS :**

Jérôme MOUHOI, (16).

Fabienne AUDEBERT, (91).

Hélène BASTIER, (16).

Francis COUROUJAU, (64).

Jean-Christophe LAGARDE, (93).

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :**

Annie-France HAEMMERLI, (78).

**SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX ADJOINTS :**

Christophe MAUSZEWSKI, (91).

Christophe BEAUDOUIN, (70), (UJF).

Marie TURBAT, (93).

**TRÉSORIER :**

Philippe LOHEAC, (93).

**CONSEILLER MÉDICAL,**

MEMBRE DU COMITÉ D'HONNEUR : Dr Jacques LEBAS.

### Manifeste soutenu par un Comité d'honneur :

M. Jean-Claude ABRIOLUX, Dr Bernard ACCOYER, M. Henri-Jean ARNAUD, M. Raymond-Max ALBERT, M<sup>me</sup> Roselyne BACHELOT, M. Jacques BARROT, M. Pierre BÉDIER, M. Pierre BÉRGÉ, M. Christian BERGÉ, Dr Jean-Louis BERNARD, M. Michel BÉRON, M. Eric BLANC, M. Jean de BOSSUE, M. Georges BORDO-NOVE, M. Bernard BOSSON, Pr Christian CABAL, M. Robert CALMEJANE, M. Gilles CARREZ, M. Georges COLOMBIER, M. Jean-François COPE, M. Anzeli DAH-MANI, Pr Bernard DEBRÉ, M. Jean-Paul DELEVOYE, M. Christian DEMUTYCK, Pr Philippe DOUSTE-BLAZY, M. Guy DRUT, M<sup>me</sup> Elisabeth DUFOURCQ, M. Yves DU-TEL, Dr Xavier EMMANUELLI, M. Jean-Louis FOULQUIER, Pr Marc GENTILINI, M. Jean GUAYANT, M. Claude GOASGUEN, M. François GROSODIER, M. Jacques GUYARD, Edouard Luc HENRY, M<sup>me</sup> Françoise HOSCHER, M. Pierre-Rémy MOUSSIN, M. Michel HUNAUET, M. Jack LANG, Dr Jacques LEBAS, Dr Philippe LE-GRAS, M<sup>me</sup> Corinne LEFAGE, Marie-Noëlle LIENEMANN, M. Antoine LION, M. Thierry MARIANE, M<sup>me</sup> Maud MARIN, M. Jacques MASDEU-ARJIS, Pr Jean-François MATTEI, M. Jean-Luc MELNCHON, M. Jean-Pierre MICHEL, M<sup>me</sup> Nana MOUSKOURI, Pr Yves MOUTON, M. Roland NUNGESSER, M<sup>me</sup> Françoise de PANAFIEL, M. Michel PELCHAI, M. Jean-Jacques de PERETTI, M. Pierre-André PERISSOL, Pr Dominique PEYRAMOND, M. Patrick POIVRE d'ARVOR, Pr Alain POMPIDOU, M. Jean-Bernard RAIMOND, M. Eric RAOULT, M<sup>me</sup> Line RENAUD, M. Jean-Jacques ROBERT, Pr Willy ROZENBAUM, M. Yves SAINT LAURENT, M. Maurice SCHU-MANN, SHELIA, M. Bernard STASI, M. Alex TAYLOR, Georges TIRON, M. Guy TESSIER, M. Pierre-André WILTZER.

Nous tenons à remercier les laboratoires Bristol-Myers-Squibb, Glaxo-Wellcome, Sandoz, Zeneca Pharma, qui ont souhaité apporter leur soutien aux élus locaux à l'occasion du lancement de l'association Elus locaux contre le sida.

27/12/1995



1500

## Nouvelle mise en garde contre la mélatonine

DANS UN COMMUNIQUÉ publié vendredi 1<sup>er</sup> décembre, le secrétariat d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale met en garde le public contre « le risque qu'implique la consommation » de la mélatonine, cette hormone sécrétée par une glande du cerveau, dont les vertus ont été vantées par voie de presse et dans plusieurs ouvrages. La commercialisation de la mélatonine, présentée aux Etats-Unis comme un élixir de jeunesse, n'est pas autorisée en France. Elle vient d'être interdite en Grande-Bretagne.

Après une première mise en garde (*Le Monde* du 17 novembre), les autorités sanitaires rappellent qu'« aucune autorisation de mise sur le marché n'a été accordée ni même sollicitée en France à de tels produits ». « Leurs effets thérapeutiques, leur qualité et leur innocuité n'ont donc pas pu être évalués. En particulier, leurs effets à long terme et leurs interactions éventuelles avec d'autres substances sont mal connus. » « La commercialisation illégale (...) donnera lieu, le cas échéant, à des poursuites judiciaires », conclut le communiqué.

■ **ÉDUCATION** : la décision de la cour d'appel de Paris concernant la mort d'un élève du lycée Paul-Eluard à Saint-Denis, tué en décembre 1991 par la chute d'un panier de basket rouillé, a été reportée du 1<sup>er</sup> décembre 1995 au 12 janvier 1996. En première instance, le procureur et l'intendant avaient été condamnés à deux mois de prison avec sursis.

■ **ENVIRONNEMENT** : l'école maternelle Pierre-et-Marie-Curie de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), affectée par une pollution d'origine radioactive, sera fermée à partir de lundi 4 décembre au soir. Une majorité de parents d'élèves avait exprimé ce souhait par 60 voix contre 51 lors d'un référendum organisé jeudi 28 novembre à l'initiative du nouveau maire de la ville, Estelle Debaecker (DVD). L'école, construite en 1969 sur le site d'une ancienne usine-laboratoire spécialisée dans l'extraction du radium de l'uranium, restera fermée en attendant le rapport d'analyses de l'institut de protection et de sûreté nucléaire, avant le 15 décembre, selon la mairie.

■ **BANLIEUES** : quatre jeunes gens, dont trois mineurs, soupçonnés d'avoir provoqué un incendie criminel qui avait endommagé 35 voitures dans le parking souterrain d'une résidence de Villemonable (Seine-Saint-Denis), ont été mis en examen et écroués jeudi 30 novembre. Le 23 novembre, l'un d'eux avait crevé les pneus de plusieurs véhicules avant de mettre le feu à une voiture. L'incendie avait détruit trois voitures et endommagé 32 autres véhicules, ainsi qu'une partie de l'immeuble, causant des dégâts évalués à 1,4 million de francs.

■ **DROGUES** : la chanteuse Vanessa Paradis, trouvée en possession de 3 grammes de haschisch le 13 février, à l'aéroport de Montréal-Dorval (Canada), a bénéficié d'une « *absolution inconditionnelle* » après avoir plaidé coupable, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, au palais de justice de Montréal. La jeune femme, qui n'avait pas d'antécédents judiciaires, était représentée à l'audience par son avocat.

■ **JUSTICE** : le parquet de Lyon a fait appel du jugement prononcé le 16 novembre par le tribunal correctionnel dans l'affaire « Dauphiné News ». Parmi les huit prévenus figure l'ancien maire de Grenoble, Alain Carignon, condamné à cinq ans de prison dont deux avec sursis, cinq ans d'interdiction de paraître et 400 000 francs d'amende (*Le Monde* du 18 novembre). Deux des personnes condamnées, M. Carignon et son bras droit Jean-Louis Dutaret, avaient déjà fait appel, ainsi que les parties civiles. L'appel du parquet, dit « *appel incident* », permettra de rejeter l'ensemble des prévenus au printemps prochain. La date du procès n'est pas encore fixée.

### AU CARNET DU « MONDE »

#### Naissances

— Karine BERBERIAN, Antoine SCHAPIRA, Djivan,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Loussine,

le 24 novembre 1995.

#### Décès

— Christine et Frédéric Schulz-

Robelle et Nicolas Bazin, Juliette et Hervé Benoit, Laure Bonhomme, Pascale Bonhomme (†), Jean-Claude Bonhomme, Ses petits-enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part de la mort de

Brigitte BONHOMME,

née MASSON,

survenue le 30 novembre 1995.

La cérémonie religieuse a eu lieu le samedi 2 décembre, à 9 heures, en l'église de Saint-Lambert-des-Bois (Yvelines).

225, boulevard Saint-Germain,

75007 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Jean Estivill,

sus enfants, Marie-Thérèse, Juliette, Gilles, Daniel, ses petits-enfants, Les familles Gattefossé, Goulenc, Carreno, Pallesja, Mondiel, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond ESTIVILL,

républicain espagnol, ancien membre de la CNT et milicien du POU, déporté politique à Mauthausen.

Toute sa vie, il a été juste et droit.

Les obsèques civiles auront lieu le lundi 4 décembre 1995, à 12 heures, suivies de l'inhumation au cimetière du Plateau de Savigny-sur-Orge (Essonne).

Famille Estivill,

26, rue Marcellin-Berthelot,

91600 Savigny-sur-Orge.

### CARNET DU MONDE

Téléphone

40-65-29-94

Télécopieur

45-66-77-13

### DISPARITIONS

## Robert Fauve

Immuno-physiologiste à l'Institut Pasteur

ROBERT FAUVE, chef de l'unité d'immuno-physiologie cellulaire de l'Institut Pasteur, est décédé dimanche 26 novembre à Paris. Né le 19 octobre 1930 à Epervon (Eure-et-Loir), Robert Fauve décroche son doctorat de médecine en 1957 dans la capitale. Après un séjour à l'Institut américain Rockefeller en 1960 et 1961, il intègre les cadres scientifiques de l'Institut Pasteur en 1962, en qualité d'assistant. Il est nommé chef de laboratoire en 1967 et rejoint, en 1971, le département de biologie moléculaire dirigé à l'époque par le professeur François Jacob. Nommé au grade de professeur en 1973, il devient la même année

chef de l'unité d'immuno-physiologie cellulaire de l'Institut. Il est membre du comité consultatif de la recherche médicale de l'Organisation mondiale de la santé entre 1976 et 1980, période pendant laquelle il fait également partie du conseil national du CNRS. Il sera, avec quelques autres, à l'origine de la création du département de physiopathologie expérimentale de l'Institut Pasteur. Le professeur Fauve s'était notamment illustré aux côtés du professeur François Jacob, en 1974, avec la découverte de mécanismes de défenses cellulaires communs à l'embryon et aux cellules cancéreuses (*Le Monde* des 7 et 11 décembre 1974).

### NOMINATION

#### RECHERCHE

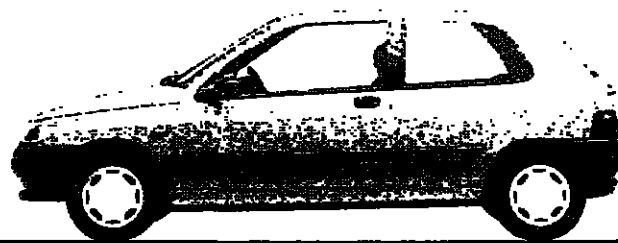
Dominique Poiroux a été nommé directeur du cabinet de François d'Aubert, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche.

[Né le 20 septembre 1963 aux Essarts (Vendée), polytechnicien et ingénieur du corps des mines, Dominique Poiroux est ingénieur en chef des mines depuis cette année. Après deux ans dans l'industrie, il est - de 1989 à 1992 - adjoint du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Midi-Pyrénées, chargé du contrôle des pollutions et des risques industriels et de la gestion des ressources minérales.]

Il entre ensuite à la direction du budget où il est successivement chargé du secteur construction navale, transport maritime et pêche (septembre 1992 à avril 1993), puis du secteur routes, aéronautique civile et transport aérien.

Depuis mai 1993, il était conseiller technique, chargé des secteurs équipement, transports, logement, recherche et défense, au cabinet d'Alain Madelin, puis de Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, et de François d'Aubert, secrétaire d'Etat au budget.]

## LES 15 JOURS FINANCEMENT RENAULT



0 F D'APPORT PERSONNEL, grâce à l'Etat et à Renault.

Exemple de financement\* pour une Clio Chipie 3 p. (prix tarif 2121 au 01/08/95 : 64 600 F), sous forme de location avec promesse de vente sur 72 mois : votre apport initial de 12 000 F (comportant un dépôt de garantie de 9 690 F,

0 F PENDANT 2 MOIS,

égal à l'option d'achat finale et un 1<sup>er</sup> loyer majoré de 2 310 F) est constitué par l'aide de l'Etat de 5 000 F en cas de reprise de votre véhicule de plus de 8 ans, et des 7 000 F offerts par Renault.

ET 69 LOYERS DE 990 F.

Au terme de 2 loyers de 0 F et de 69 loyers de 990 F, le coût total réel pour vous est de 68 310 F (au lieu de 80 310 F, coût total d'acquisition en fin de contrat). Assistance en cas de panne offerte pendant 5 ans.

\* Sous réserve d'acceptation de votre dossier par la Diac, SA au capital de F 400 000 000 14, avenue du Pavé Neuf - 93160 Noisy-le-Grand, RCS Bobigny B 702 002 221.



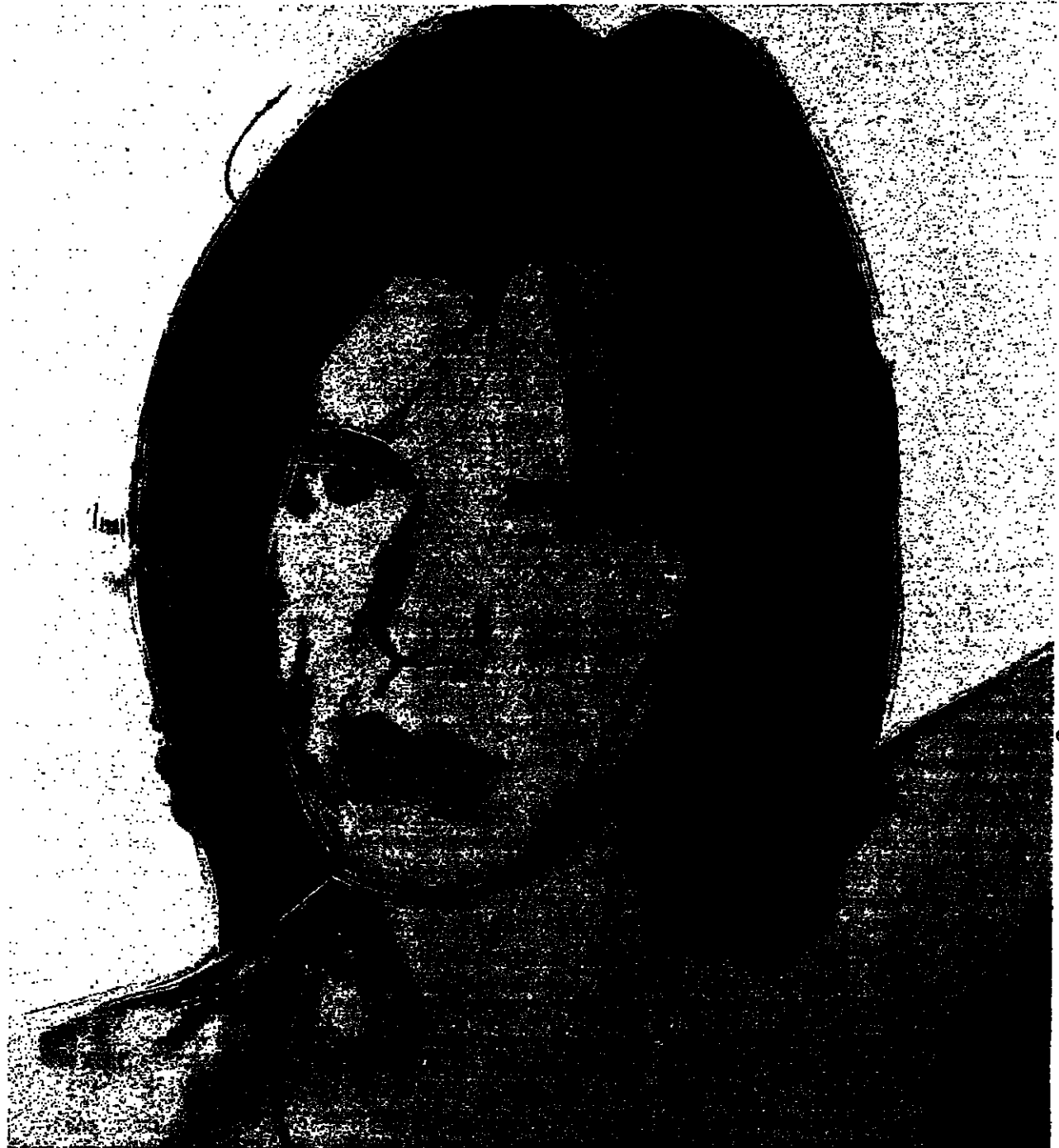
RENULT JUSQU'AU 15 DÉCEMBRE DANS LE RESEAU RENAULT

## HORIZONS

PORTRAIT

# Mick Jagger hors du temps

**Trois concerts « intimes » à l'Olympia de Paris, à Amsterdam et à Brixton, ont fourni aux Rolling Stones la matière de leur dernier disque : « Stripped ». Un retour aux sources pour la rock star**



Mick Jagger, 1975-1976, par Andy Warhol

**S**UR l'emplacement de l'ancien gymnase du lycée de Dartford, dans le Kent, s'élèvera prochainement un centre culturel, qui portera le nom du plus célèbre ancien élève de l'établissement, Michael Philip Jagger. Un des condisciples de la personnalité ainsi honorée pourrait prétendre partager cette reconnaissance inattendue. Sur les bancs du lycée de Dartford, en effet, Mick Jagger fit la connaissance de Keith Richards, et de cette rencontre devaient naître les Rolling Stones, quelques années plus tard. Mais dans sa propriété du Sussex, le guitariste aux allures de vieux pirate, bandeau dans les cheveux et baguette à tête de mort à l'annulaire de la main droite, doit se contenter de ricaner, lui qui n'a jamais vécu que par et pour la musique, sans guère se préoccuper de sa propre gloire.

Pendant ce temps, son faux frère ennemi a consenti à quitter sa résidence anglaise pour un grand hôtel londonien, où il est arrivé discrètement, en presque voisin, accompagné seulement d'un porteur de valises. Entre deux entretiens accordés à des chaînes de télévision, Mick Jagger change, en effet, de tenue. Habitude que l'on mettra sur le compte d'une coquetterie presque légendaire et d'un professionnalisme impossible à prendre en défaut. Chaque geste est soigneusement étudié, sans que pourtant rien de mécanique ou de contraint ne contrarie jamais l'impression produite. Peut-être est-ce l'apanage de jeunes gens en colère qui faisaient trembler l'Angleterre dans les années 60 et qui se sont mués en hommes d'affaires avisés sans avoir rien changé de leur façon d'être et de leur discours.

A cinquante-deux ans, dans une suite d'hôtel de luxe, Mick Jagger ressemble étrangement à celui qui, une trentaine d'années auparavant, à l'occasion d'un concert parisien, déclenchait chez ceux venus le voir et l'entendre à l'Olympia une hystérie qui ne se résolvait que dans la destruction systématique de tous les fauteuils de la salle. Juste un peu moins grand qu'on ne l'imaginait, un

peu plus maigre aussi. Attentif et souriant, répondant avec précision à des questions dont il est évident qu'aucune ne risque de le désarçonner. Pour lui plus que pour les autres Stones, qui savent pouvoir toujours compter sur lui pour parler aux journalistes, l'exercice fait partie de son travail. Il s'y pille de bonne grâce et affirme y prendre parfois un certain plaisir.

Le 3 juillet 1995, Jagger est revenu à l'Olympia en compagnie de ses deux plus vieux complices, Keith Richards et le batteur Charlie Watts, et d'un groupe de nouveaux officiers, pour un concert réservé à une poignée d'invités de marque et à quelques centaines d'inconditionnels. Au premier rang du balcon, se tenaient côte à côte Jack Nicholson, déchaîné, M<sup>me</sup> Jagger et les enfants, ces derniers très occupés à déverser le contenu de leur gobelet sur la foule qui se pressait au parterre, et un vieux monsieur aux épaisses rouffquettes blanches, M. Richards père. Quel effet cela fait-il d'être le père d'un Rolling Stones qui a atteint la cinquantaine ? La question n'est pas plus absurde que celle posée par la presse anglaise il y a trente ans : « Laissez-vous votre fille épouser un Rolling Stone ? »

Des années qui ont passé. Jagger affirme se soucier médiocrement. Et s'il confesse que se retrouver à l'Olympia a produit sur lui un effet étrange, c'est avant tout parce qu'il ne reconnaissait pas la salle (dont, il est vrai, les fauteuils avaient été opportunément retirés), tout en se rappelant s'y être déjà produit. « Oui, c'était bizarre, et même assez troublant. Pendant les trois premières chansons, je me demandais où j'étais et ne savais pas très bien comment me comporter. Nous avons perdu l'habitude de jouer sur des scènes de dimensions réduites et je me sentais un peu perdu. Alors, je me suis concentré sur la musique et j'ai retrouvé mes sensations d'autrefois, lorsqu'il n'était pas question pour moi de courir dans tous les sens de la première à la dernière note. » Un retour dans le temps, pour ceux qui, en 1982, avaient choisi d'inscrire de nouveau à leur répertoire une chanson de 1964, dont le titre, *Time Is on My Side* (Le temps travaille

pour moi), semblait déjà un défi. Pour décider du programme de ces concerts « intimes » (il y en eut deux autres, à Amsterdam et à Brixton), qui fournissent la matière de leur nouveau disque, *Stripped*, les Stones ont dû fouiller dans leur passé. Ecouter de nouveau leurs anciens disques ? Pas vraiment. « D'abord, chacun d'entre nous a sa chanson préférée, sourit Jagger. Et puis, c'est la même chose à chaque nouvelle tournée, les gens nous disent toujours : vous devriez reprendre cette chanson, vous ne l'avez pas jouée depuis si longtemps ! Ou bien : ma sœur adore celle-ci, vous lui feriez vraiment plaisir ! En fait, chacun connaît une chanson des Stones que tout le monde a oubliée et qu'il souhaite voir resurgir. Pour compo-

**« Nous avons perdu l'habitude de jouer sur des scènes de dimensions réduites et je me sentais un peu perdu. Alors, je me suis concentré sur la musique et j'ai retrouvé mes sensations d'autrefois... »**

ser le programme, nous avons également interrogé les fans connectés sur Internet. Ensuite, il a suffi de faire le tri. »

**D**E cette consultation intermédiaire, sont sortis notamment *Spider and the Fly*, *Dead Flowers* et *Let it Bleed*. Ce dernier titre offre à Ron Wood, guitariste pigiste depuis que Mick Taylor, lui-même le remplaçant de Brian Jones, a quitté le groupe (en décembre 1974), de faire la preuve à la guitare hawaïenne d'une expertise que les fans les plus endurcis s'obstinent à lui contester. Du coup, ce gentil camarade, auquel les Stones doivent peut-être d'exister encore aujourd'hui (il lui appartient de recoller les morceaux au temps où Jagger et Richards ne se supportaient plus), a pratiquement gagné ses galons de Stones à part entière, tandis qu'apparaissait un nouvel « occasionnel » en la personne du bassiste Darryl Jones, remplaçant de Bill Wyman, le musicien immobile qui a fini par faire valoir ses droits à la retraite.

*Stripped* comporte également plusieurs morceaux enregistrés au cours des répétitions organisées en vue de ces concerts et qui ont été joués « comme sur scène », « en direct ». Un vrai retour aux sources : « L'idée de faire un disque live avec toujours les mêmes chansons ne nous excitait pas du tout. Nous avions envie d'autre chose, d'un son différent. Le passage acoustique des premiers concerts de la tournée américaine nous a donné cette idée. C'est aussi une façon pour nous de nous renouveler : nous avons joué certains morceaux sur scène plusieurs centaines de fois, comment pourrions-nous ne pas avoir envie d'autre chose ? Bien sûr qu'il faut les jouer, puisque ce sont eux que les gens attendent, pour eux qu'ils viennent

au concert. Mais nous avons eu envie de nous faire plaisir, en espérant que du même coup nous ferions plaisir à nos vrais fans. » Les vrais, c'est-à-dire ceux qui ont vu les Stones et qui, tout au long de la tournée, ont réservé les ovations les plus chaleureuses à Charlie Watts, le plus discret et le plus fidèle d'entre tous, le plus modeste aussi, puisqu'il ne perd jamais une occasion de rappeler qu'il ne se sent pas assez bon batteur pour jouer la musique qu'il aime le plus, le jazz ? Jagger ne confirme pas, parce que cela va de soi.

Comme il va de soi que ces concerts dans de petites salles ont été pour lui, habitué depuis plusieurs années à donner des spectacles en plein air, dans des stades gigantesques, autant d'occasions de retrouver vraiment le public. La preuve ? Lorsqu'il affirme aimer autant les uns que les autres, il enchaine aussitôt sur le souvenir que lui a laissé le tournage du clip destiné à accompagner la sortie de *Like a Rolling Stone*, la

chanson de Bob Dylan que les Stones ont repris au cours de leur dernière tournée : « C'était dans une salle minuscule, à côté de laquelle l'Olympia semblait un stade immense. A l'origine, nous devions simplement enregistrer et filmer la chanson, les spectateurs étaient prévus, ils étaient là uniquement pour cela. Mais l'ambiance était telle que nous avons continué à jouer, un morceau après l'autre, pour finalement donner un miniconcert improvisé. C'était extraordinaire. J'avais l'impression d'être revenu à l'époque des petits clubs. »

**L'**IMPRESSION également, il le reconnaît comme par mégarde, d'être de nouveau « plus chanteur que danseur », même s'il est le seul dans le groupe à pouvoir toujours improviser, sans avoir à trop se soucier des effets déformés pas si spectaculaires, puisque communs à tous les mégakoncerts de rock, qui sont censés permettre aux spectateurs placés à plusieurs centaines de mètres de la scène d'apercevoir un peu du spectacle (chacun des deux concerts organisés en juillet a réuni sur Flippodrome de Longchamp quatre-vingt mille spectateurs). « Dans les petites salles, conduit-il sur le chapitre, tout est possible à tout moment et je vois vraiment les gens, je vois chacune de leurs réactions. » Il s'apprête pourtant à partir de nouveau en tournée. Mêmes musiciens, même programme, même spectacle. Comme un repentir : le *Voodoo Lounge Tour* avait négligé certaines contrées d'Asie et, donc, quelques brassées de dollars (il aurait déjà rapporté 1,5 milliard de francs). Argument non négligeable pour Jagger et les Stones, qui gagnent beaucoup plus d'argent grâce aux concerts qu'avec leurs disques, mais argument sur lequel il convient de ne pas s'étendre : Jagger aime par-dessus tout partir en tournée.

En revanche, écrire des chansons et les enregistrer lui semble vite fastidieux : « J'aime écrire et j'aime travailler en studio, mais il ne faut pas que cela prenne trop de temps, car j'ai tendance alors à m'ennuyer. Une année entière pour un disque, c'est beaucoup trop long ! » Alors que les autres groupes de rock considèrent pour

la plupart les tournées nécessaires à la promotion d'un nouveau disque, les Stones ont renversé la proposition. Au départ pour des raisons commerciales plus que pour leur plaisir, sans doute, mais cette manière de faire leur a permis de sortir des ornières musicales où il s'étaient égarés dans les années 80. Peut-être cette constatation, dont l'évidence, déjà vérifiée à l'Olympia, éclate de nouveau dans *Stripped*, éclate-elle pour beaucoup dans l'impression que donne Jagger d'être bien décidé à ne jamais s'arrêter, excité par la volonté manifeste haut et fort par Keith Richards de « mourir la guitare à la main ». Il a même remis ses ambitions loin des Stones, contraires il est vrai par l'échec de ses disques en solo (le « On vera » qu'il lâche à ce propos pourrait bien signifier qu'on ne vera rien du tout), et affirme n'avoir pas encore eu le temps d'écouter les bandes des enregistrements qu'il a effectués, à Los Angeles, avec *The Red Devils*, un groupe de blues de Chicago, jusqu'à présent pratiquement inconnu.

Quant au cinéma, qui lui inspira longtemps le sentiment d'une certaine frustration, ses différentes expériences dans le domaine ne s'étant pas révélées particulièrement heureuses, il n'en parle plus que de manière détachée, sans réussir à cacher que les quelques dizaines de scénarios qui lui sont proposés pourraient bien attendre encore longtemps.

Du temps, Jagger semble en avoir beaucoup. Comme s'il était vrai qu'il travaillait pour lui, finalement. Ou comme s'il ne passait pas. Ce qui pourrait bien être la raison première de l'attachement porté aux Stones par ceux qui n'avaient pas encore vingt ans quand ils les ont entendus pour la première fois et qui se retrouvent plus de trente ans après en rangs encore plus serrés. Alors que la nuit tombe sur Londres, deux de ces adorateurs de la première heure, en faction devant l'hôtel, bavardent en attendant d'apercevoir, peut-être, leur idole. « Quand je pense que Brian Jones est mort depuis vingt-six ans, constate l'un d'eux, je n'arrive pas à m'y faire. »

Pascal Mérieau

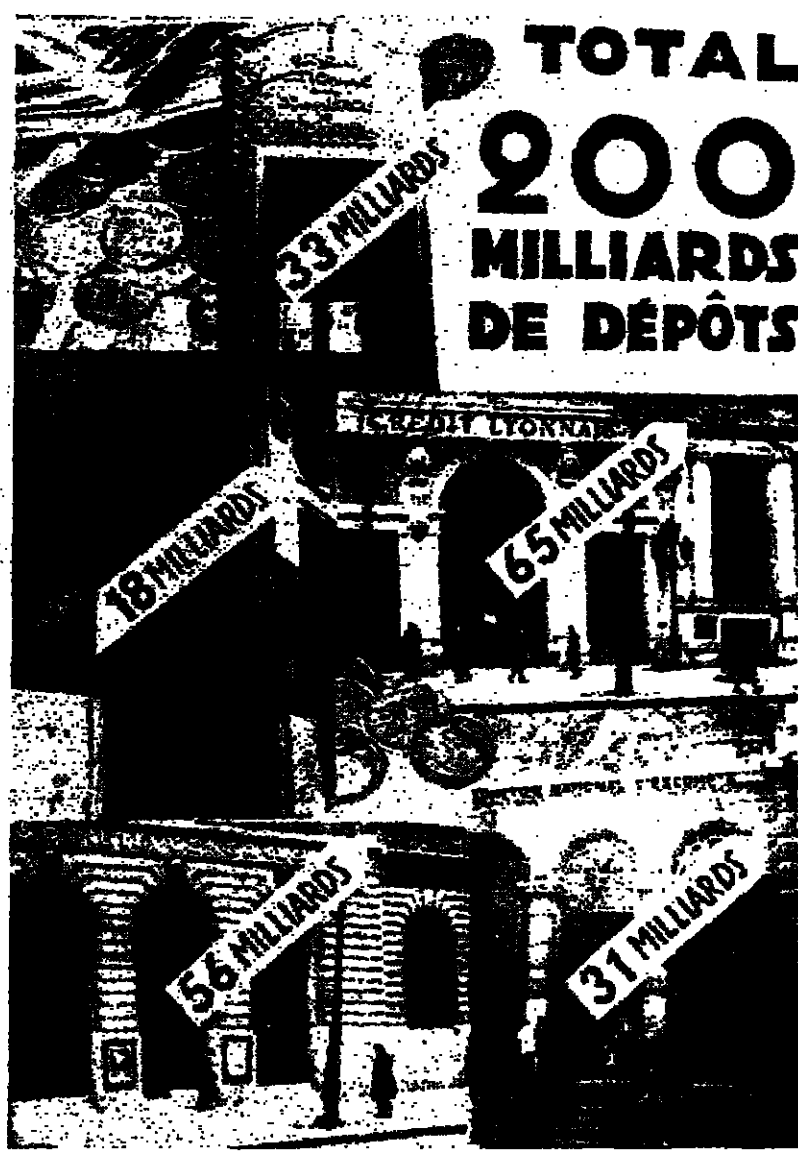


# 50 ans d'exception bancaire française

En décembre 1945, le général de Gaulle nationalisait les quatre principales banques de dépôt. En 1981, la gauche lui emboîtait le pas. Depuis, la tendance est à la privatisation. L'« intérêt de la nation » et la « modernisation » ont changé d'échelle

UNE journée de débat y suffira. C'était le 2 décembre 1945. Un dimanche. La Bourse est fermée, les guichets bancaires sont clos. Devant l'Assemblée constituante réunie au grand complet et dans un véritable climat d'union nationale, le général de Gaulle prend la parole : « Je vous apporte aujourd'hui un projet qui est de nature à placer le crédit entre les mains de la nation en vue de sa reconstruction et de sa rénovation. » Dans la foulée, l'Assemblée vote (avec 94 % des voix) la nationalisation des quatre principales banques françaises de dépôt. L'événement est considérable. C'est la première fois que, dans l'un des grands pays capitalistes développés, une nation décide d'un transfert aussi massif de propriété dans le secteur bancaire. La nationalisation ne porte certes que sur quatre banques (le Crédit lyonnais, la Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, le Comptoir national d'escompte de Paris et la Banque nationale pour le commerce et l'industrie). Mais ces établissements représentent un poids dominant dans le commerce de l'argent : ils gèrent ensemble environ 55 % des dépôts bancaires du pays. Au-delà, la loi du 2 décembre 1945 crée les bases d'une nouvelle organisation du système bancaire français. Elle inscrit dans les textes la distinction entre banque de dépôt et banque d'affaires, une distinction qui subsistera longtemps. Les premières sont seules habilitées à recevoir des dépôts à court terme et à les prêter, les secondes devant se spécialiser dans les financements à plus long terme. C'est grâce à cette distinction que deux grandes banques, initialement destinées à être nationalisées – la Banque de Paris et des Pays-Bas et la Banque de l'union parisienne – échapperont finalement à la nationalisation. C'est cette même loi qui nationalise – en son article premier – la Banque de France et qui donne naissance au Conseil national du crédit, organisme chargé alors de la politique du crédit.

CINQUANTE ans après, la nationalisation des banques n'est plus à l'ordre du jour. Au contraire. Après une seconde vague – en 1981-1982, 39 établissements supplémentaires sont passés dans le giron de l'Etat – le reflux est maintenant organisé : l'Etat français a privatisé, depuis 1986, plusieurs banques, dont deux des établissements nationalisés par le général de Gaulle. Il s'agit, en 1987, de la Société générale, et, en 1993, de la BNP (l'enfant du mariage, en 1966 du CNEP et de la BNCF). Le débat « nationalisation contre privatisation », intense encore dans les années 80, a, semble-t-il, complètement disparu. La démarche qui conduisit, en 1945, les constituants unanimes à nationaliser des banques mérites pourtant un retour en arrière. Cette décision – historique et exceptionnelle – traduit en effet, comme le fait remarquer l'historienne Claire Andrieu, « une



Montage photographique publié en décembre 1945, pour montrer au public l'importance des banques de dépôt (sur ces cinq établissements, les quatre principaux furent nationalisés).

marque de l'exception française ». Il y a certes, dans les débats d'alors, des éléments très conjoncturels, politiques notamment. Les oppositions entre libéraux et socialistes, entre partisans d'une économie de marché et dirigistes sont provisoirement masquées par la priorité à la reconstruction. Les raisons invoquées alors en faveur de la nationalisation bancaire font pourtant ressortir des facteurs permanents de l'idéologie commune française, des facteurs qui continuent à structurer l'économie nationale.

## La nationalisation n'a rien changé

André Levy-Lang, aujourd'hui président du directoire de Paribas, racontait, lors d'un colloque organisé en 1993 à Paris par le comité pour l'histoire économique et financière de la France, une anecdote révélatrice que lui avait rapportée Pierre Besse, chargé en 1945 de la nationalisation des quatre banques. « M. Besse était allé voir chacun des présidents de ces banques – confirmés dans leur position – et il leur avait posé la même question : pour vous, qu'est-ce que la nationalisation change ? Les trois premiers lui avaient répondu : « Ça ne change rien. » Le quatrième avait répondu : « Ça change tout, il n'y a plus de risque. »

Elles portent sur la nation, sur l'Etat et son rôle dans l'économie, sur l'argent et son commerce.

La nationalisation des banques de 1945 est d'abord une sanction. Certes, il n'y a alors rien de commun entre la confiscation des usines de Louis Renault et la nationalisation du Crédit lyonnais, par exemple. Le constructeur automo-

des « grandes banques ». Comme le dit alors René Pieven, ministre des finances, ces banques doivent « être délogées de l'emprise des intérêts privés ». Christian Pineau, rapporteur général de la commission des finances, sera plus explicite, déclarant devant l'Assemblée et sous un tonnerre d'applaudissements : « Après nous être libérés de

l'occupant, il faut nous libérer, une fois pour toutes, de la puissance de l'argent. »

La nationalisation des banques est donc perçue d'abord comme un moyen pour la nation de s'affirmer. S'il s'exprime aujourd'hui autrement, ce sentiment national continue à marquer le système bancaire français. En 1981, le président de la République, François Mitterrand, justifiera largement son programme de nationalisations par la nécessité de préserver les intérêts de la nation, de maintenir entre des mains françaises les grandes institutions bancaires.

En 1987, à l'heure de la cohabitation, M. Mitterrand renouvelle son avertissement et annonce son intention de s'opposer aux privatisations envisagées par la droite si elles menacent de faire passer des banques entre des mains étrangères.

François Mitterrand sait qu'il joue là sur un argument – la nation – auquel les Français restent toujours très sensibles. Depuis cinquante ans, l'économie française s'est beaucoup internationalisée. Ses banques, même nationalisées, se sont considérablement développées à l'étranger. En matière bancaire pourtant, les Français conservent encore des comportements très

« nationalistes ». Les banques étrangères ont du mal à percer en France. En Grande-Bretagne, la Hongkong and Shanghai Banking Corp – un groupe de Hongkong – a acheté, en 1992, la Midland Bank, l'une des quatre grandes banques britanniques. Une telle opération reste inimaginable en France.

En décidant, en 1945, de nationaliser les grandes banques de dépôt, les Constituants voulaient aussi donner à l'Etat les moyens d'agir directement dans l'économie. C'est très explicitement la philosophie qui inspire alors le général de Gaulle. Une approche qui continue à marquer l'exception française.

C'est en mars 1945, devant l'Assemblée consultative, que le chef de gouvernement explique le mieux sa démarche. Claire Andrieu résume ainsi les propos du général de Gaulle : « Seul l'Etat est capable d'assurer l'ascension vers la puissance », cette grande ambition nationale, en prenant en main les « leviers de commande » tout en faisant respecter « l'intérêt général ».

Les nationalisations allaient être l'instrument de la reconstruction, « le fer de lance de la modernisation ». L'expression utilisée par les socialistes en 1982 avait déjà été largement usée en 1945. Cette philosophie était à l'époque très partagée : elle n'était pas un monopole des communistes et des socialistes. Lorsque Léon Jouhaux, patron de la CGT, expliquait que

les trois objectifs de la nationalisation des banques devaient être « de débarrasser la politique de la tutelle de l'argent, de financer judicieusement l'économie et d'éviter l'inflation », il était approuvé par tous.

LES banques nationalisées de 1945 ont-elles réellement assuré un rôle moteur dans la reconstruction ? En fait, comme l'explique Claire Andrieu, on constate, a posteriori, que ces nationalisations, si elles ont été un acte politique fort, n'ont en re-

était d'accélérer la modernisation de notre économie ! Le poids du secteur public bancaire issu de 1945 a cependant beaucoup pesé pour imprimer au capitalisme français l'une de ses principales caractéristiques : un système qui repose moins que d'autres sur la finance directe.

Le développement s'est appuyé, en France, davantage sur un financement bancaire – la dette – que sur un financement de marché – la Bourse. Là réside l'un des grands éléments de l'« exception française », l'une des différences avec

Donner à l'Etat les moyens d'agir directement dans l'économie, c'est explicitement la philosophie qui inspira le général de Gaulle

vanche été, sur le plan économique, qu'un « quasi-non-événement ». Les quatre banques ont continué à participer à l'économie de marché. Elles sont restées soumises, en vertu même de la loi de 1945, à la législation commerciale. L'Etat nouvel actionnaire ne s'est finalement que peu mêlé de leurs affaires. Le seul acte d'autorité qu'il ait engagé sera, en 1966, la fusion imposée de la BNCF et du Comptoir national d'escompte, fusion qui donnera naissance à la BNP.

Les banques nationalisées se sont finalement comportées comme des banques privées. Leurs performances ne seront ni mei-

les économies anglo-saxonnes, une différence qui perdure, malgré le développement des marchés depuis le milieu des années 80.

L'Etat-actionnaire banquier, celui donc qui devait animer – après la nationalisation des quatre banques de 1945 – la reconstruction ne sera finalement qu'un élément moteur modeste. L'Etat, en revanche, interviendra par de multiples autres canaux dans les circuits de financement de l'économie nationale.

Il jouera un rôle très important pendant toute la période des « trente glorieuses », à travers notamment l'encadrement du crédit, la politique d'investissement, les



Chambre forte de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 1938.

heures ni pires. Elles se sont même plutôt bien comportées : en 1981, les « trois vieilles » (la BNP, le Lyonnais, et la Générale) figuraient parmi les plus grandes banques du monde. La nature de la propriété et du pouvoir dans l'entreprise bancaire n'a finalement constitué qu'un rôle secondaire.

Aujourd'hui, il y a eu un renversement presque complet. En 1993, le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, expliquait que « l'objectif du programme de privatisation (des banques) du gouvernement

priorités au logement et la création, à chaque occasion, d'institutions financières spécialisées. Cinquante ans après, il n'est plus question de nationaliser le crédit. Le contexte est radicalement différent. Mais on sent bien, dans les débats comme dans les décisions gouvernementales, que les éléments de « l'exception bancaire » continuent à peser dans le capitalisme français et dans son évolution.

Erik Izraelewicz

## Jacques Chirac en 1995 comme François Mitterrand en 1981

SI LA FRANCE a nationalisé, en 1945 puis à nouveau en 1982, des banques, c'est aussi la conséquence d'une forte méfiance de l'opinion à l'égard du commerce de l'argent. En France, la banque a mauvaise réputation. C'était le cas en 1945.

Les déclarations lors des débats de l'Assemblée constituante comme les propos que l'on entendait alors dans les milieux politiques ou chez les industriels sont révélateurs. L'image de la banque avait été ternie par les scandales financiers des années 20, puis par leurs attitudes pendant la crise des années 30 (un certain malhousianisme, selon les industriels). Plus généralement, l'opinion

avait alors le sentiment d'un pouvoir occulte tout-puissant, privilégiant uniquement ses propres intérêts, refusant la prise de risque et n'agissant que dans une perspective à très court terme.

« L'éthique du catholicisme, avec sa méfiance de l'argent – l'argent ne fait pas de petits – a exercé une influence dans la nationalisation des banques », note Claire Andrieu qui ajoute : « A ce niveau de l'inconscient collectif, la décision fut, peu ou prou, une sanction. »

Cette méfiance à l'égard de la banque continue incontestablement à peser dans le système français. C'est un autre élément de « l'exception française ». En

1945 comme en 1981, « le socialisme et le catholicisme culturel ont scellé leur alliance dans un élan à la fois national et social ». Ils pèsent toujours dans le fonctionnement de notre système financier.

### ATTITUDE SYMPTOMATIQUE

L'attitude de la classe politique française est à cet égard fort symptomatique. Jacques Chirac en 1995 comme François Mitterrand en 1981 tenaient à ce sujet des propos très proches. L'un et l'autre ont dénoncé, pendant leurs campagnes électorales respectives, l'attitude frileuse des banques et leurs responsabilités dans la crise. Recevant au prin-

temps dernier les représentants du patronat à l'Élysée, Jacques Chirac aurait vivement encore attaqué « ces hommes à chapeau à plumes » qui préférent « méditer dans les diners en ville plutôt que de prendre des risques ». A chaque fois, les politiques à la recherche de boucs émissaires évoquent l'idée selon laquelle il y aurait dans les banques des coffres pleins. Une fois au pouvoir, ils doivent cependant se rendre à l'évidence : les banques françaises sont plutôt plus pauvres que leurs homologues étrangères. Elles n'ont pas réellement de magots cachés.

E. I.

## Bibliographie

- *La Banque sous l'Occupation : paradoxes de l'histoire d'une profession, 1936-1946*, de Claire Andrieu. Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1990.
- *Les Nationalisations de la Libération*, de C. Andrieu, L. Levan-Lemesle et A. Prost. Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1987.
- *Les Patrons sous l'Occupation*,

de Renaud de Rochebrune et Jean-Claude Hazera. Paris, Editions Odile Jacob, 1995.

- *Les Banques en Europe de l'Ouest de 1920 à nos jours*, actes du colloque à Bercy des 7 et 8 octobre 1993. Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1995.
- *La Banque du XX<sup>e</sup> siècle*, d'Hervé de Carmoy. Paris, Editions Odile Jacob, 1995.

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani, Dominique Aldry, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur de la rédaction  
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel  
Rédacteurs en chef : Thomas Frensch, Robert Solé  
Rédacteurs en chef :  
Jean-Paul Bessez, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Grolleau, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhomme, Raphaël Luchet, Luc Rondero, Luc Rondero  
Directeur artistique : Dominique Roynette  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Directeur de la gestion : Eric Plailoux, directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Conseiller de la direction : Alain Rollat, directeur des relations internationales : Daniel Vernet  
Médiateur : André Laurens  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1964-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994  
Capital social : 885 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beau-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUCONNIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél : (01) 46-35-25-26 Télécopieur : (01) 46-35-27-79 Fax : (01) 46-35-27-79  
ADMINISTRATION : 1, place Hubert Beau-Méry 94521 IVRY-SEINE CEDEX  
Tél : (01) 46-35-25-26 Télécopieur : (01) 46-35-30-10 Fax : 46-35-31-17

## Les Etats-Unis virent au centre

Suite de la première page

L'adoption par référendum en Californie - toujours elle - de la « proposition 187 », une mesure privant les immigrants clandestins de l'accès à l'éducation et à la santé publique, devait - prédisait-on - faire lache d'huile. Il y a dix jours, un juge fédéral a déclaré inconstitutionnels plusieurs pans de cette mesure. Ses partisans tentent sans doute de porter l'affaire devant la Cour suprême, mais, pour l'heure, la « proposition 187 » n'est pas près d'être appliquée. Un projet de loi restreignant l'immigration est en cours d'élaboration au Congrès, mais le Parti républicain est loin de parler d'une même voix sur la question, et certains États, comme le Texas ou celui de New York, dirigés par des gouverneurs républicains, défendent l'immigration légale comme un atout.

La droite religieuse, certes, n'a rien perdu de sa vigueur. Cependant, sur aucun de ses chevaux de bataille privilégiés - avortement, prière à l'école, homosexualité - elle n'a enregistré de succès décisif. La Cour suprême, où la droite est aujourd'hui bien représentée, ne paraît nullement encline à revenir sur l'arrêt de 1973 par lequel elle avait légalisé l'interruption volontaire de grossesse. Les sondages traduisent une grande constance de l'opinion à ce sujet, la majorité des Américains se disant opposés à l'avortement mais fondamentalement attachés à la liberté de choix. Au Congrès, les législateurs se gardent bien d'attaquer de front le droit à l'avortement, essayant plutôt des manœuvres latérales contre certaines dispositions marginales, comme l'avortement thérapeutique en fin de grossesse. Le débat au Congrès sur la réforme de l'aide sociale et de l'assistance aux retraités a fait apparaître tout aussi clairement les réticences de l'opinion américaine à l'égard du jusqu'au-boutisme. La compassion a beau être

passée de mode, les arguments selon lesquels une réforme radicale de l'aide sociale « ferait basculer un million d'enfants dans la pauvreté » n'ont pas laissé les Américains indifférents. Dans les sondages, pendant la bataille du budget, Bill Clinton - le défenseur des acquis sociaux - a battu à plate couture Newt Gingrich - le pourfendeur des filles-mères.

L'aggravation de la fracture raciale, objectera-t-on, ne creuse-t-elle pas le fossé entre les extrêmes ? Là aussi, les apparences sont trompeuses. Le choc, pour l'Amérique blanche, du verdict d'acquiescement d'O. J. Simpson a été considérablement amorti par un événement dont la portée n'a peut-être pas été mesurée à l'époque : la « marche d'un million d'hommes noirs » à Washington. On y attendait la consécration de Louis Farrakhan l'antisémite, le misogyne ; on assista à un rassemblement digne, accueillant et ouvert - y compris aux femmes - d'hommes nettement plus préoccupés par le soul de mettre fin à la spirale d'autodestruction de leur communauté que par la rhétorique obscure du chef de la Nation de l'islam.

Quant à la colère de l'homme blanc, elle n'a probablement pas disparu, mais le drame d'Oklahoma City en avril l'a mise en sourdine. Attribué à deux extrémistes obsédés par la puissance maléfique du pouvoir fédéral, cet attentat dans lequel 168 personnes ont trouvé la mort a discrédité le mouvement des milices de citoyens et jeté une lumière crue sur le discours agressif de certains animateurs de radio. Souvent perçue comme un virage à droite, la réaction contre la tyrannie du politiquement correct et certaines manifestations du féminisme radical dénotent surtout la recherche de solutions à la profonde crise morale que l'Amérique a le sentiment de traverser et que les talk shows télévisés disséquent à longueur de journée. Ce qui explique peut-être que le consensus autour de la répression pénale n'ait, lui, jamais fléchi : la prison et la chaise électrique restent les valeurs les mieux partagées.

Sylvie Kauffmann

### REVUE DE PRESSE INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

Flora Lewis  
■ Tôt ou tard, même sans l'Union européenne, la France aurait été obligée de réduire ses déficits et sa dette. Mais on ne l'a jamais vraiment dit à l'opinion. (...) Toutefois, ce qui trouble plus profondément les Français, c'est l'idée que la France est devenue un pays moyen. (...) D'une façon ou d'une autre, les graves prendront fin, mais les blessures de l'histoire resteront douloureuses.

### L'EXPRESS

Christine Ockrent  
■ Le pays va-t-il si mal que ça ? Sûrement pas. Mais, à force d'avoir cru à l'exception française sans remarquer qu'alentour nos voisins s'ajustent progressivement à la mondialisation de l'économie, le voici brutalement rappelé à l'ordre et contraint, dans une conjoncture médiocre, d'aller vite. Le calendrier n'attend plus. Encore faut-il savoir l'expliquer.

### RECTIFICATIF DISNEYLAND

Euro Disney a démenti, jeudi 30 novembre, les informations communiquées par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris selon lesquelles les grèves ont provoqué une chute du taux de remplissage du parc de loisirs de 85 à 8 % (Le Monde du 1<sup>er</sup> décembre). La société indique que son parc est plus fréquenté que l'an passé à même époque, en précisant, d'ailleurs, qu'elle ne sait pas expliquer l'absence d'impact des mouvements sociaux.

### AU COURRIER DU « MONDE »

#### À QUOI SERVENT LES DICTIONNAIRES ?

La toute récente « affaire » du Dictionnaire des synonymes et contraires d'Henri Bertaut du Chazaud (équivalence entre juif et avare...), publié dans la collection des Usuels de Robert (Le Monde du 17 novembre), me paraît révélatrice d'une grande méconnaissance de ce qu'est l'objet dictionnaire. Ne serait-ce pas l'occasion de rappeler aux consultants de ce type d'ouvrages que le dictionnaire est une tentative de description, la plus objective possible, du lexique d'une langue, celui-ci étant à son tour le reflet fidèle de l'histoire des idées, des civilisations, des multiples aventures et techniques humaines ? Or, la péjoration et le mépris de l'autre sont à n'en pas douter des constituants importants, sinon essentiels, de toute société : constituants négatifs, certes, qui peuvent aller jusqu'à la xénophobie et au racisme, mais constituants tout de même ! Dès lors, quoi d'étonnant que les dénominations ethniques soient souvent déformées à des fins de défolement collectif ?

Si les juifs, que je respecte au même titre que toute communauté humaine, obtiennent définitivement la suppression demandée, il va falloir retrancher des dictionnaires quelques dizaines d'acceptions ou de locutions profondément installées dans la langue, que je ne citerai pas, par délicatesse, mais qui ont pour cible non seulement les étrangers : Arabes,

**A**PRÈS le camouflet infligé par les Américains à leur premier candidat, les Européens ont réussi à imposer au secrétariat général de l'OTAN, avec Javier Solana, un homme convaincu de la nécessité de rééquilibrer l'organisation atlantique au profit du Vieux Continent. Venant d'un pays qui, comme la France depuis le coup d'éclat de de Gaulle en 1966, ne fait pas totalement partie des institutions militaires intégrées, le ministre espagnol des affaires étrangères paraît bien placé pour animer la réforme de l'OTAN, autour d'un pilier nord-atlantique et d'un pilier européen. Après sa confirmation officielle, probablement mardi 5 décembre, par les ministres des affaires étrangères des seize membres de l'Alliance, il devra d'abord s'attaquer à des tâches d'urgence immédiate : le déploiement des 60 000 hommes de la force de paix (IFOR) que l'OTAN envoie en Bosnie pour faire appliquer l'accord de Dayton.

Mais la manière dont cette opération réussira ou échouera, les conditions de la participation de pays qui ne sont pas en permanence dans le commandement intégré, les liens qui seront tissés avec des Etats n'appartenant pas à l'OTAN,

## Le Monde

### EDITORIAL

## Un réformateur pour l'OTAN

qu'ils soient candidats, comme la République tchèque, la Pologne ou la Hongrie, ou qu'ils continuent à tenir l'OTAN en grande suspicion, comme la Russie, tout cela aura une influence considérable sur la future architecture de sécurité en Europe après la fin de la guerre froide.

Cette intervention de l'OTAN, la première depuis sa création en 1949, consacre une organisation qui a survécu à la disparition de son objectif d'origine : faire face à la menace soviétique. Elle peut aussi bien conforter la position dominante des Etats-Unis dans l'organisation que préparer la voie à une modernisation des relations entre les deux rives de l'Atlantique. C'est évidemment cette deuxième hypothèse que privilégie Paris, qui plaide depuis des années pour une « identité de dé-

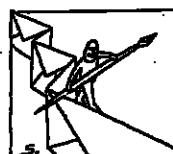
fense européenne », par ailleurs prévue dans le traité de Maastricht.

Cette modernisation suppose deux conditions. D'abord, la France ne doit plus feindre d'ignorer que ses principaux partenaires européens sont intégrés dans l'Alliance atlantique ; elle doit donc redéfinir ses rapports avec l'OTAN et, loin de tout dogmatisme, participer aux instances de décision quand ses intérêts l'exigent. Cette évolution est en cours. Les Etats-Unis doivent ensuite accepter - et pas seulement par des déclarations de principe comme ils l'ont fait jusqu'alors - que l'Europe organise sa défense, au sein de l'Alliance, et qu'elle ne soit pas entravée dans une action autonome, par la bonne ou la mauvaise volonté de leur grand allié.

Ce développement d'un pilier européen de l'OTAN, suffisamment intégré pour ne pas inquiéter Washington et suffisamment indépendant pour ne pas effrayer Moscou, pourrait représenter une issue au dilemme dans lequel les Américains se sont enfermés : élargir l'OTAN pour répondre au besoin de sécurité des nouvelles démocraties d'Europe centrale sans pour autant renforcer en Russie un complexe d'isolement, porteur de tous les dangers.

### L'AVIS DU MÉDIATEUR

Plusieurs lecteurs s'étant émus de la connotation, selon eux raciste, d'une expression que *Le Monde* a employée dans le cours d'un article, le médiateur répond ci-dessous à cette interpellation. C'est l'occasion de publier deux critiques d'un jugement porté par le journal dans une autre affaire, relevant elle aussi de la sémantique. Il y a, dans les deux cas, débat sur le maniement



de la langue, et nos lecteurs y participent pleinement. *Le Monde*, en tant qu'organe public d'expression, est évidemment porté, sans ignorer qu'elle n'est pas neutre, à garantir à cette dernière la plus grande plénitude, quitte à se prêter aux confrontations qu'elle peut soulever et à la discussion des jugements qu'il assume.

## L'intention et la formulation

### par André Laurens

**L'**ACTUALITÉ ne se programme pas et, pas davantage, le courrier que elle provoque, dont une sélection est publiée soit au jour le jour, soit, de manière régulière, au rendez-vous fixé dans cette page hebdomadaire. C'est ainsi que l'on retient des lettres sur la réforme de la Sécurité sociale ou sur les problèmes de l'Université, et qu'une correspondance s'impose, ne serait-ce que parce qu'elle met en cause *Le Monde*. Elle a, dès lors, priorité, puisque telle est la règle que le journal s'efforce de respecter depuis qu'il a pris l'initiative d'un échange interactif avec ses lecteurs.

En l'occurrence, l'échange a démarré avec violence à propos du compte rendu d'un ouvrage sur les liens entre la télévision et le sport (*Le Monde* du 22 novembre). Le signataire de cette bibliographie a évoqué en ces termes la figure de l'un des protagonistes décrits dans le livre : « Jean-Claude Darmon, le petit juif devenu le vrai patron de

fait du foot, du rugby, du patinage artistique réunis ». Le raccourci a déclenché des réactions aussi vives que spontanées. A côté de ceux qui, comme Pierre Médioni (La Celle-Saint-Cloud) ou Serge Viala (Saint-Germain-Laval), expriment leur surprise et leur tristesse devant une telle formulation, ou qui, comme M. Slabodsky (Paris), la jugent extrêmement désagréable et déshonorante, d'autres, tel Jean Hamburger (Paris), laissent éclater leur indignation en nous renvoyant à la presse où fleurit l'antisémitisme.

Revenons aux faits, pour répondre sereinement à la bibliographie en cause, notre collaborateur exposait l'analyse de l'auteur du livre, Eric Malrot, sur « les liaisons secrètes » entre sport et télévision, analyse étayée par des entretiens avec les principaux acteurs du système. Parmi lesquels Jean-Claude Darmon, qui assume avec une légitime fierté, semble-t-il, son itinéraire de pied-noir d'origine juive et de condition modeste devenu un personnage important,

dominant, dans son activité professionnelle. Tel est le portrait tracé de lui, qu'il assume, et dans lequel ses familiers le reconnaissent. Au reste, il n'a pas protesté auprès du *Monde* contre une qualification qui, à l'évidence, soulignait sa réussite sociale. Il va de soi que ce n'était pas sa taille - il est plutôt de haute stature - qui était visée et que le rappel de son appartenance à la communauté juive n'avait d'autre objet que de donner une plus juste idée de son cursus social, de même qu'on aurait pu le faire d'un « petit Noir », « Arabe » ou « Chinois » s'étant distingué dans des conditions au départ plus difficiles que pour d'autres.

L'intention n'était pas maligne et tendait à enrichir l'information. Reste la formulation, qui pouvait souffrir d'une assimilation éventuelle à l'antisémitisme et à tout le mal que celui-ci a produit. *Le Monde* est averti de ce genre de dérive. Il peut lui arriver de se fourvoyer, par insuffisance de vigilance, dans des rapprochements

condamnables, des formulations suspectes ou ambiguës. Ce n'est pas le cas en l'occurrence : le raccourci mis en cause doit être lu pour ce qu'il dit, dans son contexte, et non pour ce qu'on lui prête avec quelque précipitation. Sinon, cela reviendrait à conjuguer l'esprit de système et le procès d'intention, au nom d'un formalisme politiquement et moralement correct. Au-delà de cet exemple, la question de l'énoncé dans le débat public se pose dans bien d'autres cas et invite à la réflexion : que restait-il de la liberté d'expression si elle devait être contrainte par de plus en plus d'interrits, fussent-ils implicitement acceptés par les intervenants, ce qui ouvrirait davantage la voie à l'autocensure ? A quoi se réduirait le maniement de la langue s'il devait subir toutes sortes d'impératifs des sens ? Les mots ne sont pas des outils neutres, mais ce sont des outils, qu'il vaut mieux jager à la tâche, c'est-à-dire à la nature des causes, des passions et des idées qu'ils servent.

Jean-Michel Carlo  
président de BDDP

### GIDE ET L'EX-CONGO FRANÇAIS

Permettez-moi de révéler une erreur commise en vos colonnes, non par un de vos rédacteurs, mais par le malheureux Ken Saro-Wine - dont je respecte et le nom et la cause qu'il défendait - dans l'extrait de son livre que vous avez publié dans *Le Monde* du 15 novembre.

Non, André Gide n'a pas « constaté les multiples violations des droits de l'homme commises par le roi Léopold II de Belgique et ses représentants ». Pour la bonne raison qu'il avait mené son enquête au Congo... français, où, effectivement, il y avait bien des choses à dénoncer en 1927. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y eut pas d'exactions au Congo belge, ou plutôt dans l'Etat indépendant du Congo dont Léopold II était également le souverain. Mais c'était vingt-cinq ans plus tôt ! A chacun son dû !

Robert Hennart  
Bruxelles

### Claude Cymerman Paris

#### LA SAINE MUTATION DE LA PUBLICITÉ

Remettons les pendules à l'heure. La loi Sapin sur la publicité a sanctionné les pratiques discriminatoires, a obligé tous les acteurs à se comporter honnêtement. Elle a rappelé aux agences qu'en économie, un intermédiaire ne se justifie que s'il apporte une réelle valeur ajoutée. Elle a rappelé aux médias qu'ils vendaient de l'audience qualifiée, pas des taux de négociation. Dure, mais nécessaire prise de conscience pour tous. Alors, pourquoi des résultats si

contrastés sur 1994 ? La crise de la publicité est la conséquence d'une crise mondiale brutale, qui a saisi les annonceurs par surprise. En quête d'économies rapides, ils ont coupé leurs dépenses publicitaires. Non, la publicité n'est pas punie par la loi Sapin ; en bout de chaîne de l'économie, elle a souffert, plus que d'autres secteurs, de la crise.

En chinois, « crise » et « opportunité » sont construits sur le même idéogramme, certains l'ont compris. Ils ont accompli une profonde mutation compétitive, en misant sur la qualité des hommes et des méthodes, en retrouvant leur valeur ajoutée historique : le conseil sur le business des marques. Cette mutation est payante : les chiffres 1995, déjà acquis, le prouvent. Si la croissance du marché sera deux points au-dessus de l'inflation, elle sera encore supérieure pour les agences qui ont su s'adapter. Les bonnes agences sont enfin faciles à identifier, ce sont celles qui se portent bien. Par exemple, les trois grandes agences françaises, parmi les quinze premières dans le monde, sont les seules européennes à rivaliser avec les américaines.

Quand des pans entiers de l'économie restent à réorganiser, pas d'apitolement nonbliste sur la publicité. Ce n'est qu'un petit secteur, il emploie 20 000 personnes (il y a moins de publicitaires en France que de chauffeurs de taxis à Paris), et surtout, il est déjà sorti de la crise.

Nous ne manquons pas de raisons objectives d'être optimistes. Ce qui fait mal au moral, c'est

150 000 000



## ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 3 - LUNDI 4 DÉCEMBRE 1995

**RESTRUCTURATION** André Launois, président de la Compagnie de navigation mixte depuis le mois de juin, a écarté vendredi 1<sup>er</sup> décembre l'hypothèse d'un démantèlement du groupe à court terme. La Mixte regroupe des activités dans le transport, l'industrie, l'agroalimentaire, la banque et l'assurance.

● L'ÉTAT DES LIEUX, réalisé à la demande du conseil d'administration, fait apparaître la nécessité de passer de fortes provisions sur certaines participations. Le groupe devrait afficher une perte comprise entre 300 et

500 millions de francs en 1995, contre un résultat positif de 787 millions l'année précédente. Fichet-Bauche, dont la Mixte détient 61,4 %, devrait accuser un déficit compris entre 200

et 250 millions de francs. ● LA PARTICIPATION de 34 % dans l'assureur Allianz Via Holding, dont le groupe allemand Allianz détient 66 %, pourrait être cédée rapidement.

# Le conglomérat Navigation mixte procède à son inventaire

André Launois, à la tête de la Compagnie depuis juin dernier, a annoncé des pertes comprises entre 300 et 500 millions de francs pour 1995. Le démantèlement du groupe n'est pas à l'ordre du jour, du moins à court terme

SI L'ON EN CROIT André Launois, qui a succédé fin juin dernier à Marc Fournier à la tête de la Compagnie de navigation mixte, les coffres-forts, les oranges, le champagne, les transports, les équipements informatiques, les flacons, le thon en conserve, l'assurance et le sucre continueront à cohabiter au sein du conglomérat. En tout cas à court terme. Certes, si l'allemand Allianz fait une proposition « convenable », André Launois ne se fera pas prier pour lui céder les 34 % de l'assureur Allianz Via Holding que la Mixte détient. D'autres participations, moins importantes, pourraient suivre. Au fond, nul ne sait quelle sera, dans deux ans, la configuration de ce groupe qui possède 17 milliards de francs d'actifs et 3,5 milliards de trésorerie.

Pour sa première prestation devant la presse vendredi 1<sup>er</sup> décembre, André Launois avait à remplir une tâche délicate : montrer que le conglomérat financier a de beaux restes tout en soulignant ses faiblesses. Autrement dit, ne pas désespérer les actionnaires tout en justifiant le limogeage de son fondateur. Le 23 juin dernier, une coalition d'actionnaires, représentant 50 % du capital, menée par le premier d'entre eux, Paribas, qui détient 30,3 %, avait renversé Marc Fournier après vingt-sept ans de règne sur la maison de la rue Volney. Ce putsch, en forme de reprise en main musclée de Paribas, était intervenu deux mois seulement après la fin du pacte d'actionnaires



4 mois de baisse

qui liait la Mixte à la maison de la rue d'Antin. (Le Monde daté 25-26 juin 1995). C'est encore Paribas qui avait proposé le nom d'André Launois, personnalité indépendante, certes, mais qui avait passé sept ans à la présidence de Fives Lille, filiale à 30 % de Paribas.

Porté à la tête d'un groupe qu'il connaissait à peine, André Launois a consacré les cinq premiers mois

de sa présidence à faire un état des lieux. Côté beaux restes, l'inventaire est plutôt flatteur pour l'ancien patron de la Mixte : « Une structure du bilan très solide, pratiquement pas d'endettement, aucun risque immobilier ». La Mixte possède, de surcroît, un beau portefeuille de participations majoritaires : Saupiquet, leader européen de la conserverie de thon, GTI pour les transports, la Compagnie française de sucrerie, numéro trois du secteur en France. Et même Fichet Bauche qui, malgré ses problèmes, a un nom connu, « ce qui vaut quelque chose ». Très diversifiée, la Mixte est moins vulnérable aux à-coups d'un secteur. Ses équipes sont compétentes.

### CAS PARTICULIERS

Le tableau serait idyllique s'il n'y avait pas les participations « dont nous n'avons pas le contrôle » et sur lesquelles, « quelle que soit notre volonté, nous ne pouvons agir ». Très diversifiées, la Mixte est moins vulnérable aux à-coups d'un secteur. Ses équipes sont compétentes.

Par malchance, les trois citées constituent des cas particuliers. Les deux premières sont des participa-

tions croisées difficiles à dénouer en raison de leur faible cours. Et la Mixte ferraille depuis trois ans devant la justice avec son ancien allié, l'assureur allemand Allianz, sur la valorisation d'Allianz Via Holding, société commune qui regroupe les activités d'assurance du groupe. Les participations incontrôlées ne sont pas les seuls défauts que

### Le casse-tête de Paribas

La participation croisée qui lie Paribas et la Compagnie de navigation mixte remonte à 1989, lorsque la banque de la rue d'Antin a échoué dans sa tentative de prendre le contrôle du groupe fondé par Marc Fournier. Achetées à prix d'or, les actions de la Mixte n'ont cessé depuis de se dévaloriser. De leur côté, les titres Paribas ont perdu 40 % de leur valeur depuis la privatisation de la banque. Le pacte de non-agression signé entre les deux maisons est arrivé à échéance en mai 1995. Le mois suivant, Marc Fournier était destitué.

Depuis, les actionnaires des deux maisons attendent une justification industrielle à l'opération de mainmise de Paribas sur la Mixte. La position de la banque est rendue d'autant plus difficile qu'une forte baisse de la valeur de la Mixte aurait un lourd impact sur ses comptes, ce dont elle n'a pas besoin. André Launois, placé par Paribas à la tête de la Mixte, a donc choisi de ne pas clarifier la situation, se contentant de passer en revue les différentes participations du groupe.

M. Launois a décelé dans la Mixte. Via Banque, la banque du groupe, a mené de front son rôle avec celui d'investisseur industriel, un mélange des genres que le nouveau président ne goûte pas. Et puis, la holding pèche par la légèreté de ses structures. André Launois s'est donc attaché à mettre en place « un minimum de procédures qui permettent de connaître la situation de

chaque filiale, ses besoins en trésorerie », bref à doter le groupe d'un peu plus d'organisation. Par ailleurs, il a entamé le redressement des filiales « qui méritent d'être encouragées », comme Fichet Bauche, qui devrait afficher entre 200 et 250 millions de francs de pertes en 1995. Enfin, un audit, dont les conclusions sont attendues à la fin

la Mixte en 1995 qui affichera entre 300 et 500 millions de francs de pertes avant réalisation de plus-values.

Quant à la stratégie, cinq mois n'ont pas suffi à André Launois pour même en donner quelques orientations. Il n'envisage d'ailleurs pas cette étape avant deux ans. « Quels sont les secteurs dans lesquels il faut se développer, je ne le sais pas encore », déclare-t-il en affirmant « ne pas être dans une optique de démantèlement ».

Tout dépend de ce que le mot veut dire. La cession de la participation dans Allianz Via Holding, apporterait certes près de 4 milliards de francs dans les caisses de la Mixte, mais ferait apparaître une moins-value de plus de 1 milliard. Pour la compenser, la Mixte pourrait être amenée à céder la Compagnie française de sucrerie qui, elle, dégagerait quelque 2 milliards de plus-values. Pour André Launois, la Compagnie de Navigation mixte n'a pas vocation à être vendue par appartement. Les événements décideront peut-être pour lui. Mais il ne fait guère de doute que, d'ici deux ans, la géométrie du groupe aura radicalement changé. Son actionariat également. Le 1<sup>er</sup> décembre, le conseil d'administration « a renouvelé son souhait de voir la direction du groupe poursuivre ses efforts dans le sens d'une meilleure rentabilisation de ses actifs, dans l'intérêt de l'ensemble de ses actionnaires ».

Babette Stern

## Saint-Gobain affirme ses vues sur Essilor

C'EST UNE DES VIEILLES IDÉES de Jean-Louis Boffa, PDG de Saint-Gobain. Lorsqu'il n'était encore que directeur du plan en 1976, il avait inclus Essilor dans la liste des entreprises intéressantes pour le groupe. Il n'a pas changé d'avis. Depuis 1988, il grignote patiemment le capital de la société, numéro un mondial dans les verres optiques. Vendredi 1<sup>er</sup> décembre, Saint-Gobain a annoncé qu'il venait de franchir le seuil de 20 % du capital d'Essilor.

Ce renforcement était tentant pour Saint-Gobain, premier actionnaire de la société d'optique depuis plusieurs années : avec 20,5 % des actions et 23,5 % des droits de vote, il peut désormais consolider dans ses comptes, par mise en équivalence, les résultats d'Essilor. Depuis qu'il s'est recentré sur son métier de base - les verres correcteurs -, Essilor est redevenu une firme très rentable. Au premier semestre, il a réalisé un bénéfice net de 244 millions de francs, en hausse de 31 % par rapport à la même période de 1994, alors que le chiffre d'affaires ne progressait que de 3,4 % à 3,3 milliards de francs.

Pour la fin de l'année, la société prévoit une croissance de même ordre. Pêlé par la Commission des opérations de Bourse de préciser ses intentions futures à l'égard d'Essilor, Saint-Gobain déclare dans un communiqué qu'il « envisage de poursuivre à terme le renforcement de sa position et qu'il se réserve d'examiner, en fonction des circonstances, les opportunités susceptibles de se présenter au cours des douze mois à venir ». Cela signifie-t-il que le groupe pourrait prendre le contrôle total de la société d'optique et s'adjointe ainsi un huitième métier, comme Jean-Louis Boffa en a souvent évoqué la possibilité ? Le groupe se contente de répondre que « rien n'est exclu ».

### SIMILITUDES

Saint-Gobain se plaît à souligner les similitudes qui existent entre les deux groupes. Comme lui, Essilor travaille un matériau de haute technologie, le verre. Comme lui, il a acquis une position de « leader » dans ses métiers. Bien avant lui, il s'est implanté aux États-Unis. A partir du milieu des années 80, la société d'optique s'est attachée à

prendre des positions fortes outre-Atlantique, où elle réalise le tiers de son chiffre d'affaires. De même, bien avant Saint-Gobain, elle s'est implantée en Asie, d'abord pour y produire moins cher des verres ordinaires, puis pour y prendre des parts de marché. Saint-Gobain, qui a joué un rôle d'actionnaire actif chez Essilor depuis 1990, ajoute qu'il peut apporter un soutien financier à la société. « Il existe aussi des complémentarités techniques entre nous, notamment dans les traitements de surface pour les verres », précisait en janvier Jean-Louis Boffa.

Dans les années 80, le groupe verrier britannique Pilkington avait utilisé les mêmes arguments pour justifier sa diversification dans les verres correcteurs. Il avait racheté le fabricant d'optique Sola puis les lentilles de contact Vision-care. L'aventure s'est achevée l'an dernier par la vente de la branche « optique » et par une perte de 375 millions de livres (environ 3 milliards de francs) pour dépréciation d'actifs.

Martine Orange

## Nick Leeson a été condamné à six ans et demi de prison

NICK LEESON, ancien courtier de la banque britannique Barings, a été condamné samedi 2 décembre par un tribunal de Singapour à six ans et demi de prison pour faux et tricherie. M. Leeson a déjà passé près de neuf mois dans une prison allemande en attendant son extradition à Singapour, et ce temps sera soustrait de la peine qu'il devra purger. Nick Leeson est accusé d'avoir, par des spéculations hasardeuses sur les marchés dérivés, accumulé des pertes estimées à 1,4 milliard de dollars (7 milliards de francs) qui ont entraîné la débâcle de la banque Barings. Arrêté le 2 mars à Francfort quelques jours après avoir disparu de Singapour, il a été extradé d'Allemagne le 23 novembre. Selon ses avocats, Nick Leeson, 28 ans, pourrait être libéré dans trois ans et demi environ. Il avait plaidé coupable de faux et tricherie après l'abandon, vendredi, par le tribunal de neuf autres chefs d'accusation (Le Monde du 2 décembre).

■ GENERAL MOTORS : le constructeur automobile américain va devoir rappeler 470 000 Cadillac que le gouvernement américain soupçonne d'être équipées de matériels illégaux afin de mettre en échec les contrôles anti-pollution. General Motors, qui conteste les accusations de l'administration américaine, a toutefois accepté un compromis. Elle paiera 11 millions de dollars (55 millions de francs) d'amendes et remettra aux normes tous les véhicules incriminés, ce qui représente un coût de 33 millions de dollars.

■ IBÉRIA : les discussions entre la Commission européenne et Madrid sur les aides que l'Etat espagnol entend accorder à la compagnie aérienne nationale Iberia se poursuivront la semaine prochaine, a indiqué une porte-parole de la Commission vendredi 1<sup>er</sup> décembre. Madrid veut procéder à une augmentation de capital d'Iberia de 130 milliards de pesetas (5,2 milliards de francs) pour combler ses pertes (41,5 milliards de francs en 1994). Bruxelles demande qu'Iberia cède sa participation de 85 % dans Aerolíneas argentines.

■ BHP : le groupe minier australien a lancé vendredi 1<sup>er</sup> décembre une offre d'achat de 2,5 milliards de dollars australiens (environ 9,2 milliards de francs) sur le producteur de cuivre américain Magma Copper Co. Cette fusion permettrait à BHP de devenir le deuxième producteur mondial de cuivre.

■ NTT : l'exploitant téléphonique japonais semi-public doit être démantelé, selon le comité consultatif du gouvernement sur les réformes et la déréglementation, rapporte le Nihon Keizai Shimbun du vendredi 1<sup>er</sup> décembre. Cet influent comité doit remettre ses conclusions sur NTT au gouvernement vers la mi-décembre. Le ministère japonais des P&T est opposé au démantèlement de NTT.

■ MANNESMANN : le groupe allemand a annoncé vendredi 1<sup>er</sup> décembre le rachat de 25,01 % des parts de la société Krauss-Maffei AG, détenues jusqu'ici par Diehl GmbH, portant sa participation totale à environ 97 %. Mannesmann était déjà, depuis janvier 1990, actionnaire majoritaire de Krauss-Maffei, qui fabrique notamment le char Leopard.

■ CONCURRENCE : la cour d'appel de Paris a annulé vendredi 1<sup>er</sup> décembre les condamnations des sociétés Spie-Tindell, Entreprise industrielle et Cegelec prononcées le 3 janvier dernier par le Conseil de la concurrence pour une entente illicite dans un appel d'offres lancé par EDF en 1988. La Cour d'appel relève que le ministre de l'économie avait saisi le Conseil de la concurrence le 6 décembre 1989 et que « la prescription était acquise lorsque ont eu lieu les premières auditions par le rapporteur le 25 mai 1993 ».

■ INTERHOTEL : la chaîne hôtelière de l'ex-Allemagne de l'Est va être sauvée de la faillite par ses banques créancières qui ont accepté de transformer la majorité de leurs prêts en capital. La Deutsche Bank, qui est la plus engagée, prendra 45 % du capital, et la direction. Réservé aux touristes étrangers du temps de la RDA, le groupe hôtelier privatisé accuse une perte de 3,1 milliards de marks (10 milliards de francs).

François Renard

## Le trente-cinquième Salon nautique sous petite voile

SORTIE prudemment d'une crise de trois ans en 1993-1994, l'industrie française aborde le trente-cinquième Salon nautique qui se tient du 2 au 11 décembre à Paris (Le Monde du 1<sup>er</sup> décembre) avec une certaine inquiétude. Nouvelles dispositions fiscales, chute des achats de biens durables et morosité générale : les constructeurs de bateaux envisagent avec appréhension l'hiver 1995 et même les deux prochaines années.

Le secteur avait vu son activité se stabiliser en 1994-1995, (exercice du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août) avec un chiffre d'affaires de 2,15 milliards de francs contre 2 milliards de francs en 1992-1993 et 3 milliards de francs, au plus haut, en 1990. Le premier semestre de l'exercice 1995 (entamé en septembre 1994) avait enregistré une reprise notable des commandes. Annette Roux, présidente de Beneteau et, à l'époque, de la Fédération des industries nautiques, prévoyait une progression de 6 % du chiffre d'affaires des constructeurs en 1995 et de 8 % en 1996. A partir de mars 1995, un net coup d'arrêt a été porté à la reprise, peu avant les élections. Le Salon de Cannes, début septembre 1995, redonnait un peu d'espoir, cassé net au Grand Pavlovski, huit jours après, par l'an-

nonce de la réforme fiscale. Cette dernière supprimait, pour les bateaux, le bénéfice de la décaissement de la loi Pons, et celui de la procédure de BIC en métropole, qui permet, dans certaines conditions, de déduire du revenu personnel, les frais d'achat d'un bateau, en général assez gros (au-dessus d'un million de francs) par le biais de sociétés de location plus ou moins régulières.

C'était le « coup de bambou » pour la construction nautique, qui pouvait perdre ainsi plus de 30 % de son chiffre d'affaires. Le bénéfice de la loi Pons fut rétabli illico, mais celui des BIC reste, en principe, supprimé. Une possibilité reste ouverte aux investisseurs particuliers d'obtenir une dérogation en se rattachant au régime des porteurs de parts de bateau de commerce (quintaires), qui resteraient très décaissés.

Sur une flotte de 850 000 bateaux, doublée en huit ans, la demande ne porte guère que sur le renouvellement. L'ennui est que les coques en matière plastique durent très longtemps, deux à trois fois plus que les voitures. La première coque construite en ce matériau, livrée en 1967, celle de l'Arpège de Dufour, navigue toujours :

une catastrophe pour les fabricants ! En outre, le volume des transactions annuelles sur le marché de l'occasion représente deux fois et demie celui du neuf. Pour l'exercice clos en septembre, celui-ci s'est élevé à 17 600 unités, dont 2 650 voiliers et 13 950 bateaux à moteur, contre 18 215 l'an dernier.

Une restructuration sévère de la profession va se produire. « Le soleil noir de la réalité est en train de se lever », prédit un observateur sagace. L'un des deux grands chantiers, Jeanneau, 600 millions de chiffre d'affaires et 900 salariés, a déposé son bilan au début du mois de novembre dernier. Après avoir mis en redressement judiciaire, le tribunal de commerce de La Roche-sur-Yon décidera, le 8 décembre, si son activité pourra se poursuivre ou si sera vendue (Le Monde du 2 décembre).

Le chantier Gibert qui construit les Gibsea (70 millions de francs de chiffre d'affaires et 18 millions de pertes cumulées) vient d'être vendu par la famille Gosset aux frères Van Gaver (deux Français). La société Couach d'Arcachon (250 millions de francs de chiffre d'affaires) a été cédée à un groupe hollandais. Le chantier Kirié (famille Chauffour), mis en redressement judiciaire en 1993, n'a plus que cin-

quante salariés, et Jeantot Marine n'est pas très à son aise.

Cette restructuration pourrait aboutir au maintien d'un ou deux grands constructeurs. Le premier sera certainement Beneteau, qui s'en tire honorablement avec 700 millions de chiffre d'affaires (+8,3 %) et un retour aux bénéfices (4,6 millions de francs cette année et plus de 20 millions de francs prévus l'an prochain), grâce à une Europe en reprise (24 % des ventes), à une zone américaine qui représente 33 % des ventes, la France ne comptant plus que pour 35 % du chiffre d'affaires. Le second sera, peut-être, Jeanneau.

A l'autre extrémité, on trouvera des « niches » très profitables : Alubat d'Yves Roucher, nouveau président de la Fédération, un véritable petit bijou avec 6 millions de francs de bénéfice et 22 millions de francs de trésorerie nette pour 35 millions de francs de chiffre d'affaires ; Amel à La Rochelle et ses bateaux de luxe pour particuliers fortunés ; Dufour et Sparks d'Olivier Boncin et les catamarans prospères de Fontaine-Pajot. Que restera-t-il au milieu ? Peut-être Gibert et Kirié, mais solidement arimés ou repris.





150 millions

# Crédits, changes et grands marchés

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### La baisse des taux et la garantie de l'Etat

LA BAISSÉ des taux d'intérêt incite les emprunteurs à remplacer des dettes anciennes par d'autres qui leur coûteront moins cher à servir. Il n'y a rien de plus naturel, et pourtant c'est un sujet dont on se préoccupe sur le marché international des capitaux, car il pose la question de la garantie accordée par l'Etat aux transactions de certains établissements financiers français.

Nombres étaient naguère ceux qui bénéficiaient de cette précieuse garantie lorsqu'ils se procuraient des ressources en devises. Aujourd'hui, c'est un privilège exceptionnel réservé à deux entreprises seulement : la Caisse française de développement et la Banque française du commerce extérieur. Et encore ne peuvent-elles s'en prévaloir que dans quelques cas bien précis : la première, quand elle pourvoit aux besoins de la France pour sa contribution au Fonds monétaire international ; la seconde, quand elle agit pour le compte de l'Etat dans le cadre de procédures publiques d'aide à l'exportation.

Il résulte de cette rareté de la garantie que les investisseurs s'interrogent sur la qualité intrinsèque de beaucoup de nouvelles transactions françaises. Leur prudence est légitime. Elle s'explique

par les déboires essuyés récemment par plusieurs emprunteurs au nom prestigieux depuis qu'ils sont livrés à eux-mêmes. La chute des cours des obligations du Crédit foncier de France a mis la puce à l'oreille.

Nul n'est désormais à l'abri du soupçon, mais même les investisseurs les plus timorés ayant tout passé au crible ont eu tôt fait de dissiper leurs craintes pour ce qui est des débiteurs qui ont encore en circulation des emprunts garantis par l'Etat. Les émissions les plus récentes ne risquent rien, parce que cette protection s'étend normalement aux opérations non garanties. Cela tient à une clause dite de « défaut croisé » dont elles sont assorties et qui s'appliquerait si le pire arrivait. La présence de cette clause est une sorte d'assurance, parce qu'elle met sur un pied d'égalité les emprunts de premier rang, ceux qui sont garantis et les autres.

C'est dans ce contexte que le repli des taux d'intérêt - et le remplacement d'anciennes transactions qu'il peut susciter - prend toute son importance. Petit à petit, le nombre d'opérations garanties diminue, soit parce qu'elles viennent à échéance en bout de course, soit parce que les bénéficiaires s'étaient au départ laissés

possibilité de les rembourser par anticipation et qu'ils jugent le moment opportun de les dénoncer. La Banque française du commerce extérieur va ainsi rembourser en février prochain deux euro-émissions libellées en deutschemarks qui auraient dû courir l'une jusqu'en 1997, l'autre jusqu'en 1998. Il est probable qu'elle les remplacera par une nouvelle émission dans la même monnaie, et, comme elle agira dans son rôle officiel pour le compte de l'Etat, cette nouvelle affaire sera garantie.

Précisons que la BFCE conservera son activité de bras financier de l'Etat même si, comme il est prévu, elle était privatisée pour entrer dans le giron du Crédit national. Ajoutons que cette même entreprise a récemment dénoncé un emprunt en dollars qui avait, à l'époque de son lancement, fait l'objet d'un contrat d'échange de façon à lui procurer des francs français. Cette transaction devrait être remplacée sous peu par une autre, garantie elle aussi, émise directement en francs.

Le compartiment des emprunts internationaux en francs français a bien résisté, ces derniers jours, aux pressions ambiantes. Il a accueilli deux nouvelles euro-émissions de 500 millions chacune, qui sont des réussites. La première était réalisée pour le compte de la Compagnie bancaire, et sa direction était assurée par le Crédit commercial de France. Le débiteur de la seconde est une banque allemande de tout premier plan, la Deutsche Girozentrale-Deutsche Kommunalbank, qui se présentait par l'intermédiaire de la banque Indosuez.

Christophe Vetter

## DEVICES ET OR

### Faiblesse du deutschemark

LES MALHEURS du franc ont quelque peu éclipsé, en France, l'événement majeur observé cette semaine sur le marché des changes internationaux, à savoir le brutal accès de faiblesse du deutschemark. La monnaie allemande est tombée, vendredi, jusqu'à un niveau de 1,4509 mark face au dollar, son cours le plus faible depuis le 21 septembre. Elle a également cédé du terrain face à la devise japonaise (69,83 yens) et face à l'ensemble des monnaies européennes, franc excepté. La lire italienne a progressé de 1125 lire à 1108 lire pour 1 deutschemark.

La monnaie allemande souffre des anticipations de baisse des taux directeurs de la Bundesbank. Celle-ci rendrait les placements à court terme libellés en marks moins rémunérateurs et moins attractifs. Si

le conseil de la banque centrale allemande a choisi, jeudi, de ne pas modifier sa politique monétaire, les analystes considèrent néanmoins qu'un assouplissement interviendra tôt ou tard.

Plus que par les anticipations de réduction des taux outre-Rhin, le deutschemark est pénalisé, selon certains experts, par la défiance croissante des investisseurs à l'égard de l'économie allemande. Cette dernière connaît des difficultés conjoncturelles (la croissance serait limitée à 1,4 % pour la partie occidentale en 1996 selon les spécialistes de la Deutsche Bank) mais aussi structurelles. La politique de redressement des comptes publics connaît des déboires. « Des coupes efficaces dans la structure des dépenses publiques n'ont pas été faites. Il faut de façon urgente rattraper le retard dans ce domaine si l'on veut conserver une certaine efficacité à la politique budgétaire et prendre en compte les exigences du traité de Maastricht », a sévèrement jugé le conseil des cinq « sages », un comité d'experts économiques désignés par le gouvernement allemand.

La capacité de l'Allemagne à respecter les critères de convergence fixés par le traité de Maastricht, considérée il y a peu de temps en-

core comme un fait acquis par les investisseurs, n'apparaît plus aujourd'hui aussi évidente.

L'Allemagne ne faisant plus figure d'élève modèle, le deutschemark perdrait par là-même son statut de monnaie refuge. De nombreux analystes contestent ce scénario, ils observent que les difficultés de l'Allemagne, aussi grandes soient-elles, apparaissent minimes comparées à celles de ses principaux voisins et en particulier de la France.

P.-A. D.

L'OR		Cours 29-11	Cours 1 <sup>er</sup> -12
Or fin (t. barre)		59 800	62 100
Or fin (en lingot)		60 250	62 600
Pièce française (20F)		347	359
Pièce française (10F)		349	361
Pièce suisse (20F)		345	359
Pièce latine (20F)		344	358
Pièce turkmenne (20F)		341	343
Souverain		447	454
Souverain Elisabeth II		435	447
Demi-souverain		285	285
Pièce de 20 \$		2 500	2 500
Pièce de 10 \$		1 250	1 250
Pièce de 5 \$		600	600
Pièce de 50 pesos		2 245	2 295
Pièce de 20 marks		445	445
Pièce de 10 florins		359	374
Pièce de 5 roubles		269	269

\* Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

### COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 27 NOVEMBRE AU 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE

DEVISE	New York	Paris	Zurich	Francfort	Bruxelles	Amsterdam	Milieu	Tokyo
	1 <sup>er</sup> -12	1 <sup>er</sup> -12	1 <sup>er</sup> -12	1 <sup>er</sup> -12	1 <sup>er</sup> -12	1 <sup>er</sup> -12	1 <sup>er</sup> -12	1 <sup>er</sup> -12
Libre	1,5385	1,5408	1,5402	1,5402	1,5402	1,5402	1,5402	1,5402
\$ E.U.	1,4509	1,4509	1,4509	1,4509	1,4509	1,4509	1,4509	1,4509
Franc français	19,3641	19,3641	19,3641	19,3641	19,3641	19,3641	19,3641	19,3641
Franc suisse	85,1426	85,1426	85,1426	85,1426	85,1426	85,1426	85,1426	85,1426
Deutschemark	69,1467	69,1467	69,1467	69,1467	69,1467	69,1467	69,1467	69,1467
Franc belge	3,3658	3,3658	3,3658	3,3658	3,3658	3,3658	3,3658	3,3658
Florin	61,7465	61,7465	61,7465	61,7465	61,7465	61,7465	61,7465	61,7465
Lire italienne	0,00023	0,00023	0,00023	0,00023	0,00023	0,00023	0,00023	0,00023
Yen	0,005222	0,005222	0,005222	0,005222	0,005222	0,005222	0,005222	0,005222

## MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Les taux dans la tourmente sociale

L'EXTENSION des conflits sociaux a mis cette semaine un terme à la détente monétaire observée depuis la fin du mois d'octobre. Au cours de cette période, les échéances à trois mois avaient reculé de 7,3 % à 5,2 %. Elles sont remontées, vendredi soir, à 6,35 %, après s'être hissées, en début de matinée, jusqu'à 6,70 %. L'écart avec l'Allemagne s'est élargi à 2,5 %.

Jusqu'à mercredi, les investisseurs étrangers, dans leur immense majorité, n'avaient guère prêté d'attention aux mouvements de grève dans la fonction publique. Les difficultés dans le secteur des transports ne constituaient pas un motif sérieux de préoccupation. Elles font, selon eux, presque partie du paysage français. Les grèves à répétition des compagnies aériennes françaises ont contribué à entretenir, à l'étranger, cette image.

La contagion du mouvement à d'autres catégories de fonctionnaires et la diffusion sur les chaînes

de télévision étrangères d'images montrant Paris totalement paralysé par les embouteillages ont fini par leur faire prendre conscience qu'il ne s'agissait pas là d'une crise ordinaire. Le choc, sur les marchés financiers, a été d'autant plus brutal que l'indifférence initiale avait été grande.

Les opérateurs étrangers s'interrogent sur les risques de contagion au secteur privé et sur la capacité d'un gouvernement au plus bas dans les sondages à pouvoir résister à la colère des fonctionnaires. Les difficultés qu'ils éprouvent à pouvoir évaluer précisément, à des milliers de kilomètres de distance, l'ampleur réelle de la protestation sociale constitue pour eux une raison supplémentaire de se montrer prudents et de se tenir à l'écart du marché français. L'incertitude sociale et politique - des rumeurs de démission du premier ministre ont circulé mercredi - expose leurs placements libellés en francs à un risque élevé qu'ils ne peuvent sup-

porter. Dans ce contexte, ils préfèrent transférer leurs actifs financiers vers des pays plus stables politiquement et moins agités socialement, au premier rang desquels figure l'Allemagne. L'élargissement de l'écart de rendements entre les emprunts d'Etat français et allemands à dix ans a reflété ce mouvement de bascule. Alors qu'il s'inscrivait à 0,60 % lundi, il est remonté à plus de 0,85 % vendredi (6,99 % en Allemagne, 6,14 % en France).

#### LA HAUSSE DU « J »

Selon de très nombreux professionnels, l'attitude de la Banque de France, jeudi, a contribué à alimenter les tensions observées sur les taux d'intérêt à court terme. L'institut d'émission, en début de matinée, a laissé le taux de l'argent au jour le jour - le « J » - se tendre de un seizième de point. Celui-ci est remonté de 5,13 % à 5,19 %. Cette hausse, aussi minime soit-elle, s'est traduite par un décrochage du contrat Pibor 3 mois du Matif (-25 centimes). La hausse du « J » n'a pas seulement dramatisé une situation qui ne demandait qu'à l'être. Elle a aussi été interprétée comme le prélude à un resserrement de la politique monétaire française.

Les opérateurs considèrent en effet - à tort - le taux de l'argent au jour le jour comme une sorte de troisième taux directeur de la Banque de France. L'institut

d'émission a renforcé ce sentiment en pilotant avec doigté sa baisse, au cours des dernières semaines, par des petites réductions de un seizième de point. En réalité, le « J » n'est plus aujourd'hui, comme il l'était dans le passé, entièrement contrôlé par l'institut d'émission. Il est également déterminé par l'évolution des rendements de marché. Ces derniers s'étant tendus mercredi après-midi, le taux de l'argent au jour le jour a été automatiquement tiré vers le haut jeudi matin. D'où un malentendu, aux graves conséquences, entre la Banque de France et les investisseurs. Ce qui n'était qu'un mécanisme de marché a été interprété comme un message de l'institut d'émission. Vendredi matin, ce dernier a d'ailleurs joué la carte de l'apaisement en maintenant inchangé le taux de l'argent au jour le jour, permettant un reflux immédiat des rendements de marché. Les analystes soulignent que la Banque de France, qui approuve le plan de réforme de la sécurité sociale, fera tout pour éviter d'accroître la pression sur le gouvernement en relevant ses taux directeurs.

Le gouvernement se retrouve aujourd'hui dans une position très inconfortable, confronté en même temps à la colère des fonctionnaires et à l'inquiétude des marchés financiers, les revendications des deux parties apparaissant rigoureusement opposées. Le premier mi-

nistre sait - l'accès de faiblesse du franc lui en donne un aperçu - que s'il cède aux premiers, il déplaira aux seconds. A peine sorti d'une crise sociale, il retomberait alors dans une crise monétaire d'une ampleur probablement sans commune mesure avec celle du mois de septembre. S'il abandonnait un pouce de terrain sur son projet de réforme de la sécurité sociale, la sanction des investisseurs serait immédiate et sévère. Elle se traduirait par une forte hausse de la prime de risque sur les taux d'intérêt français, laquelle compromettrait l'ensemble de la politique économique du gouvernement. La croissance, déjà très faible, risquerait de connaître un ralentissement supplémentaire, l'assainissement des finances publiques serait remis en cause, tout comme la capacité de la France à respecter en temps voulu les critères de convergence

imposés par le traité de Maastricht. Le conseil de la Bundesbank s'est refusé, jeudi, à faire le geste qui aurait permis d'apaiser, au moins en partie, les tensions sur les marchés financiers français. Il a laissé inchangés ses deux principaux taux directeurs. Les opérateurs espéraient un geste de la banque centrale allemande, compte tenu de l'essoufflement marqué de l'économie outre-Rhin (croissance nulle au troisième trimestre), du faible niveau d'inflation (+1,5 % sur un an en novembre) et de l'évolution modérée de la croissance monétaire (+1,8 % au mois d'octobre). Les analystes continuent à anticiper une baisse d'un demi-point du taux d'escompte au cours des prochaines semaines. Pour les marchés financiers français, le plus tôt serait le mieux.

Pierre-Antoine Delhommeais

MATIF	Echéances 1 <sup>er</sup> -12	Volume	Dernier prix	Plus haut	Plus bas	Premier prix
NOTIONNEL 10 %						
Déc. 95	170 655	819,23	119,56	118,68	119,37	
Mars 96	14 682	118,54	118,68	118,32	118,80	
Juin 96	480	118,62	119,04	118,69	119,04	
Sept. 96					118,30	
PIBOR 3 MOIS						
Déc. 95	95 049	93,29	93,68	93,29	93,51	
Mars 96	32 421	94,15	94,40	94,15	94,24	
Juin 96	12 680	94,90	94,76	94,50	94,68	
Sept. 96	5 420	94,68	94,85	94,64	94,79	
ECU LONG TERME						
Déc. 95	1 815	90,14	90,38	90,04	90,32	
Mars 96	412	89,38	89,30	89,18	89,24	

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Céréales en grève, produits tropicaux en berne

LES CÉRÉALES ne quittent pas les sommets. A Londres, le blé coûte 127 livres la tonne depuis le milieu de la semaine. Le marché reste à la fois calme et ferme, attentiste et sûr de nouvelles acquisitions. De quelle origine ? Le mystère demeure mais des transactions sont, de toute évidence, en train de se nouer. Les négociants acceptent d'en parler lorsque les contrats seront signés.

Par contre, les céréaliers exportateurs se plaignent plus volontiers de la grève des cheminots. Michel Soufflet, premier exportateur européen de céréales, affirme se trouver dans une impasse. « Nous n'avons pas les capacités de stocker plus d'une dizaine de milliers de tonnes et la grève des trains nous empêche

d'expédier nos céréales. » De son côté, Champagne Céréales, première coopérative européenne de collecte estime « avoir 50 000 tonnes de céréales en souffrance et subir une situation qui empire de jour en jour ». Le directeur général, Benoît Arnould a indiqué que la coopérative « allait payer des pénalités pour les bateaux laissés vides à quai ». Plus grave « un millier de tonnes de semoule de maïs destinée à l'Afrique dans le cadre de l'aide alimentaire est également bloqué ».

#### WEATHER MARKET

Chicago, première Bourse mondiale des céréales, est entrée, quant à elle, en effervescence : des rumeurs d'achats circulent à propos de l'Afrique du Nord (Maroc et Algérie notam-

ment). Par ailleurs, un temps sec sévit aux Etats-Unis. Les opérateurs n'échappent pas aux caprices du weather market et sont d'autant plus inquiets qu'ils ont déjà subi deux mauvaises années.

Dans ce contexte, même les prévisions du Conseil international des céréales (CIC), d'ordinaire très écouté, sont sujettes à caution. Cet organisme d'Etat qui ne tient probablement pas à ce que les prix flambent, n'hésite pas à affirmer que la récolte mondiale « reviendra à des niveaux confortables lors de la saison prochaine ». « Confortable » pour le CIC signifie 555 millions de tonnes, soit environ 5 % de plus que les deux dernières campagnes (une campagne s'échelonnera entre le mois de juillet et le mois de juin de l'année suivante). Les Etats-Unis sont en panne de stocks et les négociants savent que, quelle que soit la volonté exportatrice de l'Oncle Sam, une troisième campagne aussi calamiteuse que les deux précédentes se traduirait automatiquement par le seul approvisionnement du marché intérieur.

Les Etats-Unis consomment un peu moins de la moitié de leur blé, mais les quatre cinquièmes de leur maïs ! L'Europe n'a pas hésité à se retirer cette année du marché mondial faute de marchandise ; elle n'a pas délivré les autorisations nécessaires pour que les négociants puissent exporter. Les Etats-Unis ne manqueront pas de suivre cet exemple, pensent les opérateurs, s'ils ne peuvent regagner leurs stocks. « Comment le Conseil international des céréales peut-il être aussi affirmatif », se demande un intervenant de la filière, « d'ici au mois de juillet, la météo a le temps de passer par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel ».

#### LE CAFÉ EN TRISTE POSTURE

A l'opposé, les cours du café restent déprimés, malgré la diminution des stocks mondiaux. La consommation de cette boisson, considérée comme luxueuse au siècle dernier, est victime aujourd'hui de désaffection. Les opérateurs sont rassurés : la marchandise ne manque pas et le Brésil qui, en janvier, portait l'étendard de la révolte contre les pays consommateurs en décidant de ne vendre son café qu'au compte-gouttes, adopte une at-

titude résolument inverse. Par ailleurs, le Brésil enlève toute crédibilité au plan de rétention car il étudie actuellement « la possibilité d'utiliser son stock de café comme garantie pour obtenir des prêts internationaux ». Cette déclaration du président de la Fédération brésilienne des exportateurs de café, Oswaldo Aranha, à l'agence Reuter a eu l'effet d'une douche froide. Écouler un stock, et de surcroît l'annoncer, semble maladroit : ces volumes encombreront le marché et vont à l'encontre de

toute tentative de renchérissement des prix. Pour ne rien arranger, le président du Conseil national du café, Gilson Ximenes, a donné une estimation des quantités concernées : 5 millions de sacs de 60 kilos.

Outre le problème de la quantité, se pose celui de la qualité : de l'avis des opérateurs, elle sera défectueuse. Le café entreposé depuis trop longtemps perd de son arôme. Les torréfacteurs n'ont que faire de cette denrée.

Marie de Varney

LES MATIÈRES PREMIÈRES		Nickel à 3 mois	8 265	8 360
MÉTALLS PRÉCIEUX (New York)				
Argent à terme		5,23	5,37	
Platine à terme		424	413	
Palladium		155,25	131,25	
GRAINES ET DENRÉES				
Blé (Chicago)		5,02	5,02	
Maïs (Chicago)		3,58	3,57	
Orzaie soja (Chicago)		6,83	6,83	
Tourn. soja (Chicago)		21,50	21,2	
R. de terre (Londres)				
Orge (Londres)		107,60	118	
SOFTS				
Cacao (New York)		1 329	1 312	
Café (Londres)		2 545	2 135	
Sucre blanc (Paris)				
OLEAGINEUX, AGRUMES				
Coton (New York)		0,73	0,55	
Jus d'orange (New York)				

## AUJOURD'HUI

COMMUNICATION

**AUDIOVISUEL** Avec le dernier sondage Médiamétrie qui lui donne 17,6 % d'audience cumulée, RTL boucle sa treizième année consécutive de numéro un des radios françaises.

Une position que la station prône ainsi généraliste a gagné en respectant l'héritage des anciens et en évoluant en douceur, sans jamais brusquer ni déstabiliser ses auditeurs. ● AU FIL

DES ANNÉES, le « moule » RTL s'est ainsi imposé aux animateurs et aux journalistes autour de quelques règles simples comme la proximité et l'interactivité. ● DES RECETTES qui

ont largement inspiré par la suite les autres radios. Face aux défis de la fin du siècle, RTL a choisi de mener une politique active de décrochages locaux, afin d'être « plus près » de son

public, et de s'ouvrir aux nouvelles technologies. La station généraliste est aujourd'hui relayée en FM par satellite et se prépare au DAB, pour un meilleur confort d'écoute.

## RTL demeure, depuis treize ans, la radio la plus écoutée

La station a su évoluer au fil des années sans virages brusques ni bouleversements susceptibles de déstabiliser des auditeurs restés fidèles à des équipes qui mettent en avant la proximité et l'interactivité

À RTL, l'héritage est un principe. La mémoire, une valeur. Rue Bayard, on n'hésite pas à citer les anciens, à se référer à ceux qui ont créé la station ou qui ont tenu l'antenne durant des années. Le patrimoine qu'ils ont laissé nourrit cet esprit de continuité que Jacques Rigaud, président de RTL et administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), la maison mère, qualifie de « quasi biologique » et qui est une des clés de la réussite de la station privée.

Une continuité qui apparaît dans les programmes – longévité des émissions, permanence des voix – mais aussi dans un organigramme qui reste imperméable aux changements de gouvernement. Jacques Rigaud est président de RTL depuis quinze ans, Rémy Sautter et Philippe Labro occupent les postes de vice-présidents depuis 1985, et Olivier Mazerolle celui de directeur de l'information, depuis 1986.

Première radio de France depuis treize ans – le sondage Médiamétrie de septembre-octobre lui donne 17,6 % d'audience cumulée –, RTL a évolué sans virages brusques ni bouleversements susceptibles de déstabiliser l'auditeur. Bien que de personnalités, de styles et de profils différents, les directeurs d'antenne qui se sont succédés à la tête de la station – Jean Farran, Raymond Castans puis Philippe Labro – ont réussi à apporter leur touche personnelle tout en respectant cette ligne de

conduite d'une progression en douceur. « RTL a gardé sa personnalité et son public car chacun de ses dirigeants a su se couler dans le moule et tirer le meilleur de tous ceux avec qui il travaillait », remarque Jacques Rigaud. Aujourd'hui, Philippe Labro maintient le cap, en affirmant : « Depuis mon arrivée, je fonde ma conduite sur une phrase de Nietzsche, la révolution avance à patte de colombe. »

## UN JOLI SLOGAN

Le « moule RTL » n'est pas un vain mot. Il fonde la personnalité de RTL, depuis sa création, et s'appuie sur quelques règles : la proximité, l'interactivité, l'équilibre entre une information dense et du divertissement varié.

« RTL, c'est vous. » La formule utilisée, il y a vingt ans, par Jacques Farran pour lancer « Allô Luxembourg » (une matinée entièrement dédiée aux auditeurs) n'a pas seulement fourni à la radio un joli slogan, elle a jeté les bases de sa philosophie. Bien avant que les mots n'apparaissent et ne soient galvaudés, elle a fait de la proximité et de l'interactivité les deux piliers du fonctionnement de la généraliste. « Être un média populaire signifie pour nous que tout le monde puisse nous écouter. On s'applique donc – et en particulier sur l'information – à être clair, simple et précis. Même la texture des voix ne doit pas être élitiste. Tout le monde doit s'y reconnaître. On a choisi d'être familier sans être vulgaire, explicite sans être pédagogue et on refuse le pa-

rtisanisme pour privilégier l'ancrage sur tout le territoire », souligne Philippe Labro.

Cette attention portée aux auditeurs passe aussi par le dialogue. « Malice... au pays des merveilles » (8 h 30-10 heures), « Le Cekoïdon » (10-11 heures), « La Clé des mondes » (11-13 heures), « Les auditeurs ont la parole » (13 h 30-14 heures), « La vie c'est la vie » (14 heures-15 h 30), « Les Grosses

généralistes » (15 h 30-18 heures), « Opinion publique » (18 h 30-19 heures), « Tous les coups sont permis » (19-21 heures)... autant d'émissions qui invitent le public à prendre la parole.

## Dix « éditions locales » en province

S'appuyant sur son réseau en modulation de fréquence, RTL a décidé de mener une politique active de décrochages locaux d'information. Le 9 janvier, elle était la première radio, devant Europe 1 et RMC, à créer des « éditions locales » de cinq minutes à Bordeaux, à Lyon et à Nancy. Elle a poursuivi avec Lille, Marseille, Nantes, Nice, Rouen, Strasbourg et Toulouse. Ces dix villes diffusent désormais un journal quotidien, de 7 h 22 à 7 h 28, fait et présenté par des journalistes débutants.

Traditionnellement diffusée en grandes ondes, RTL est aujourd'hui relayée en FM par satellite dans 130 sites français. L'ensemble des émetteurs est équipé en RDS, système qui permet l'écoute de la station en FM tout au long d'un axe routier sans avoir à changer de fréquence, le RDS se chargeant lui-même de capter l'émetteur le plus proche. Enfin, RTL se prépare au DAB, système de diffusion sonore numérique capable d'offrir aux auditeurs un confort d'écoute équivalent à celui d'un disque compact.

RTL prend d'ailleurs soin d'entretenir ce sentiment à travers sa politique de communication. « Nous faisons beaucoup de publicité car, en tant que radio, nous n'avons pas la maîtrise de l'image », note Philippe Labro. Le logo RTL apparaît partout ; il est « sur toutes les avenues de la vie », comme le souligne son directeur : dans la va-

riété, le sport, le théâtre, la musique classique, les associations caritatives, les maillots de football de la Coupe du monde... RTL affiche sa mission haut et fort : elle veut accompagner, à tous les moments et en tous lieux, la vie de ses auditeurs à l'image de sa dernière campagne, qui déclinait le thème : « Essentiel RTL ».

## L'INFORMATION POUR TOUS

Axe majeur de sa programmation – six heures d'antenne par jour –, l'information a, elle aussi, définitivement choisi son camp : s'adresser au public plutôt qu'à la profession. RTL a l'ambition de donner le maximum d'infos à un maximum de personnes. « Une généraliste populaire ne doit pas seulement s'adresser à une partie de la population mais à toutes les catégories sociales et à toutes les tranches d'âge », précise Olivier Mazerolle. À RTL, même si on privilégie l'information nationale, on ne fait pas l'impasse sur l'étranger ; simplement, on s'interroge sur la formulation et l'angle qu'on doit donner à l'information parce qu'il faut amener l'auditeur à se sentir concerné. La proximité passe aussi par une politique de décrochages locaux – RTL compte dix journaux d'info locale (7 h 22-7 h 28) – qui semblent présager de bons résultats.

Tout en restant fidèle aux grandes lignes d'une politique fixée il y a une quinzaine d'années, l'information, comme les programmes, a évolué sans heurter

ses auditeurs. Les équipes ont cherché à s'adapter aux nouvelles tendances et à faire face aux exigences du marché et de la concurrence.

« Écoutée par un très large public, RTL n'a jamais abandonné l'idée de pouvoir gagner certaines catégories sociales – comme les cadres – qui écoutaient d'autres radios, souligne Olivier Mazerolle. Nous avons progressivement augmenté le volume d'information, installé des émissions comme « Controverses », « Opinion publique », « Electron libre » (une tranche d'infos pour la jeunesse), et avons avancé à 6 heures le journal continu du matin. Enfin, nous avons fait de gros efforts sur la rigueur. »

Résultat, dans le domaine de l'information, RTL arrive en tête des radios depuis douze ans. Les journaux offrent à la station ses plus forts taux d'écoute : 25,6 % de parts de marché de 5 à 6 heures, 22,3 % entre 6 et 7 heures, 25,9 % à 13 heures.

Le refus d'un quelconque élitisme ne dicte pas seulement les décisions prises par ses équipes, elle crée, au sein de la radio, un esprit particulier. « C'est une radio qui laisse à ses animateurs le temps de se former et de faire leur chemin, remarque Evelyn Pagès, qui a commencé sa carrière à RTL en 1965 dans le « Carripiot ». La station sait vous garder et vous y êtes attachés, comme à une famille. » Un sentiment que semblent partager ses auditeurs.

Veronique Cauhapé

## SPORTS

## Les Russes espèrent s'imposer en Coupe Davis

La lenteur des courts en terre battue de Moscou surprend les joueurs américains

LA FINALE de Coupe Davis inédite que l'équipe américaine comptait pouvoir aborder comme une formalité a pris un tour inattendu. Les joueurs se croyaient couverts sur tous les fronts. Hébergés et nourris dans un hôtel sous gestion américaine situé face au théâtre du Bolchoï, les porteurs de la bannière étoilée ne craignaient personne. Ils ont donc courtoisement affirmé leur intérêt pour la ville. Ils n'avaient, en réalité, qu'une idée : rapporter au pays le « saladier sacré » pour la trente et unième fois depuis 1900.

C'était avant. Avant qu'ils ne découvrent la lenteur du court en terre battue et la lourdeur des balles choisies, exaspérantes pour leur conception du tennis-éclair. Avant qu'André Agassi, toujours blessé, ne leur fasse faux bond, même s'il s'est déplacé avec son copain-sosie, Rick McKe. Même si, tous deux vêtus du survenant d'une équipe nationale avec laquelle McKe n'a rien à voir, ils ont suivi les matches d'un œil morne. C'était avant qu'on s'interroge sur les véritables motifs de la présence du joueur de Las Vegas. Avant qu'on se

demande si l'habilleur officiel des deux meilleurs joueurs mondiaux n'a pas prévu une séance de photos sur la place Rouge pour ces mannequins-vedettes.

C'était avant que le numéro un mondial, Pete Sampras – souvent en panne de service et à la peine sur son coup droit – ne fût la catastrophe face au 92<sup>e</sup> joueur mondial : Andreï Chesnokov. Avant qu'il ne s'écroule sur le court terrassé par des crampes dans les jambes, incapables d'aller serrer la main de son adversaire. Avant que Jim Courier, double vainqueur de Roland-Garros et de l'open d'Australie, ne s'incline en trois manches face à Kafelnikov, un droitier insolent, solide et brillant, mais aussi flegmatique de vingt et un ans qui ignore la pression d'une finale du Grand Chelem. C'était avant que la vieille magie qui fait l'incertitude des rencontres de Coupe Davis n'opère.

Sampras a laissé les Moscovites sur une image saisissante : le bout de ses chaussures raclant la terre battue, soutenu par les soins américains, il a été évacué comme une victime. Une heure après son match,

l'émotion et le stress oubliés, il a déclaré : « Cela m'a pris à trois fois par tout dans le cinquième set. J'ai beaucoup joué en salle et je n'étais pas prêt pour cette sorte de terre battue. »

Chesnokov peut pester. Il a assisté en spectateur privilégié au supplice vécu par son adversaire pendant cinq manches sans parvenir à tirer parti d'une surface qui lui convient à merveille. La frange en bataille, le Russe s'est irrité des commentaires désobligeants sur le choix de cette terre si brune qu'elle semble toujours gorgée d'eau.

Jim Courier, rouge comme un coq, casquette vissée à l'envers sur le crâne, est venu s'expliquer en compagnie de son capitaine. Depuis qu'il a cédé sa place de leader du tennis mondial, Courier s'est habitué à

la défaite. Celle-ci l'irrite mais il plaisante : « Depuis que je suis ici, je n'ai guère vu que ce court, le personnel du service d'étage de l'hôtel, un peu de neige et beaucoup d'obscurité. »

Il passe sur l'humiliation de la défection collective des coéquipiers de Kafelnikov qui ont quitté leur banc pendant les trois quarts du match. Le joueur russe affirme : « Il me croyaient incapable de battre Jim. Alors, ils sont partis. » Avec sur la chaise de capitaine Anatoly Lepschin, l'homme qui le suit à plein temps depuis plusieurs années, le Russe était paré. Il est tout de même resté un long moment sous le coup de sa victoire, incapable d'exprimer sa joie.

Patricia Jolly

## RÉSULTATS

## TENNIS

COUPE DAVIS Finale à Moscou  
P. Sampras (É-U) b. A. Chesnokov (Rus) 3-6, 6-4, 6-3, 6-7 (5-7), 6-4  
E. Kafelnikov (Rus) b. J. Courier (É-U) 7-6 (7-1), 7-5, 6-3

## BOXE

Championnat du monde des super-mouches (190)  
L'Américain Johnny Tapscott conserve son titre en battant le Mexicain Willy Salazar, par arrêt de l'arbitre à

la neuvième reprise, vendredi 1<sup>er</sup> décembre à Palm Springs (Californie).

## FOOTBALL

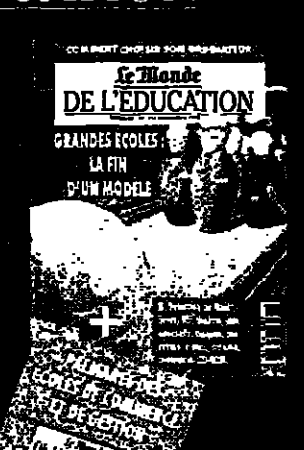
CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE  
1<sup>re</sup> journée (matchs avant)  
Bayer Leverkusen-SC Fribourg 0-1  
Werder Brême-FC Cologne 0-1  
Borussia Dortmund-Münch 1960 3-1

## NATATION

Meilleure performance mondiale en 200 m nage libre en petit bassin  
La Costaricaine Claudia Poll a battu la meilleure performance mondiale, détenue par Franziska van Almsick (all) 1 min 55 sec 84 en réalisant 1 min 55 sec 42 en finale des Championnats du monde de natation, vendredi 1<sup>er</sup> décembre à Rio de Janeiro

## Le Monde DE L'ÉDUCATION

- Grandes écoles : la fin d'un modèle. Sauront-elles s'adapter à la nouvelle donne européenne et mondiale ?
- Comment choisir son ordinateur ?
- Noël : quelques idées pour des cadeaux éducatifs.



DÉCEMBRE 1995 - 35 F

UNE PUBLICATION DU MONDE  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DU 1<sup>ER</sup> AU 16 DÉCEMBRE >>> Prix en fête

GRAND CHOIX DE LITS RELEVABLES  
Éléments composables, rangements, bibliothèques, petits meubles etc...

L'Armoire Universelle  
OUVERT DIMANCHE 3 & 10 DÉCEMBRE  
+ DE 20 MODÈLES EXPOSÉS

148, Av. Emile Zola - 75015 PARIS - Tél. 45 75 25 06

## Luc Alphand remporte la descente de Vail

VAINQUEUR de la dernière Coupe du monde de descente, Luc Alphand a remporté, vendredi 1<sup>er</sup> novembre, à Vail (Colorado), la première épreuve de vitesse de la saison masculine de ski alpin. Luc Alphand avait déjà remporté trois descentes de Coupe du monde la saison dernière, en réalisant le double à Kitzbuehel puis en remportant l'épreuve de Bormio. Il s'est imposé aux États-Unis d'une demi-seconde devant le Norvégien Lasse Kjus, qui prend la tête du classement général de la Coupe du monde, et devant l'Autrichien Patrick Ortlieb. Alors que le Norvégien avait réalisé le meilleur temps à l'entraînement, Luc Alphand était légèrement en retrait durant les jours précédant la course.

Parti avec le dossard n° 27, le skieur français a su se lâcher sur le parcours. « J'étais très calme, très détendu au départ, a déclaré Luc Alphand à la fin de l'épreuve. J'ai pris tous les risques pour l'emporter. Je suis satisfait parce que c'était la première course de la saison et que je veux vraiment conserver la Coupe du monde de descente. » Luc Alphand est âgé de trente ans. « Luch », comme l'appellent ses camarades de l'équipe de France, est originaire de Serre-Chevalier. Il a déjà donné rendez-vous à ses supporters français pour les prochaines épreuves de la Coupe du monde, qui doivent avoir lieu dans les Alpes, à Val d'Isère, à l'occasion du Critérium de la première neige.

Championnat de France de football 1<sup>re</sup> division

20 <sup>e</sup> journée									
Guingamp-Bastia	0-0	Angers-Ajaccio	0-0	Paris SG	4-2	Le Mans	2-2	Amiens	2-1
Colmar-Strasbourg	0-0	Montpellier-Toulon	0-0	Nantes	2-1	Metz	2-1	Stade de Reims	2-1
Le Havre-Strasbourg	2-0	Strasbourg	2-0	Montpellier	2-0	Amiens	2-1	Stade de Reims	2-1
Paris SG	4-2	Le Mans	2-2	Amiens	2-1	Stade de Reims	2-1	Metz	2-1
Angers-Ajaccio	0-0	Guingamp-Bastia	0-0	Colmar-Strasbourg	0-0	Le Havre-Strasbourg	2-0	Montpellier-Toulon	0-0
Nantes	2-1	Metz	2-1	Stade de Reims	2-1	Paris SG	4-2	Le Mans	2-2
Amiens	2-1	Strasbourg	2-0	Montpellier	2-0	Angers-Ajaccio	0-0	Guingamp-Bastia	0-0
Colmar-Strasbourg	0-0	Le Havre-Strasbourg	2-0	Montpellier-Toulon	0-0	Nantes	2-1	Metz	2-1
Strasbourg	2-0	Montpellier	2-0	Amiens	2-1	Stade de Reims	2-1	Metz	2-1

Classement									
1. Paris SG	42 pts	2. Le Mans	36 pts	3. Amiens	32 pts	4. Stade de Reims	30 pts	5. Metz	28 pts
6. Angers-Ajaccio	24 pts	7. Guingamp-Bastia	22 pts	8. Colmar-Strasbourg	20 pts	9. Le Havre-Strasbourg	18 pts	10. Montpellier-Toulon	16 pts
11. Nantes	14 pts	12. Strasbourg	12 pts	13. Montpelier	10 pts	14. Amiens	8 pts	15. Metz	6 pts
16. Angers-Ajaccio	4 pts	17. Guingamp-Bastia	2 pts	18. Colmar-Strasbourg	0 pt	19. Le Havre-Strasbourg	0 pt	20. Montpellier-Toulon	0 pt

27.11.1950



1500

# Sous l'empire des bonsaïs

Voilà un petit bout d'arbre oriental qui vous tient en permanence sous sa délicate tyrannie. Ce chef-d'œuvre est le cadeau le plus empoisonné que l'on puisse vous faire. Avec de la patience et de l'attention, il est pourtant domesticable

LE BONSAÏ est à peu près aussi difficile à entretenir qu'une nichée de colibris. Mais la commercialisation du premier est libre, quand celle du second est si sévèrement réglementée que la possession de cet oiseau est liée à un certificat de capacité que l'oiseleur ne peut obtenir qu'après avoir apporté la preuve de ses compétences d'éleveur. Si l'on y réfléchit bien, voilà pourtant deux créatures vivantes dont la première, pour ne pas attirer la compassion des amoureux de la nature, n'a que le désavantage d'être impossible. Il faudrait cependant s'intéresser au sort de ces grands arbres torturés, rapetissés par des ciseaux habiles à en conditionner le développement, avec au moins autant d'énergie que les citadins qui s'enchaînent aux arbres qu'ils ne veulent pas voir disparaître de leur environnement.

Des bonsaïs, en Occident, il s'en vend des vrais et des faux, des jeunes et des vieux, des « modèles » d'extérieur et d'autres, aussi frileux que des *beija flor* (« baise fleurs », nom donné par les Brésiliens au colibri). Il en crève des milliers peu de temps après leur achat. Le bonsaï est victime de sa perfection plastique, de son caractère décoratif et précieux qui en fait presque un objet, une sculpture. En sorte que les plus vieux, les plus beaux d'entre eux finissent sur une table basse entre *FMR* et *Egoïste*.

Chez lui, le bonsaï est l'acné, le plus haut point d'une culture. En Chine, au Japon, il est l'objet d'attentions qui dépassent de loin l'existence de celui qui les soigne : il vit plus longtemps qu'un homme. Il n'est pas rare que certains de ces arbres réduits aient été soignés par plusieurs « jardi-

niers » qui leur ont soumis leur existence. Car il ne suffit pas d'arroser, d'enrichir, de changer la terre dans laquelle croissent les bonsaïs, il faut les tailler, guider leurs branches le long de minces tiges de cuivre qui parfois s'enroulent autour d'elles, tailler leurs racines, envelopper leur tronc dans de fines bandes de tissu, les bassiner, les traiter contre les maladies, les protéger de la froidure, du soleil, de la grêle, de la neige, des courants d'air et du vol. Aussi fragile qu'un bébé, le bonsaï a besoin des attentions précautionneuses que l'on porte aux petits.

**RESPONSABILITÉ**

En posséder un, c'est l'assurance d'en faire un membre de la famille, d'avoir sous les yeux un baromètre réagissant au jour le jour à nos désordres intérieurs ; de vivre dans la culpabilité de le voir insensiblement quitter cette terre, en silence et sans une larme. Accueillir un bonsaï chez soi, c'est la contrainte d'avoir à lui chercher un nom pour les vacances, un orthopédiste pour le tailler, un pédiatre pour surveiller sa croissance ; c'est partager son destin, sentir peser sur ses épaules une responsabilité effrayante, être certain que l'on lira tous les manuels disponibles, que l'on apprendra à différencier les types de bonsaïs en fonction de la taille à laquelle la « folie » des hommes les a soumis.

Le bonsaï est le pire cadeau que l'on puisse recevoir. Quels soins



DESSIN D'ARTISTE DE LA MONTAGNE

donner à ce petit vieillard cacochyme ? Les mains vertes sauront. Mais les autres ? Si elles ont dans leurs connaissances un jardinier aussi consciencieux que prêt à tous les sacrifices, elles s'épargneront un triste spectacle : en quelques jours, un bonsaï peut perdre ses feuilles, passer d'un joli vert à un fauve inquiétant, se recroqueviller, se ratatiner. Parfois, elles tombent, sans prévenir, provoquant la panique du propriétaire. Ses racines peuvent pourrir dans leur soucoupe pleine d'eau. C'est attristant, un arbre qui crève.

Ainsi, si le seul fait de regarder une plante fait que vous l'envoyez au paradis, donnez votre bonsaï. Ou libérez-le. Si vous avez un jardin. Le jour du Jugement dernier, l'arbre de la sagesse trouvera des excuses à toutes vos fautes. Les

bonsaïs d'extérieur étaleront leurs racines dans la terre, leurs branches partiront à la conquête du ciel et de leur liberté avec assurance. Plantés dans un grand pot, ceux d'intérieur feront de belles plantes vertes. Evidemment, si ce bonsaï est vénérable, il est dommage de ruiner en quelques mois le labeur d'une vie de jardinier.

**DES ÉGARDS ET UN RANG**

Mais l'on ne devrait jamais offrir ou acheter un tel chef-d'œuvre, si l'on n'est pas certain qu'il sera traité selon son rang et avec les égards qui lui sont dus. Les plus sensibles pourront toujours tenter de les réexpédier dans leur pays d'origine, d'où ils n'auraient jamais dû partir. Ce retour aux sources est coûteux et cette réclamation incertaine.

Offrir un bonsaï, c'est faire prendre conscience à un ami qu'il souffre de défauts de comportement qu'il ne s'avoue pas ; c'est le contraindre à ne plus batifoler, à devenir casanier ; c'est aussi s'en

débarrasser pour les vacances ; c'est le voir enfin préoccupé par un autre que lui. Ce peut être aussi, mais c'est plus rare, être à l'origine d'une vocation qui ne le lâchera plus.

C'est là que vos ennuis commencent. Il ne se passerait alors plus de jours sans que le papa ou la maman du bonsaï vous donne des nouvelles d'un être qui, sans le faire relever la nuit, le tiendrait sous son pouvoir impérieux. Victime soumise d'un rituel sadomasochiste dont vous n'ignorerez aucune des turpitudes et dont vous seriez le complice.

**Alain Lompech**

- ★ Allô Bonsaï, 30, rue du Château-d'eau, 75010 Paris. Tél. : 42-06-16-00.
- ★ L'Arbre de vie, 8, avenue du Maine, 75015 Paris. Tél. : 45-49-13-86.
- ★ Bonsaï Remy Samson, 10 rue Comète, 75007 Paris. Tél. : 45-56-07-21.

## Le désembouteilleur

Coincé place de la République, l'automobiliste français se rêve chame-souris, ce chiroptère qui, disposant elle aussi d'un horizon visuel plus que réduit, compense ce handicap par un sens de l'orientation hors pair. Or, un téléphone portable peut parfaitement faire office d'émetteur d'ultra-sous. A condition bien sûr, d'obtenir, en écho, le message salvateur qui consillera, juste avant de se piéger sur le périphérique, un virage sur l'aile vers les Maréchaux.

A l'automobiliste privé de flair, la société américaine Metro Traffic Control (MTC) propose depuis juillet 1994 des informations anti-bouchons réservées toutefois aux abonnés des radio-téléphones SFR. Après avoir composé un numéro à deux chiffres,



il suffit de choisir, par analogie, une zone géographique sur le clavier. La touche du 8 permet de choisir l'Ouest, le 6 l'Est, le 5 le Sud alors que le point sur le trafic dans Paris intra-muros et sur le périphérique sera disponible sur le 5. A ces zones, correspond un message d'une quarantaine de secondes réactualisé toutes les vingt minutes pour un prix qui, à la longue, n'est pas tout à fait modique : 450 francs pour une minute. Au moins, la parisien pressé saura-t-il que la queue de la manifestation des étudiants ayant atteint Montparnasse, la place d'Italie est rendue à la circulation.

MTC, contrairement aux Etats-Unis où elle vend ses services à une soixantaine

de chaînes de télévision, a renoncé à utiliser hélicoptères et avions, des moyens jugés trop peu efficaces en raison du manque de couloirs aériens utilisables au-dessus de la région parisienne et, surtout, trop chers. On s'en remet donc à la synthèse des données recueillies par les services publics - préfecture de police, Mairie de Paris, centres d'information routière - complétées par deux ou trois mots qui sillonnent la région.

Ce système un peu artisanal, qui entraîne tout de même mille cinq cents appels quotidiens, repose sur deux principes : préciser, autant que possible, l'origine d'un bouchon (« cela rassure les gens ») et indiquer une durée approximative avec un renouvellement rapide et régulier. « Nous ne prétendons pas à l'exactitude mais à la crédibilité : l'exactitude ne pardonne pas », assure

Jérôme Leenhardt, directeur délégué de MTC. La société, qui alimente déjà plusieurs radios, ne va pas en rester là. En 1996, des informations-traffic seront disponibles pour l'accès aux stations de sport d'hiver. Dans quelques mois, les *paggers* « Tam-Tam » recevront eux aussi des messages précisant que la circulation s'effectue en accordéon entre la porte de la Villette et la porte de la Chapelle.

**Jean-Michel Normand**

- ★ SFR (Société française de radiotéléphonie), 35, boulevard Brune 75014 Paris ; tél. : 45-88-90-00.
- Abonnement au service de transmission numérique : 245 francs par mois, plus 2 francs par minute dans la journée.
- ★ MTC (Metro Traffic Control France), 1, rue du Départ 75014 Paris ; tél. : 40-64-11-30.

## Sous les pavés, la « pub »

Les anciens combattants de mai 68 sont de plus en plus convoités par les publicitaires

ILS ÉTAIENT AGÉS de vingt ans en mai 1968 et ont aujourd'hui un fort pouvoir d'achat. Quadrangulaires nostalgiques de leur jeunesse estudiantine, ils sont une cible de choix pour les publicitaires. Hasard ou pas, plusieurs annonceurs ont profité de la période récente pour leur remettre en mémoire leurs belles années. « Adieu pétards, bonjour cigares », lit-on en lettres anglaises sur les publicités d'un fabricant de canapés, Ligne Roset. Ou bien dans la même veine : « Avant on méprisait l'esprit bourgeois, aujourd'hui on s'assied dessus » et « Six bourgeois de catter ».

Les aspirations de ces anciens soixante-huitards désormais installés n'ont pas échappé non plus au voyageur Pacific Holidays, auteur d'une campagne récente sur le thème : « Nostalgiques de Woodstock, en vingt ans vous avez char-

gés. Et alors ? N'êtes-vous pas toujours le même voyageur pacifique ? » Et Citroën de leur vanter les qualités de son Evasion, avec un clin d'œil complice : c'est la marque aux chevrons, leur rappelait-elle au moment de son lancement, qui a inventé la monospace, le fameux « panier à salades » dans lequel la police les embarquait.

**PASSÉ COMMUN**

Pour qui veut louer les mérites d'une « famille » confortable ou d'un canapé douillet, quoi de plus banal que cet humour décomplexant ? Ligne Roset, le plus prolifique, n'en finit pas de broder, annonce après annonce, sur le même thème cocasse : « Bourgeois, d'accord. Peth, jamais ! » Ou encore : « Marx est mort. Staline est mort. Mao est mort. Mais Togo [un canapé] est toujours là. » Ouï !

Peu importe que les quadrangulaires d'aujourd'hui soient ou non des enfants de Mai 68. Qu'ils n'aient pas tous sillonné le Quartier latin en s'époumonant contre la société de consommation. Les « gens de pub » leur attribuent un passé commun. Trotskistes, anarchistes, maoïstes, d'un printemps ou plus, ils se sont rangés, estiment les annonceurs. Non sans garder la nostalgie de leur révolte d'antan. Quoi de plus tentant que de faire fructifier cette mythologie ?

Pierre Berville, de l'agence Callegari Berville, qui a imaginé la campagne de Ligne Roset, a son idée sur la génération de mai 1968 : « Ils appréciaient le confort bourgeois mais n'en sont pas dupes. C'est la grande différence avec leurs parents. » Philippe Senejoux a réalisé la pub Citroën pour Euro RSCG Scher, Lafarge. Il confirme : « Mal-

gré les années, les anti-conformistes de 68 restent épris de liberté. Il était tentant de faire d'un modèle appelé Evasion la voiture-symbole d'une génération. » Directeur de Pacific Holidays, François Giustini observe pour sa part que les 35-49 ans ne prennent plus les chemins de Woodstock ou de Katmandou mais qu'« ils aiment toujours autant les voyages ».

Recul, amour de la liberté, attrait du grand large. Les publicitaires se font une idée formidable de la génération de mai 1968, la leur souvent. Même s'ils se sont embourgeoisés, les anciens soixante-huitards ne seraient pas des bourgeois comme les autres. Il leur resterait un petit quelque chose de leurs utopies juvéniles. Et ce petit quelque chose, aujourd'hui, vaut de l'or.

**Bertrand Le Gendre**



Les espaces, cependant, sont nettement personnalisés : bar à vins et cave tenue par un sommelier, une femme qui a fait ses armes à Lafayette-Gourmet, mais aussi une sélection d'eaux minérales du monde entier. Boucherie, poissonnerie et fromager, fruits et légumes frais ont pour ambition de rivaliser avec les marchés de plein air ou les épiceries genre « délicatessen ».

Et comme le nouvel Inno n'a toujours pas de parking attenant, l'accent a été mis sur la livraison à domicile dans les deux heures qui suivent l'achat. Du commerce à visage urbain.

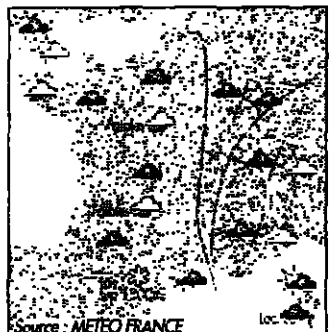
**Michèle Champenois**

★ Inno-Montparnasse, 31, rue du Départ, 75014 Paris. De 9 heures à 21 heures, du lundi au samedi. Tél. : 43-20-69-30. Livraisons dans Paris intra-muros, forfait : 60 F.

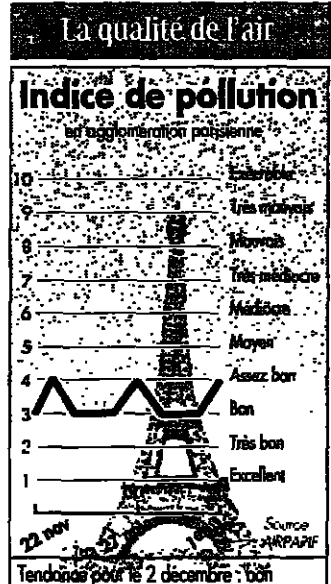
## Nuages et pluies pour le week-end

UNE VASTE et profonde dépression située au voisinage de l'Islande dirige sur notre pays un flux de sud-ouest océanique, doux et humide. Dans ce flux circulent des perturbations, qui apportent nuages et pluies. La façade est de notre pays restera toutefois épargnée, grâce à un anticyclone centré sur la mer Baltique.

Sur l'Alsace, le Jura, l'ensemble de l'arc alpin et la Côte d'Azur, après la dissipation de quelques



Prévisions pour le 3 décembre vers 12h00

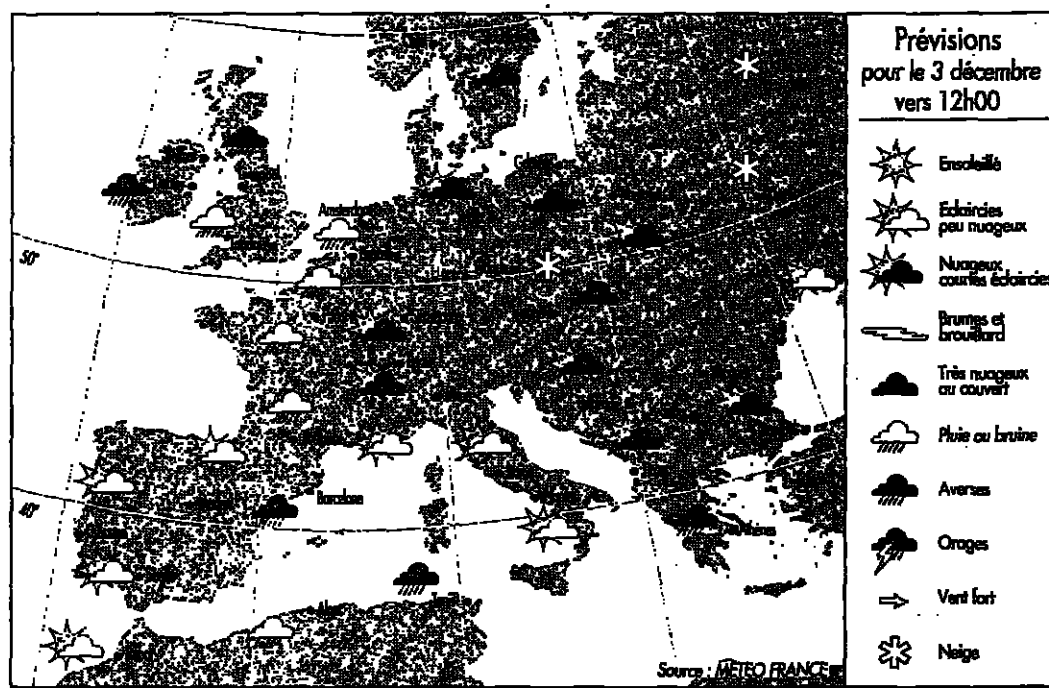


Tendance pour le 2 décembre : bon

brumes ou brouillards matinaux dans les fonds de vallée, la journée sera partagée entre les nuages et les éclaircies. En Corse, le soleil jouera à cache-cache avec des bourgeonnements nuageux. Sur le Languedoc et le Roussillon, le ciel du matin sera encombré de nuages; ensuite, une petite traînée se lèvera, permettant le développement d'éclaircies. En Lorraine, en Bourgogne, en Franche-Comté, dans la région lyonnaise et la vallée du Rhône, la matinée sera grise, avec de nombreux nuages bas. Cette grisaille persistera la majeure partie de la journée. Sur les régions du Nord, l'ensemble du Bassin parisien, du Massif central, et du Sud-Ouest, ainsi que sur le Poitou, les Charentes, et les Pays de la Loire, la journée sera maussade, avec un ciel qui restera couvert tout au long de la journée et de la pluie, toutefois, sur le Sud-Ouest, elle tombera de façon modérée durant la matinée, pour faiblir en fin de journée. Sur les Pyrénées, ces précipitations tomberont sous forme de neige au-dessus de 1800 mètres environ. Sur la Bretagne, le ciel sera gris avec une petite bruine jusqu'à la mi-journée; un bref renforcement des précipitations se produira en début d'après-midi.

Les températures joueront dans le registre de la douceur: il ne subsistera le matin que quelques rares et faibles gelées dans les vallées alpines, tandis que sur l'ensemble des régions de la façade est, elles seront comprises entre 2 et 4 degrés; ailleurs, elles seront comprises entre 6 et 8 degrés, jusqu'à 10 degrés sur les franges littorales. En ce qui concerne les maximales, elles seront comprises entre 6 et 8 degrés sur l'extrême Nord-Est et la région Rhône-Alpes, 10 à 12 en général ailleurs, jusqu'à 14 degrés dans le Sud-Ouest et les régions méditerranéennes.

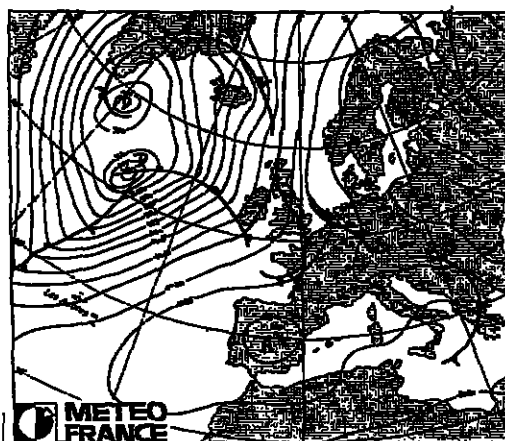
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



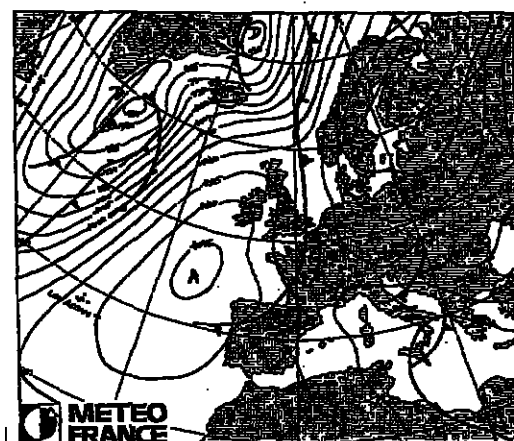
Prévisions pour le 3 décembre vers 12h00



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	7-2	TOURS	10/8	CHICAGO	9/-4	LISBONNE	17/9	PRETORIA	21/8
du 2 déc. 1995	LILLE	7/4	STRASBOURG	10/8	COPENHAGUE	5/1	LONDRES	9/8	RABAT	19/9
max/min	LYON	10/5	AMSTERDAM	10/10	DJAKARTA	26/21	LOS ANGELES	17/11	RO DE JAN.	31/25
	MARSEILLE	12/9	BARCELONE	15/8	DUBAI	24/18	MADRID	12/2	SAN FRANC.	15/1
	NANTES	13/10	BELGRADE	6/0	FRANCFORT	2/1	MEXICO	20/6	SANTO DOMINGO	28/13
	NICE	15/7	BOMBAY	27/20	GENEVE	4/-1	MILAN	7/-4	SEVILLE	18/9
	PARIS	10/9	BRASILIA	26/18	HANOI	24/21	MONTREAL	3/-4	ST-PETERSBURG	1/-5
	PERPICAN	12/5	BUCAREST	1/-2	HELSINKI	1/-5	MOSCOW	0/-2	SYDNEY	21/17
	RENNES	13/11	BUENOS AIRES	22/15	HONGKONG	22/18	TOKYO	15/5	TENERIFE	24/20
	STRASBOURG	10/8	CARACAS	28/21	KHARSA	31/22	VIENNE	10/8	YAROSLAV	-2/-6
	TOULOUSE	14/4			LE CAIRE	24/12				



Situation le 3 décembre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 5 décembre, à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS Le Monde Les jouets, ce luxe

POUR la joie des enfants, Noël, que l'Académie brique palette de frimas, règne dès cette semaine sur un monde enchanté dans les vitrines des grands magasins parisiens. Rougis de froid, les petits nez s'épatent contre les longues glaces brillantes; béats d'admiration sur les épaules de papa, on reste silencieux, les yeux s'agrandissent, on voit tous les anges à la fois, et, comme la chose est rare, soudain, bouche ouverte, on bat des mains.

Ici, Barbe-Bleue, sanglé de buffetterie, l'oeil ardent, la trogne enluminée, songe à compléter sa sinistre garde-robe. Là, Chat-Botté lisse ses moustaches et, galant mousquetaire, balade des plumes de son feutre le sol où Cendrillon pose ses pieds mignons chaussés de vair; que l'Ogre, ronflant à bas sur son rocher, ne s'y fie pas; notre matou a lu Perrault et s'occupera de lui plus tard: amour, délice et... Ogre, en quelque sorte.

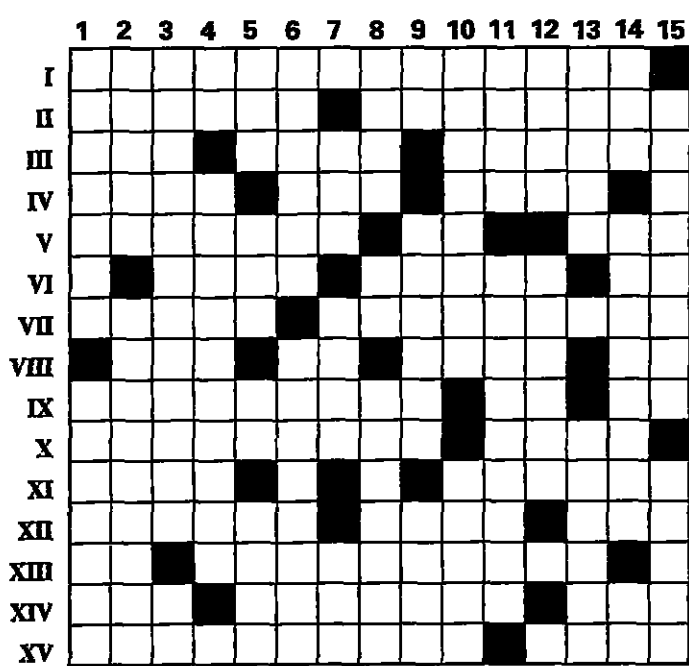
Si le merveilleux ne perd pas ses droits, l'actualité garde cependant la faveur du plus grand nombre; quels éclats de rire devant cette reconstitution animée d'un quai du métro à une heure d'affluence: « Oh! dis, m'man, ils pourront pas tous monter. Pourquoi il part pas, le train? Pourquoi? » Jeannot non plus ne voudrait pas partir, mais sa mère l'entraîne, à demi tourné, vers un autre métro bien moins amusant, bien moins beau, le vrai, un joujou pour grandes personnes.

Il serait évidemment vain de chercher au rayon des jouets une réplique des promesses de l'été-été. Le bois, la toile cirée, le tissu peluché, la colle et le papier ont remplacé les splendeurs de jadis. Qu'importe! Les enfants ont tant d'imagination qu'ils savent bâtir un monde autour d'un bout de carton peint et faire une reine de Saba d'un fétu de paille recouvert d'un chiffon de couleur.

Henry Magnan (4 décembre 1945.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6705



### HORIZONTALEMENT

I. Peut-être que certains d'entre eux n'aimaient les femmes que lorsqu'elles étaient très tendres. - II. Comme un océan devenu Arctique. - III. De beaux yeux quand il est gris. - IV. Grande, au Brésil. Pas épaule. Un peu d'Espagne en France. - V. Celui de Florence fourrit de la poudre. - VI. Prophétisait avant la chute de Samarie. - VII. Est moins dure quand elle a été bien machée. - VIII. Abréviation. Où il n'y a rien à enlever. - IX. Frère devenu général. N'est pas très pur à la cuisine. Conjonction. - X. Matière pour un soldat. Qui peut facilement exploser. - XI. Attendu après une tétée. Dieu. Bénéficia d'un rajeunissement. Synonyme. - XII. Provoque une grave crise dans l'Église. Un métal brillant. Largeur de crêpe. - XIII. Des fleurs et des légumes. En Allemagne. - XIV. Faire un emploi. Devenu plus raisonnable. - XV. En Italie. Qui on peut facilement semer. Certain peut être assimilé à un produit de la terre. - XVI. Un métal blanc. Fera encore mieux. - XVII. Dans un alphabet étranger. Peuvent toujours macher leurs mots. Qui a besoin de repos. - XVIII. Autrement, elles étaient à roulettes. Met en balance.

### VERTICALEMENT

I. Peut-être que certains d'entre eux n'aimaient les femmes que lorsqu'elles étaient très tendres. - II. Comme un océan devenu Arctique. - III. De beaux yeux quand il est gris. - IV. Grande, au Brésil. Pas épaule. Un peu d'Espagne en France. - V. Celui de Florence fourrit de la poudre. - VI. Prophétisait avant la chute de Samarie. - VII. Est moins dure quand elle a été bien machée. - VIII. Abréviation. Où il n'y a rien à enlever. - IX. Frère devenu général. N'est pas très pur à la cuisine. Conjonction. - X. Matière pour un soldat. Qui peut facilement exploser. - XI. Attendu après une tétée. Dieu. Bénéficia d'un rajeunissement. Synonyme. - XII. Provoque une grave crise dans l'Église. Un métal brillant. Largeur de crêpe. - XIII. Des fleurs et des légumes. En Allemagne. - XIV. Faire un emploi. Devenu plus raisonnable. - XV. En Italie. Qui on peut facilement semer. Certain peut être assimilé à un produit de la terre. - XVI. Un métal blanc. Fera encore mieux. - XVII. Dans un alphabet étranger. Peuvent toujours macher leurs mots. Qui a besoin de repos. - XVIII. Autrement, elles étaient à roulettes. Met en balance.

hommes qui vivent comme des vers. - 5. Bien pris quand il est fait. Espir. Un métal mou. Assortit les couleurs. - 6. Dans la composition des huiles. Une femme qui ne compte pas. - 7. Pour trouver sa trace, il faut remonter au Déluge. Mis en place. Petite quantité. - 8. N'a aucun mal à faire son trou. Saint. Fort les gros yeux quand ils sont froids. - 9. Veste pleine. Très libre. Maison d'Italie. - 10. Des oiseaux vraiment très chouettes. De bonnes prises. - 11. On peut en faire des chapelets. Des gens qui se moquent souvent du monde. - 12. Un ensemble de cellules nerveuses. Airs d'entrainement. - 13. On y trouve des tours. Qualifie une école pour une population flottante. - 14. Pronom. Une méthode de conservation. Fait souvent un pli. - 15. Une femme dont on ne peut pas dire qu'elle manque de fibres. Qui en fait voir de toutes les couleurs.

### SOLUTION DU N° 6704

HORIZONTALEMENT  
I. Rochage. - II. Eschassier. - III. Cor. Râ. - IV. Indochine. - V. Dominical. - VI. Imine. OIL. - VII. Vase. Tee. - VIII. Jours. - IX. Sée. Utile. - X. Tels. Saler. - XI. Es. Cerise.  
VERTICALEMENT  
1. Rédivivité. - 2. Economistes. - 3. Chromistes. - 4. Ha! Oïher. - 5. As. Onéreuse. - 6. PS. RI. Star. - 7. AL. Écôt. III. - 8. Ger. Aieules. - 9. Éralité. Ere.

Guy Brody

## PARIS EN VISITE

Mardi 5 décembre

■ DE SUFFREN à La Bourdonnais (50 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Ecole militaire côté escalier roulant (Emilie de Langlade).  
■ NOTRE-DAME DE PARIS (50 F), 14 heures, devant le portail central (Institut culturel de Paris).  
■ LE 5<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT en suivant le mur de Philippe-Auguste (40 F), 14 h 30, 49, rue Monge (Sauvegarde du Paris historique).  
■ L'ÉGLISE SAINT-ROCH (37 F), 14 h 30, 296, rue Saint-Honoré (Monuments historiques).  
■ L'ÎLE DE LA CITÉ (50 F), 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).  
■ MAISON DE BALZAC: exposition Balzac imprimeur (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 47, rue Raynouard (Musées de la Ville de Paris).  
■ MUSÉE BOURDELLE (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 16, rue Antoine Bourdelle (Musées de la Ville de Paris).  
■ MUSÉE CARNAVALET: la peinture décorative à Paris (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).  
■ MUSÉE DE LA VIE ROMAINE (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 16, rue Chaptal (Musées de la Ville de Paris).  
■ LE QUARTIER LATIN, origine de l'Université (40 F), 14 h 30, 5, rue La-grange (Sauvegarde du Paris historique).  
■ AUTOUR DU JARDIN DU PALAIS-ROYAL (60 F), 15 heures, place du Palais-Royal devant la pâtisserie Ragueneau (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).  
■ LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSSE (60 F + prix d'entrée), 15 heures, 12, rue Darné (Isabelle Hauvel).  
■ L'ÉGLISE SAINT-GERMAIN-AUXERROIS et son quartier (55 F), 15 heures, devant l'entrée de l'Église (Paris et son histoire).  
■ MARAIS: hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).  
■ MONTMARTRE: ateliers d'artistes (50 F), 15 heures, carrefour Vavin au pied de la statue de Balzac (Psalmodi).

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: <b>Le Monde</b> abonnements			
1, place Hubert-Seigneur-Méty - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél.: 16 (1) 49-40-32-90.			
Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
<input type="checkbox"/> 3 mois	536 F	572 F	790 F
<input type="checkbox"/> 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
<input type="checkbox"/> 1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

LE MONDE (N° 5195 - 000729) is published daily for 5 francs per year - LE MONDE + 1, place Hubert-Seigneur-Méty - 94852 Ivry-sur-Seine, France, second class postage paid at Champlain, N.Y. 10, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1000 Avenue of the Americas, New York, N.Y. 10018-1097. For the advertisement rates, see LE MONDE, 1000 Avenue of the Americas, New York, N.Y. 10018-1097. For the advertisement rates, see LE MONDE, 1000 Avenue of the Americas, New York, N.Y. 10018-1097.

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Code postal: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_  
Pays: \_\_\_\_\_ 501 MQ 001  
Ci-joint mon règlement de: \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal; par Carte bancaire \_\_\_\_\_

Signature et date obligatoires  
Changement d'adresse: \_\_\_\_\_  
● par écrit 10 jours avant votre départ. PP. Paris DTN  
● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)  
Renseignements: Portage à domicile ● Suspension vacances.  
● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.  
33 (1) 49-40-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.  
● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25  
Télématique 3615 code LE MONDE 3617 LMRUS  
Documentation 3617 code LMDOC ou 36-25-04-56  
CD-ROM: (1) 43-37-66-11  
Index et microfilms: (1) 40-65-29-33  
Cours de la Bourse: 3615 LE MONDE  
Films à Paris et en province 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2.23 F/min)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.  
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437  
Imprimé au Monde, 12, rue M. Gendreau, 94852 Ivry-sur-Seine.  
PRINTED IN FRANCE  
Président-directeur général Jean-Marie Colombani  
Directeur général Gérard Mordacq  
Membres du conseil de direction Dominique Alduy, Ghislène Peyrou  
133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08  
Tél.: (1) 44-43-76-00; Fax: (1) 44-43-77-30

## A nos abonnés

L'AMÉLIORATION du service à nos abonnés passe par une modification très importante de notre système informatique. Du 28 novembre au 10 décembre, notre service relations avec la clientèle restera à votre disposition, mais toute modification de votre abonnement (suspension, changement d'adresse...) durant cette période ne pourra être enregistrée qu'à partir du 11 décembre. Nous comptons sur votre compréhension pour excuser cette gêne temporaire.

## SPORTS D'HIVER

LOCATIONS (France et étranger)  
Sur Minitel  
3615 LEMONDE

## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ FRANCE. Pour répondre à la demande de voyageurs pénalisés par la paralysie des transports ferroviaires, la compagnie aérienne UAT a lancé un tarif spécial « SOS Air 24 » à 350 francs l'aller simple sur tout son réseau national hors Corse. Destinée aux enfants, aux jeunes, aux étudiants, aux familles, aux personnes âgées et aux militaires, ce tarif est valable depuis le 1<sup>er</sup> décembre jusqu'au 10 décembre et sera reconduit si la grève se poursuit. Les réservations se font la veille ou le jour du départ dans toutes les agences de voyage.  
■ PARIS. Plusieurs hôtels parisiens proposent des chambres à des prix réduits aux banlieusards qui, en raison des grèves dans les transports, ont des difficultés à se rendre sur leur lieu de travail puis à rentrer chez eux. - (AFP)  
■ HÔTELS. D'après une enquête à paraître dans le mensuel Hôtels et Marketing de décembre, le nombre d'hôtels très écono-

miques en France a été multiplié par six au cours des huit dernières années. L'essentiel du parc se concentre sur trois enseignes sans étoile. Formule 1, Première Classe, Nuit d'hôtel et sur trois enseignes une étoile, Balladins, Fasthôtel, Etap Hôtel. - (AFP)  
■ FINLANDE. La Banque centrale de Finlande vient de mettre en circulation une nouvelle pièce de 10 marks finlandais destinée à célébrer l'entrée du pays dans l'Union européenne. Dessinée par le sculpteur Pertti Mäkinen, elle porte sur une face le dessin d'un cygne en vol accompagné des douze étoiles du drapeau européen et sur l'autre les mots EU 1995. - (AFP)  
■ POLYNÉSIE. Une campagne de promotion pour relancer le tourisme en Polynésie, affecté ces derniers mois par la reprise des essais nucléaires français, a débuté mercredi 29 novembre. - (AFP)



551 101 101 101

## CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 3 - LUNDI 4 DÉCEMBRE 1995

**MARCHÉ DE L'ART** Des manuscrits de René Char enluminés par des grands peintres du XX<sup>e</sup> siècle, appartenant à l'éditeur Daniel Filipacchi, et plus de 700 livres illustrés

modernes, devaient être dispersés par M<sup>r</sup> Loudmer, les 1<sup>er</sup> et 2<sup>d</sup> décembre, à Drouot. ● PHILIPPE DOUSTE-BLAZY, le ministre de la culture, a négocié directement avec

Daniel Filipacchi, la veille de la vente, la cession de vingt-quatre des vingt-huit manuscrits à la Bibliothèque nationale de France. Daniel Filipacchi les a donc retirés de la va-

cation, et conservera les quatre plus beaux. ● M<sup>r</sup> LOUDMER affirme n'avoir appris la nouvelle que le matin du 1<sup>er</sup> décembre. La vente devait avoir lieu l'après-midi. Les enchéris-

seurs potentiels n'ont pas apprécié de s'être déplacés pour rien, même si près de 700 autres lots, livres rares et précieuses reliures modernes, valaient aussi le voyage.

# Une vente de livres à Drouot est en partie gâchée par M. Douste-Blazy

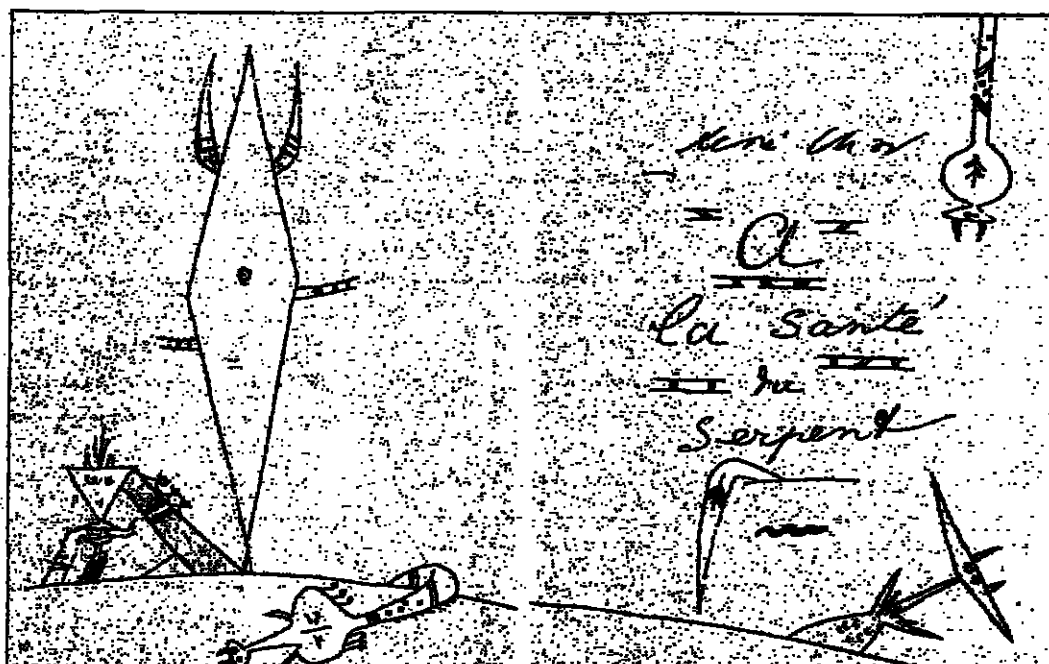
Le ministre de la culture a négocié directement avec l'éditeur Daniel Filipacchi l'achat d'une exceptionnelle collection de manuscrits illustrés de René Char, qui devait être dispersée lors d'enchères publiques. Au grand dam du commissaire-priseur...

**C'ÉTAIT LA GUERRE.** Dans Paris occupé, un apprenti typographe des établissements Aulard, qui imprimait clandestinement les livres des éditions de Minuit, se penchait sur ses casses pour composer *Au Rendez-vous allemand*. Eluard en personne corrigea les nombreuses coquilles du petit apprenti Daniel Filipacchi.

Un demi-siècle plus tard, le « compositeur » est devenu responsable d'un important groupe de presse et d'édition. Il a créé plusieurs revues célèbres, dont *Salut les Copains* et *Lut*. Dans son bureau a longtemps trôné une splendide paire de fesses, œuvre du peintre hyperréaliste américain John Kacere. Mais son « protégé » Eluard est toujours à ses côtés : Daniel Filipacchi possède une des plus belles collections de livres surréalistes qui soit. Bon sang ne saurait mentir : Henri, son papa, un des géniteurs de La Pléiade et du Livre de poche, collectionnait déjà. Sa maman était apparentée au peintre, pompière il est vrai, Paul Albert Besnard, l'immortel auteur de *La Femme qui chauffe*, présentée au Salon de 1889.

### CADEAU

La peinture est le seul secteur où l'accepte de s'endettar, disent ses proches. Ce n'est pourtant pas par plaisir d'achat qu'il a décidé de se séparer de vingt-huit manuscrits exceptionnels, des poèmes de René Char illustrés par ses amis peintres. On évoque un déménagement, le désir de passer à autre chose, qu'importe : les œuvres que M<sup>r</sup> Loudmer devait disperser le 1<sup>er</sup> décembre sont un véritable cadeau de Noël. Un peu cher, peut-être : entre 14 et 18 millions de francs pour l'ensemble. De 2 à



Double page de couverture pour « A la santé du serpent », illustrée par Wifredo Lam. Une des plus belles pièces de la collection de Daniel Filipacchi, qu'il a décidé de conserver.

2,5 millions pour le Miro, par exemple, trente-deux pages d'une liberté totale où dansent les lignes calligraphiques de Char, les étoiles et les petits bonshommes de Miro, l'encre de Chine et l'aquarelle.

Même estimation pour *A la santé du Serpent*, quarante-quatre pages illustrées par Wifredo Lam, ou pour le très lisse *Rougeur des matins*, orné de quarante et un dessins de Picasso, vignettes, et cul-de-lampe, dont un fort joli phallus qui répond à la vingt-sixième strophe : « Enfin si tu détruis, que ce soit avec des outils nuptiaux. » Nul ne sait ce qu'Yvonne Zervos, la di-

rectrice de la galerie Cahiers d'art à qui étaient destinés ces manuscrits, en pensa.

Par contre, on sait aujourd'hui que Philippe Douste-Blazy les apprécie : dans un communiqué, publié le 30 novembre, soit la veille de la vente, le ministre de la culture a annoncé que « la Bibliothèque nationale de France se porte acquéreur pour le compte de l'Etat de vingt-quatre des vingt-huit manuscrits ». Et le communiqué de préciser que, « à la suite d'une démarche du ministre de la culture auprès de M. Filipacchi, ce dernier a accepté l'offre de 9,6 millions de francs que

*L'Etat lui faisait. [...] Le ministre de la culture se réjouit de cet enrichissement du patrimoine des bibliothèques de France ».* La veuve de René Char s'en félicite aussi. Elle s'est beaucoup dépensée pour que cet ensemble reste en France et ne soit pas dispersé. L'événement appelle quelques commentaires quant aux méthodes : ainsi, en ces temps de pénurie, quand les budgets d'acquisition des musées nationaux sont au plus bas, au point qu'ils n'aient pas cru bon d'acheter, pour une somme sensiblement équivalente, le papier collé de Picasso que vendait M<sup>r</sup> Brist, auquel

avait été refusé son certificat de sortie du territoire (*Le Monde* du 11 novembre 1995), il est encore possible de maintenir des œuvres dans le patrimoine national. Bravo, même si, par souci de ménager les deniers publics sans doute, Philippe Douste-Blazy s'est contenté de vingt-quatre des vingt-huit pièces d'un ensemble.

Daniel Filipacchi, en collectionneur avisé, conserve en effet par devers lui les quatre plus beaux : le Miro, le Lam, le Brauner et le Ernst. Entre 6 et 8 millions de francs, selon les estimations. La Bibliothèque nationale pourra toujours lui faire une nouvelle offre d'achat, lorsque ses crédits seront renfloués.

de déclarer le retrait des manuscrits de sa vente. Et pour cause : à cinq minutes du début de la vacation, aucun de ses collaborateurs n'était au courant du communiqué ministériel.

Lui-même n'en avait pris connaissance que le matin de la vente, par lettre (mieux loties, les rédactions des journaux avaient eu droit à une télécopie, la veille). Il a donc fait servir du champagne, en lieu et place des manuscrits, aux enchérisseurs frustrés : la politesse, sinon du désespoir, du moins de l'amertume.

Hormis ces œuvres-phares, qui sont les seules à provenir de la collection de Daniel Filipacchi, la vente comprenait plus de sept

### Un vrai bonheur de catalogue

Le catalogue de la vente est à vendre aussi, 250 francs, à l'étude de M<sup>r</sup> Loudmer : c'est un vrai bonheur, propre à consoler les amateurs déçus, et il n'y aura pas, dans son cas, de préemption. Rigolo comme tout, avec sa petite tirette de carton qui permet de faire alterner, en couverture, les portraits des écrivains et des artistes, en couleurs acdulées ou en noir et blanc, il est d'une respectable épaisseur, d'un aspect plus muséal que réellement cossu. Quelques années de travail pour l'expert chargé de rédiger les notices. Un effort remarquable, et rarement consenti en France, pour promouvoir une vente aux enchères. Elle en valait la peine, même si les méthodes du ministère de la culture sont de celles qui tuent définitivement un marché.

C'est sans doute le même souci qui l'a entraîné à cette transaction directe, jugée préférable à une préemption : nul ne sait, en effet, jusqu'où les manuscrits pouvaient monter. Les seuls déçus de cette histoire seront les acquéreurs potentiels, parfois venus de loin au prix des difficultés que l'on sait. Déçus à plus d'un titre : M<sup>r</sup> Loudmer, pour ne pas casser une vente par ailleurs fort belle, s'est abstenu

cents numéros, tous très réjouissants. La Bibliothèque nationale a, pour sa part, préempté le *Pyramidenrock* d'Arp, et Montpellier s'est offert une de ces jolies éditions de Pierre-André Benoit, lesquelles abondaient au musée d'Alès et à la Bibliothèque nationale : cet exemple de collaboration avec Picabia devait leur manquer.

Harry Bellet

## La mode africaine défile à Cotonou dans le cadre du sommet de la Francophonie

### COTONOU

de notre envoyée spéciale  
Alerte à Cotonou : boubou extensible et ultra-fendu, des sirènes noires traversent la ville en moto-taxi pour une séance photos dans le plus grand marché de l'Afrique de l'Ouest... Lamine Kouyate, alias Xuly Bet, vient présenter pour la première fois sa mode sur le continent noir. En direct de son atelier de Pantin, il a déboulé au Bénin avec ses mannequins, Anahî (Rwandaise métisse), Margaret (bombe martiniquaise de l'agence Fam) et quelques rappeurs rastas, tous membres de la « Xuly Bet funk'factory », invités par la république du Bénin à l'occasion de Modafolies : un défilé de créateurs africains dans le cadre du sommet de la Francophonie, les 2, 3 et 4 décembre.

Abidjan, « le petit Paris de l'Afrique », avait organisé en 1987 Les ciseaux d'or de la haute couture. « Quartier latin » du continent noir, le Bénin du président Nicéphore Soglo ne pouvait rester inactif. Ces Modafolies sont nées de l'adorable « caprice » de Claude Borna, jeune conseillère à la présidence, pilier de la jeunesse dorée de

Cotonou, retournée au pays avec un CV griffé Montréal-Paris-New York.

« Nous sortons d'années de silence », rappelle-t-elle dans une allusion aux dix-sept ans de régime marxiste-léniniste. « Avant, les filles ne s'habillaient pas. Il était mal vu de porter des minifupes. »

Couturier star – le seul à tenir un stand au Carrousel de la mode à Paris pendant les défilés –, le Nigérien Alphadi est apparu comme le leader du renouveau. Issu d'une famille princière nigérienne musulmane, il préside la Fédération des créateurs africains. Et mesure le chemin parcouru : « Au départ, on disait que je prostituais les filles. Maintenant, je suis une idole. »

### UN FESTIVAL FIM 1996

Parmi ses projets, un festival de mode africaine à Chiriet, près d'Agadès, en novembre 1996. « Le décor ? Mille chameaux, quatre cents tentes touaregs, deux mille invités. Le podium sera en Plexiglass. Il y aura des reines, des princesses... » Toujours souriant et sans rival, il taille aussi bien des ensembles d'après-midi dans du bogolan, que les cos-

tumes de Britannicus. A Niamey, quarante-cinq personnes travaillent pour lui. « Notre problème, c'est qu'il nous manque le petit sérieux de la mode européenne. »

A voir le public en boubou de gala, une tendance se confirme : le « retour » de la tradition et le culte de l'africanité, dont le tissu pourrait bien être le vecteur. A ce titre, et même si aucun hommage ne lui a été rendu à Cotonou, Chris Seydou, couturier malien mort en 1994, était

un visionnaire : le premier à prendre le ciseau pour couper la toile de Korbogo ou de Kita. Dans son sillage, on retrouve Ly Dumas, descendante d'une lignée de rois camerounais, qui associe à la soie et aux taffetas des velours de Kasai, ou des Ndop royaux et des Rabal, brocards de coton. Elle vient d'ouvrir une boutique à Paris.

La tendance s'officialise : Nicéphore Soglo pose pour la presse internationale en boubou du même

### Les « géographies tissées » de Di Rosa et Hazoumé

Hervé Di Rosa, le « Mister Gadget » de la peinture figurative des années 80 en France, et Romuald Hazoumé, dadaïste béninois, ont recomposé le puzzle du monde francophone à leurs couleurs. Leurs « géographies tissées » constituent le projet le plus authentique de ces francophonies culturelles. Les quarante-sept pays sont devenus des « appliques », pièces de lin cousues dont la tradition remonte au XVII<sup>e</sup> siècle. D'un côté, le bestiaire folk d'Hervé Di Rosa, qui s'inspire des contes et légendes populaires du monde ; de l'autre, l'univers symbolique de Romuald Hazoumé, jouant sur les signes, drapeaux et clichés : une 504 tricouche pour la France, un ballon de foot pour le Cameroun, la chanteuse Cesária Évora pour le Cap-Vert, les initiales de MC Solaar pour le Tchad. Réalisés en double exemplaire, les uns sont offerts aux quarante-sept chefs d'Etat, les autres reviennent aux artistes, après une escale à Paris, au Musée des arts africains et océaniques, en février et mars 1996.

imprimé que sa redoutable épouse, Rosine. Les « grandes dames » africaines délaissent le crêpe satiné et l'organza, pour le kita, le fasso-danfani, un tissu baoulé de Côte d'Ivoire. Sous l'autorité des puissantes « mammas Benz » – les femmes d'affaires béninoises –, des ateliers de couture ont proliféré, baptisés « Conviction » ou « Dieu Fera », sortes de cabanes remplies de machines à coudre à pédales.

### MARCHÉ INTÉRIEUR

Les créateurs déçus par leur expérience parisienne se tournent vers le marché intérieur : « A Paris, au salon du prêt-à-porter, on nous met au fond, au niveau trois. Le stand est payé par le ministère de la coopération. Les gens touchent, regardent. Disent : "C'est africain, c'est beau"... Et ils repartent. J'ai décidé de ne plus y aller. On a davantage besoin de machines à coudre que d'une minute à la télé », dit Pathé O, né au Burkina Faso.

Loïn de cette vision académique de la femme africaine relayée par nombre de stylistes, deux créateurs ont fait l'événement : le Malien-Sénégalais Xuly Bet (sorte de voyeur, en wolof) et la fausse vraie béninoise Agnès Hekpazo : « La tradition, c'est le mouvement. » L'un vit à Paris, la seconde à Cotonou.

Xuly Bet semble électrisé par cette génération des déracinés des villes, de ces filles de la nuit, amazones des banlieues, beurettes et « petites nanas », auxquelles il offre les vêtements qu'elles désirent sans le savoir. Ses fils rouges apparents et ses étiquettes géantes sont comme des symboles de ces tribus qui plantent et replantent leurs racines en voyage.

« On vit une crise d'identité. D'un côté, une perte totale dans les valeurs admises aujourd'hui ; de l'autre, un repli obscurantiste et presque kitsch. L'essai d'avancer sans renier une mémoire. L'important c'est d'être universel en sachant d'où on vient... » Avec éclat, il ose. Faisant peindre le visage des filles noires en noir, unissant bout à bout

des visions surprises : un mannequin à perruque afro, un déhanchement fluo dans la nuit... Dans ce pays où une femme en costume traditionnel ne peut entrer dans un lieu public sans son mari, les épouses africaines restent circonspectes : « C'est trop moultan, trop mode. Ce n'est pas pour nous. » Plus fourmi que cigale, Agnès Hekpazo, chef d'entreprise en pantalon cigarette, bouscule autrement la tradition. Née à Nancy d'un père métis, elle s'avère être la descendante du fondateur du royaume du Dahomey. Considérée néanmoins comme la « yuo » – la blanche –, elle se bat contre les tabous et les immobilismes, prouve qu'on peut sortir 1 200 mètres d'indigo par jour à Cotonou, tissant, teignant elle-même ses étoffes distribuées à Lyon. Elle envisage de créer un atelier dans le village de ses ancêtres. En semant le trouble, Agnès Hekpazo, comme Xuly Bet, donne un sens à ce vêtement « franco-phonie » qui a perdu ses attributs : celui du métissage propre aux années 90.

Laurence Benaim

### LE RENDEZ-VOUS DES ARTS...

**SALON DES ANTIQUAIRES PARIS TOUR EIFFEL**  
25 NOVEMBRE AU 3 DÉCEMBRE 1995  
20 h - 22 h  
NOCTURNES  
Les 30 et 31 au 10 décembre 1995  
20 h - 22 h  
QUAI BRANLY  
JANIS BRONZ

**500 Frs PRIX UNIQUE POUR NOËL**  
d'une œuvre originale d'art "Construit"  
du 5 décembre au 6 janvier 1996  
GALERIE CLAUDE DORVAL  
22 R. Keller Paris 116 - 48.06.35.67

**Vos contacts pour passer une annonce dans cette rubrique**  
LE MONDE Publicité  
GALERIES : 44.43.76.20  
ANTIQUAIRES : 44.43.76.23

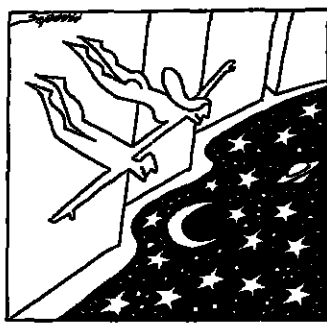
**RUSSELL BANKS**

Sous le règne de Bone

L'ENVERS DU RÊVE AMÉRICAIN

ACTES SUD

**Découverte d'inédits  
de Purcell  
et Louis Couperin  
pour clavecin et orgue**



couvert dans un lot d'imprimés acquis par une antiquaire britannique et acheté pour 500 francs. La British Library l'a acquis, par préemption, pour la somme de... 3 millions de francs.

Les pièces de Louis Couperin dont l'existence était en revanche connue, dormaient cachées sous le sommier d'un riche excentrique qui n'a accepté que tout récemment que David Moroney les publie et les enregistre.

## UNE SOIRÉE À PARIS

**Salle Valencia, 116, boulevard Rochevaux, Paris-18<sup>e</sup>. 20 heures, les 2 et 5 décembre.**

**Alison Kinnaird,**  
**Christine Primrose**  
L'Écossaise Alison Kinnaird, licenciée en études celtiques, archéologue, graveuse sur verre, joue de la harpe à trente et une cordes avec une finesse remarquable.

**Christine Primrose, originaire des Hébrides, chante en gaélique. Une tradition intimiste, tendre et rude à la fois (album *The Quiet Tradition*, 1 CD Temple Records COM204, en import).**

**Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>us</sup> Châtelet. 17 heures, le 2 décembre. Tél. : -42-74-22-77. Location Fnac. 80 F.**

**ONJ Laurent Cugny**  
Pour ses derniers concerts au Duinois, l'Orchestre national de jazz de Laurent Cugny a établi un programme où figurent de nombreuses nouvelles compositions, des extraits des répertoires « Miles Davis » et « blues ». **Duinois, 108<sup>ter</sup> rue du Chevreuil, Paris-13<sup>e</sup>. M<sup>us</sup> Chevaleret. 20 h 30, les 2 et 3 décembre. Tél. : 45-84-72-00. Location Fnac. De 50 F à 100 F.**

## NOUVEAUX FILMS

Kim Chung-Gon, Oh Jung-Hae, Kim Kyung (H 53).

VD: 14-Juillet Beaubourg, 3\* (36-68-69-23); 14-Juillet Hautefeuille, doly, 6\* (46-53-79-38; 36-68-68-12).

**CROOKLYN**

Film américain de Spike Lee, avec Alfre Woodard, Delroy Lindo, Spike Lee, Laurence Fishburne, Carlton Williams, Sherry Stringfield (h 53).

VD: UGC Ciné-cité les Halles, doly, 1\* (36-68-68-58); Le Saint-Germain-des-Prés, salle G.-de-Beauregard, 6\* (42-22-87-23); Elysées Lincoln, 8\* (43-59-66-14; réservation: 40-30-20-10).

**FILLES SEULES**

Film de Jean de Benoit Jacquet, avec Virginie Ledoyen, Benoit Magimel, Dominique Valadié, Alain Delbe, Véra Briole, Virginie Emame (h 30).

14-Juillet Beaubourg, 3\* (36-68-69-23); Saint-André-des-Arts, 1\* (36-68-69-23-48-10); Publicis Champs-Élysées, 1\* (36-68-69-23-48-10); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Opéra, doly, 5\* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Sépulture, doly, 5\* (43-59-32-52-20); réservation: 40-30-20-10; Le Bastille, 1\* (43-07-48-60); Gaumont Gobelins Fauvette, doly, 13\* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Sépulture, doly, 13\* (43-59-32-52-20); réservation: 40-30-20-10.

**IADE (\*)**

Film américain de William Friedkin, avec David Caruso, Linda Fiorentino, Chazz Palminteri, Michael Biehn, Richard Gere (h 37).

VD: UGC Ciné-cité les Halles, doly, 1\* (36-68-68-58); 14-Juillet Odéon, doly, 6\* (43-25-59-83; 36-68-68-12); Gaumont Marignan, 3\* (36-68-69-23-48-10); réservation: 40-30-20-10; George-V, RSK, doly, 8\* (36-68-64-43-43-43-43-43); 14-Juillet Bastille, 1\* (43-57-90-81; 36-68-69-27).

**VF: Rea, doly, 2\* (36-68-70-23); Saint-Lazare-Pasquier, doly, 8\* (43-87-35-43; 36-65-71-88; réservation: 40-30-20-10); Paramount Opéra, doly, 13\* (47-42-66-91; 36-68-61-09; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, doly, 12\* (36-68-62-33-33); Gaumont Gobelins Fauvette, doly, 13\* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Marignan, doly, 14\* (36-68-70-23; réservation: 40-30-20-10); Mistral, doly, 14\* (36-65-70-41; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, doly, 15\* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Parité Veau d'Or, doly, 15\* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gambetta, doly, 20\* (46-36-10-96; 36-65-71-44; réservation: 40-30-20-10).**

**OU**

Film français de Pascal Perrénaux, avec Jean-Paul Roussillon, Ismaël Otero, Cécile Sanz de Abarca, Maurice Gaudin, Ginette Gargat (O h 45).

L'Entreup, 14\* (45-43-41-63).

## LES EXCLUSIVITÉS

**CLOCKERS (\*\*)** (A.v.c.): Gaumont  
des Halles, 1<sup>a</sup> (36-68-75-55; res.  
30-20-10); Racine Odéon, 6<sup>e</sup> (43-76-26-19)  
19-58; res. 40-30-20-10; Elysees Lin-  
coln, 1<sup>a</sup> (36-68-75-55; res. 40-30-20-10)  
10; Le Balzac, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60); Gaumont  
Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55; res.  
55; res. 40-30-20-10); La Bastille, 11<sup>e</sup>  
(43-77-48-60); Gaumont Grand Ecran  
Italie, 1<sup>a</sup> (38-68-75-13; res. 40-30-20-10)  
10; Grand Ecran France, 1<sup>a</sup> (43-73-23-10)  
13; Grand Ecran Paris, 1<sup>a</sup> (36-68-75-55;  
res. 40-30-20-10); Pathe Wexpley,  
18<sup>e</sup> (36-68-20-22).

**LE COUVENT** (Fr.-Por., u.v.): Lucer-  
naire, 6<sup>e</sup> (45-44-57-34).

**LA CROISADE D'ANNE BURIDAND**  
(Fr.) : Espace Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (44-07-07-34).

**CROSSING GUARD** (A.v.c.): Gaumont  
des Halles, 1<sup>a</sup> (36-68-75-55; res.  
40-30-20-10); Gaumont Opéra Impé-  
rial, 2<sup>a</sup> (36-68-75-55; res. 40-30-20-10)  
10; 14-Juillet Odeon, 8<sup>e</sup> (43-25-59-59)  
36-68-12; Gaumont Grand Ecran  
France, 1<sup>a</sup> (36-68-75-55; res. 40-30-20-10)  
10; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-10)  
81; 36-68-69-27; Gaumont Grand Ecran  
Ecran Italie, 1<sup>a</sup> (38-68-75-13; res.  
30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 1<sup>a</sup>  
19-55 (45-75-79-79; res. 36-68-20-20); Bleriot,  
1<sup>a</sup> (45-75-79-79; res. 36-68-20-20); Bleriot,  
38; res. 40-30-20-10; Majestic Passy,  
16 (36-68-48-56; res. 40-30-20-10).

30-20-10); Gaumont Gobelins Fauvette, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55 : rés. 40-30-

40-20-20-10; La Pagode, 7° (36-68-  
75-07; rés. 40-30-20-10); Gaumont  
Champs-Elysées, 8° (43-59-04-67; rés.  
49-42-24-88); 10° (36-68-48-24;  
Les Nation, 12° (43-43-04-67; 36-65-  
71-33; rés. 40-30-20-10); Ecurial, 13°  
 (36-68-48-24; rés. 40-30-20-10); 14-  
 Juliette Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79;  
 rés. 40-30-20-10); UGC Mailloft, 17°  
 (36-68-21-34)

**MANNEN PE (Bel.)**: Ecce de Bois, 5°  
 (43-37-57-47).

**NELLY et M. ARNAUD (Fr.)**: UGC Crè-  
ne-Crê les Halles, 1° (36-68-68-58).

**Bretagne, 6° (36-65-70-30);** 7° (40-30-  
20-10); 8° (36-68-21-34); 9° (36-68-  
21-34); Biarritz-Majestic, 8° (36-68-48-  
56); 10° (40-30-20-10); Gaumont Me-  
ridienne, 8° (36-68-75-55; rés. 40-30-  
20-10); Gaumont Margarin, 8° (36-68-  
68-75-55; rés. 40-30-20-10); UGC Ro-  
sperra, 10° (36-68-21-34); Majestic  
Midi-Pyrénées, 10° (36-68-21-34); 11°  
 (40-30-20-10); UGC Gobelin, 13° (36-68-22-  
27); Gaumont Alsace, 14° (36-68-75-55;  
rés. 40-30-20-10); 14-Juliette  
Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79; 36-68-  
68-24); Gaumont Convention, 15° (45-  
75-79-79; 36-68-21-34); 16° (36-68-21-  
31-34); Pathé Weppler, 18° (36-68-20-

Rodin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-

10/ **SALIM LAMBERT**, 15° (35-62-91-68) ;  
CHARTIER INTERDIT (It., v.o.) : *Reflex*  
Médici 1, 5° (36-68-48-24).  
DRÔLE DE DRAME (Fr.) : *Action*  
Ecoles, 5° (35-72-07) ; 36-65-70-64).  
LAURA (A., v.o.) : *Action* Ecoles, 5°  
35-72-70-07 ; 36-65-70-64).  
LA NUIT AMÉRICAINA (Fr.) : *La Cham-*  
po-Espace Jacques-Tardi, 5° (35-51-51-  
60).  
MAKED KISS (A., v.o.) : *Action*  
Christine, 6° (43-29-11-30) ; 36-65-70-  
62).  
ZAZIE DANSE LE MÉTRO (Fr.) : *Studio*  
Galande, 5° (43-26-94-48) ; 36-65-72-  
05 ; rés. 40-30-20-10) ; *Salim-Lambert*,  
15° (34-32-91-68).

**FESTIVALS**

BUNUEL, ARCHITECTE DU RÊVE. *Reflex*  
Médici 1, 5° (36-68-48-24).  
Le *Charme discret de la bourgeoisie*,  
mar. 12 h.

CINÉ-CLUB CLAUDE-JEAN PHILIPPE  
(v.o. de *La Bergue*, 6° (36-68-48-24).  
Ninotchka, dim. 11 h.

CINÉ-LIBRE (v.o.), *Grand Action*, 5°  
(43-29-44-04). *Chasseur blanc*, cœur  
noir, sam. 12 h, lun. 12 h, mar. 12 h.

CINÉ-MÉMOIRE, Centre Wallonien-  
lebas, dim. 15 h 30 ; *ils s'étrangleront* le  
sáb. sam. 15 h ; *Fripou*, sam. 18 h 30 ;

Septième Sceau, sam. 14 h 10, 20 h 10,  
22 h 05 ; Cris et chuchotements, dim.

20 h : Paroles tu ou aime à 20 heures  
échangées, sam. 20 h : L'État de bon-  
heur permet-il d'être heureux ?

SACRÉES ÉCRITURES SCANDINAVES (v.),  
Institut Financière, 55 (40-51-89-09).  
Shadows in Paradise, mar. 19 h.

NUITS ADVENTURES, ACTION,  
SCIENCE-FICTION (v.), Mac Lindner  
Panorama, 9 (48-24-88-88), Cliffman

SACHA JACQUES, CINÉASTE, Le Cham-  
pô-Sacha Jacques-Tart, 55 (43-54-51-  
60) Si Versailles m'était conté... sam.  
13 h, 15 h, 16 h, 19 h 20 ; Le Destin fa-  
bleux de Désirée Clary, dim. 14 h 15, 17  
h, 19 h 15, 20 h 15 ; Les Poissins, lun.  
14 h 15, 17 h 15, 17 h, 18 h, 20 h 15,  
20 h 10 ; Le Roman d'un tricheur, mar.  
14 h, 15 h 35, 17 h 10, 18 h 45, 20 h  
10 h.

SCRATCH PROJECTION (v.), L'Entre-  
pôt, 145 (45-43-41-63), Journalistes, mar.

LES VISITEURS DU NOIR (v.), Grand Acti-  
on, 55 (43-29-44-44), La Dame du lac, sam. 14 h, 16 h, 18 h ; Scarface, dim.  
14 h, 16 h, 18 h ; Pris au piège, lun.  
14 h, 16 h, 18 h ; Mitraillette Kelly, mar.  
14 h, 16 h, 18 h.

LE PAYSAN FAUCONNIER (v.), Accatone,  
55 (46-33-88-88), Le Mariage de  
Maja Braun, mar. 17 h 10 ; L'Année  
des treize lunes, sam. 17 h 20 ; Les

17 h.  
FESTIVAL D'AUTOMNE: CINÉMASTES  
FRANÇAIS D'AMOUR. LIGES CINE-  
CLUB les Halles (36-56-58-59).  
Ju, une femme chinoise, mar. 10 h ;  
The Square, mar. 16 h 40 ; Zho Le,  
jouer pour le plaisir, sam. 15 h 45 ;  
Full Moon in N.Y., sam. 10 h ; That's  
Day on the Beach, sam. 12 h 30 ;  
The good, good, bad, mar. 18 h ;  
Red Rose, White Rose, mar. 18 h ;  
Fille du Nil, dim. 10 h ; Adieu,  
mar. concubine, dim. 12 h ; Le Temps de  
vivre et de mourir, dim. 15 h 10 ; The  
accres, dim. 18 h ; Fils de quartier,  
mar. 18 h 15 ; Les Barmes, mar. 18 h 15 ;  
Lun. 10 h ; Le Maître de marion-  
nettes, lun. 12 h 30 ; Epouses et  
concubines, lun. 15 h 30 ; Confusion  
chez Confucius, lun. 20 h 30 ; The Ac-  
cess, mar. 12 h ; Terroristes, mar.  
18 h 45 ; Les Bâtons de Pékin,  
mar. 21 h.

(46-33-86-86, 21 h 10) ; *Ami américain*, lun, 21 h 10.

**LA CINÉMATIQUE**

**PALAIS DE CHATELLOT (47-04-24-24)**

**DIMANCHE**

Indonésie : *Nocturne*, indlen (1989), d'Astin Corneille, 16 h 30 ; *Sara*, Aslache (1969, v.o. s.t.f.), de Basu Chatterjee, 19 h ; *Albert Pinto Ko Gussa Kyun AAA Hai* (1980, v.o. traduction simultanée), de Saheed Mirza, 21 h.

**LE CENTRE GEORGES POMPIDOU (47-04-24-24)**

**DIMANCHE**

*Histoire d'un studio : la 20th Century Fox : films FEMIS, 17 h ; De l'influence des rayons gamma* (1972, v.o. s.t.f.), de Paul Newman, 19 h 30 ; *Roxie Hart* (1942, v.o.), de William Wellman, 21 h 30.

**CENTRE GEORGES POMPIDOU**

**SALLE GARANCE (42-78-37-29)**  
**DIMANCHE**  
Hommage à l'Institut Lumière : 14 h 30 : *Le Fantôme de Max Ophüls*, de L. L. La Légende du Plave (1952, v.o. s.t.f.) de Riccardo Freda, 17 h 30 : *Renaldo et Clara* (1977, v.o. s.t.f.) de Bob Dylan, 20 h 30.  
**LUNDI**  
Hommage à l'Institut Lumière : Pot-Boille (1957), de Julien Juvicyer, 14 h 30 : *Noûse* (1948), d'Edmond Gréville, 17 h 30 : *Macadam* à deux voix (1971, v.o. s.t.f., courts métrages Lumière avant chaque séance), de Morrie Hellman, 20 h 30.

**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS**  
2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)  
**DIMANCHE**  
1. *Le rue oté cou* : La Zone (1926), de Grigori Alexandrov. La Crise

gement (1956), de Jean Dewever;  
l'Abbé Pierre (1954), de Bernard  
Devlin; Les Locataires de l'échangeur  
de la rue de la Chapelle (1953), de  
Zola à Milan (1951, v.o. s.t.f.), de  
Vittorio De Sica, 16 h 30; Caux de la  
zone (1933, v.o. s.t.f.); Frank Borzage,  
21 h; Bombay movie night (1985,  
s.o. s.t.f.), d'Anand Patwardhan, 21 h.

**MARDI**  
Côté rue, côté cour: Rosette cherche  
une chambre (1987); L'Œil au beurre  
noir (1987), de Serge Meynard,  
19 h 30; Les Femmes d'Alger (v.o. s.t.f.), de Pier Paolo Pasolini, 16 h 30;  
Mother Dear, the Turdell (1995), de  
Vincent Monnikendam, 19 h; Rue de  
l'Éstrapade (1933), de Jacques Becker,  
21 h.

11 h 30 Films interdits aux moins de  
12 ans.  
16 h 30 Films interdits aux moins de  
16 ans.

. 26 000 films . 200 places de théâtre  
 . 50 000 disques et CD . 10 000 cassettes

36 15 LEMONDE

سید احمد علی





## La CGT cherche à étendre les grèves et sort progressivement de son isolement

A l'occasion de son congrès, le syndicat capitalise une meilleure « image » parmi les salariés

LE QUARANTE-CINQUIÈME congrès de la CGT se réunit à Montreuil, en banlieue parisienne, au siège de la confédération, à partir de dimanche 3 décembre et pour six jours, alors que la direction de la centrale appelle pour le 5 décembre à « un nouveau et puissant temps fort de l'action, avec l'objectif de renforcer l'unité, de développer encore plus la combativité, la détermination, la volonté de rassembler ».

La CGT est, de loin, la confédération qui, dans la période actuelle, tire le mieux son épingle du jeu. Un sondage de la Sofres pour un groupe de journaux de province (auprès de mille personnes du 24 au 28 octobre) montre que la CGT est considérée par les salariés comme le syndicat qui défend le mieux leurs intérêts, notamment ceux des plus modestes d'entre eux. Mieux : entre février 1994 et octobre 1995, l'image de la CGT a grimpé de 8 points, alors que celle de FO et celle de la CFDT ont stagné.

**RAJEUNISSEMENT DE L'EXÉCUTIF**  
Avec 640 000 adhérents en 1994, dont 480 000 actifs, la CGT demeure la première organisation syndicale française devant la CFDT, qui la talonne. Elle a reconnu avoir perdu les deux tiers de ses effectifs depuis 1977, mais estime avoir dorénavant enrayer cette chute. Du fait de ces reculs importants, les adhérents du secteur public, au nombre de 352 000, sont désormais majoritaires, devant ceux du secteur privé (271 000).

La CGT demeure très forte dans les grandes entreprises nationales (EDF-GDF, avec un salarié sur quatre syndiqués, SNCF, avec 12 %

des effectifs, 10 % chez les postiers, 20 % dans les arsenaux) et dans quelques branches industrielles (chimie, verre, construction automobile). Depuis la fin des années 80, l'énergie est devenue la première fédération de la CGT avec 76 000 adhérents, devant la métallurgie (65 000), les cheminots (60 000), les PTT (52 000), les services publics (50 000) et la santé (35 000).

### Le temps de parole des grévistes

France 2 a invité, dans la soirée du vendredi 1<sup>er</sup> décembre, « La France en direct » à « faire la lumière » sur une question d'actualité : « Pourquoi ça bloque ? ». Outre les experts invités sur le plateau - actuel et ancien ministres des affaires sociales, députés RPR et UDF, sénateur PCF, secrétaires généraux de FO et de la CFDT, secrétaire tout court de la CGT, etc. -, la chaîne avait convié en duplex un échantillon de la France en grève - cheminots du dépôt du Mans, employés du dépôt RATP d'Aubervilliers, postiers de Strasbourg et délégation d'étudiants de Toulouse.

Chronomètre en main, les paroles des uns et des autres n'ont pas pesé d'un même poids : les cinquante grévistes du Mans ont parlé 3 minutes et 41 secondes, les trente d'Aubervilliers 3 minutes et 21 secondes, les vingt de Strasbourg 4 minutes et 48 secondes et ceux de Toulouse 4 minutes et 17 secondes, soit un quart d'heure d'expression sur deux heures d'émission...

Parmi les huit nouveaux entrants au bureau confédéral, le choix de deux d'entre eux, proposé par la commission exécutive, traduit en partie ces rapports de forces : Jean-Louis Fournier, quarante-sept ans, est le secrétaire général de la Fédération des métaux, et Maryse Dumas, quarante-deux ans, celui de la Fédération des PTT, dont est aussi issu Louis Vianet, secrétaire général de la CGT. Tous deux membres du Parti communiste, ils sont considérés comme des « durs » au sein

de l'organisation et devraient cumuler leurs fonctions au bureau confédéral avec leur responsabilité dans leur propre fédération. Françoise Duchesne, quarante-six ans, considérée comme proche des rénovateurs, vient aussi de la Fédération des métaux.

Sauf surprise exceptionnelle, la liste des seize membres (huit anciens, huit nouveaux) du futur organe de direction de la CGT devrait

ranger cinq ans, secrétaire général de l'UGICT (cadres), les cinq autres nouveaux sont des inconnus. Il s'agit de trois trentenaires - Pierre-Jean Rozet, responsable du centre confédéral de la jeunesse, Françoise Daphnis, de l'union départementale du Nord, Jean-François Perrault, membre du MDC -, auxquels s'ajoutent Daniel Prada, de l'union départementale de Seine-Saint-Denis, et M<sup>me</sup> Duchesne. Au total, le nouveau bureau devrait compter six femmes et comprendre une moitié de communistes.

Depuis un an, M. Vianet a repris à son rythme - lent - la marche du changement. Sortant de son isolement, la CGT a renoué des contacts au sommet avec le CNPF. Elle a accepté de signer, avec les autres confédérations et avec le patronat, un accord créant un fonds d'intervention pour l'emploi. Enfin, M. Vianet et M. Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, ont défilé seuls côte à côte, le 28 novembre, pour la défense de la Sécurité sociale, ce qui ne s'était jamais produit depuis la scission de 1947.

Cependant, alors que la nécessité du changement était déjà le leitmotiv du rapport d'activité du congrès de 1992, M. Vianet n'a pas pu ou voulu faire « monter » au bureau des dirigeants considérés comme rénovateurs. Bernard Thibault, trente-six ans, responsable de la Fédération des cheminots, très en pointe dans le conflit actuel et souvent présenté comme un des successeurs possibles de M. Vianet, n'a pas souhaité entrer au bureau confédéral.

Alain Beau-Méry

## Sri Lanka : Jaffna serait tombée

L'ARMÉE annonce la chute de Jaffna. Un porte-parole de Colombo a déclaré, samedi 2 décembre, que le bastion des séparatistes tamouls, situé à l'extrême nord de l'île, était tombé lorsqu'une colonne avançant vers le nord-ouest et une autre qui faisait mouvement vers le sud ont fait leur jonction dans le centre-ville peu après 10 heures du matin. Les combats ont provoqué la mort d'au moins 107 personnes. - (Reuters, AFR)

■ **HONGKONG** : Anson Chan, numéro deux du gouvernement de Hongkong, a déclaré vendredi 1<sup>er</sup> décembre devant la Chambre de commerce et d'industrie de Paris que Hongkong restera, après la rétrocession de la colonie britannique à la Chine, le 1<sup>er</sup> juillet 1997, « une société capitaliste » où « les politiques et les lois de la Chine socialiste ne s'appliqueront pas ».

M<sup>me</sup> Chan a toutefois admis en toute « honnêteté » que la transition pouvait susciter des « inquiétudes », faisant notamment allusion à la volonté de Pékin de dissoudre le Conseil législatif récemment élu. Sur ce point, elle se fait fort de convaincre les Chinois que le « succès économique de Hongkong est inséparable de l'existence d'un État de droit ».

■ **MAASTRICHT** : André Laignel, ancien directeur de la campagne du PS aux élections européennes de 1994, partisan, à l'époque, du traité de Maastricht, a déclaré, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, qu'il voterait « non » si un nouveau référendum était organisé aujourd'hui.

■ **CORSE** : deux attentats à l'explosif ont été commis, dans la nuit du vendredi 1<sup>er</sup> au samedi 2 décembre, contre l'appartement d'un policier de Bastia et contre la voiture de l'un de ses collègues.

■ **POLLUTION** : malgré l'augmentation très sensible du trafic automobile, une nouvelle alerte à la pollution ne semble pas à redouter, en raison de conditions météorologiques favorables (froid et vents d'altitude). Des centaines de milliers de personnes sont toutefois soumises plus longtemps à l'inhalation de gaz d'échappement.

■ **ESPACE** : le satellite d'observation du Soleil, Soho, a été lancé, samedi 2 décembre, à 9 h 08 (heure de Paris), par une fusée américaine Atlas II-AS, tirée du centre spatial Kennedy (Floride). Cet engin de 1 850 kilogrammes comporte douze instruments, dont neuf réalisés par les Européens et trois par les Américains. Il sera placé au « point de Lagrange », à 1,5 million de kilomètres de la Terre, une zone où les forces d'attraction du Soleil et de la Terre s'équilibrent, et qu'il atteindra dans quatre mois.

■ **VENTES** : un manuscrit de A l'Ouest rien de nouveau, le chef-d'œuvre de l'écrivain allemand Erich Maria Remarque, a été adjugé 276 500 livres (environ 2 millions de francs), vendredi 1<sup>er</sup> décembre, chez Sotheby's, à Londres, à un particulier allemand. Le manuscrit révèle une version initiale très différente du texte définitif du livre, publié en Allemagne en 1929 et vendu à 50 millions d'exemplaires dans le monde.

■ **A NOS LECTEURS** : la forte actualité sociale en France nous a contraints à reporter la chronique hebdomadaire d'Alain Rollat. Nos lecteurs la retrouveront samedi prochain dans nos éditions datées 10-11 décembre.

## Le Front national prend pour cible le RPR

ANNONCÉE à grand bruit, la restructuration du Front national devrait être rendue publique à l'issue de la réunion du conseil national, samedi 2 et dimanche 3 décembre, au siège du parti, à Saint-Cloud. La première étape aura été la décision de Jean-Marie Le Pen, le 9 octobre, de remplacer le secrétaire général sortant, Carl Lang, par Bruno Gollmisch. Elle traduirait la volonté de circonscrire l'influence du délégué général, Bruno Mégret.

Après avoir ouvert la porte aux ambitions internes et aux querelles de tendances pendant la longue vacance du secrétariat général, M. Le Pen devrait annoncer une restructuration. Une des innovations portera sur la réorganisation dans les régions. M. Gollmisch devrait annoncer la création d'une structure intermédiaire, régionale, entre le national et le département. L'objectif de cette réunion du conseil national est, en effet, de mobiliser l'appareil et de le mettre en adéquation avec les ambitions électorales du parti, de tisser sur le territoire une toile qui permettra

de mener la vaste campagne d'adhésions que M. Le Pen pourra annoncer.

Pour M. Mégret ou pour Jean-Yves Le Gallou, membre du bureau politique et président du groupe d'extrême droite du conseil régional d'Ile-de-France, jamais la situation n'a été aussi favorable au Front national. « La situation fait prendre conscience aux Français de la nécessité d'un changement », et « le désordre s'installe quand les Français sont de plus en plus nombreux à souhaiter le retour de l'ordre », explique M. Mégret, ajoutant : « Nous sommes le parti de l'ordre ».

### ■ INCOMPÉTENCE ■

« Les Français ont vécu pendant des années sur l'idée que tout le mal venait du Parti socialiste et qu'on allait voir ce qu'on allait voir avec le RPR. Le RPR est au pouvoir depuis 1993, et l'on voit ce que l'on voit. Les gens découvrent l'incompétence du RPR », clame M. Le Gallou. Reste au Front national à se présenter comme une force d'alternance.

Pour ce faire, l'accent sera cer-

tainement mis sur la nécessité de montrer que le Front national peut être une force de proposition. Le Front national s'efforcera aussi de continuer la campagne de « dédialisation » par le biais d'actions de proximité menées par les multiples associations caritatives, sociales ou culturelles, réactives ou créées ces derniers mois.

En outre, comme l'a laissé entendre récemment M. Le Pen, le conseil national devrait annoncer une intensification des activités en direction des diverses catégories professionnelles. Le coup d'envoi a déjà été donné avec la création d'un Front national de la police, suivie par la mise en place d'une coordination des commerçants et artisans de France. « Nous en créons d'autres en fonction des événements et des demandes », indique M. Mégret. Parmi les secteurs envisagés : les retraités, les transports publics et, particulièrement, les chauffeurs de bus, « plus exposés que les autres aux agressions », souligne M. Le Gallou.

Christiane Chombeau

## Deux jeunes de la banlieue parisienne ont été condamnés après les incidents de Jussieu

L'UN EST ÉTUDIANT, l'autre pas. Ils ont été interpellés par les policiers au moment où ils quittaient en vélo le campus de Jussieu, jeudi soir 30 novembre. L'un avait en poche un paquet de chewing-gums et un paquet de caramels provenant de la cafétéria saccagée, ce soir-là, dans l'enceinte universitaire. L'autre portait deux paquets de gomme à mâcher et deux livres (un roman de Balzac et un essai sur les drogues) volés dans la librairie du campus qui fut pillée cette même nuit. Tous deux ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende, vendredi soir, par le tribunal correctionnel de Paris.

Niant être des « casseurs », Mamadou et Whabi ont seulement reconnu avoir « ramassé par terre » les

menus objets du délit retrouvés en leur possession. Ils ont démenti la version des policiers qui affirmaient les avoir vus, de l'extérieur de l'enceinte universitaire, jeter du mobilier dans l'un des brasiers allumés sur la dalle de Jussieu.

Les deux amis, qui habitent les Hauts-de-Seine et se connaissent de longue date, ont assuré avoir participé à vélo au défilé étudiant pour « soutenir » le mouvement. Agé de dix-neuf ans, dépourvu de diplôme après une formation de plombier, Mamadou est livreur de pizzas dans les Hauts-de-Seine. Son ami Whabi, vingt et un ans, a raté un baccalauréat professionnel. Il est, cependant, inscrit en première année de BTS d'électronique et livre lui aussi, le week-end, des pizzas.

Peu avant son arrestation, Whabi

avait été interrogé par une équipe de télévision qui l'avait filmé, projecteur allumé, de l'autre côté du fossé entourant le domaine universitaire. Dans cet entretien à visage découvert, qui ne cadre guère avec l'image d'un « casseur » soucieux d'anonymat, il avait développé un point de vue qu'il a répété à l'audience : « Au début de la manifestation, on ne distinguait pas les étudiants et les casseurs. Je pense moi que c'est à peu près les mêmes personnes. Les étudiants en ont marre de se faire prendre pour des potes, d'avoir des diplômes pour se retrouver au chômage. Le ministre de l'éducation doit trouver une solution rapidement ». Rejoignant une petite d'émotion, le ministre public avait laissé les juges libres d'en préciser la durée et d'apprécier si elle devait être prononcée avec ou sans sursis.

Erich Inciyan

Si je prends  
3 jours de liberté,  
c'est pour recharger  
mes batteries...

... sans me soucier de celles de mon GSM !

Faisons du GSM

PR 747 II